

L'ŒUVRE
DE
LÉON BLUM

•
MÉMOIRES
•
LA PRISON ET LE PROCÈS
•
À L'ÉCHELLE HUMAINE
•
1940-1945

ÉDITIONS
ALBIN MICHEL



VOUS qui prenez ce livre en mains, sachez et retenez qu'il a été terminé au mois de décembre 1941. Vous percevrez aisément, quels que soient d'ailleurs vos sentiments pour l'auteur, sympathie ou autres, la valeur des constatations et des conclusions qu'un cerveau pénétrant et lucide y a enregistrées. A suivre son fonctionnement, votre esprit à vous-même se remettra au point où il s'arrêtait pour juger le passé prochain de la France abaissée à l'« armistice » conquérant, et chercher par où, d'où viendrait, vers quel pôle irait son avenir.

L'image d'un Léon Blum ramassant ses souvenirs, les classant, les interrogeant dans la solitude des prisons successives, couchant par écrit la chaîne de ses réflexions à Bourassol, la révisant et la bouclant dans le neigeux fort du Portalet, expliquera naturellement tel mot qui ne vous ira pas, telle précaution ou modification que vous aura enseignée la suite des événements 1942, 1943, 1944¹. C'est ici le 1941 du captif de Vichy et de l'Allemagne hitlérienne, mis au clair avant ce procès de Riom, qui ne put même pas faire semblant de se poursuivre.

Le livre était, bien entendu, destiné à l'impression dès que la diffusion en serait possible. Quelques copies dactylographiées ont été connues d'un petit nombre de personnes. Le voici pour tous. Nous le donnons tel qu'il fut rédigé, sans y changer un mot, sans y enlever ou ajouter quoi que ce soit que suggérerait prudence ou expérience. Il le faut pour qu'il ne porte aucune empreinte d'autrui, pour qu'il ait droit à l'entière appréciation juste; tant pis pour qui se refuserait à celle-ci.

Quiconque se replace dans les impressions changeantes des multiples moments de la grande épreuve, sans confondre juillet 1940 avec août 1939, les derniers mois de 1943 avec le printemps de 1942, admirera la sûreté clairvoyante dégageant dès lors les événements de la réalité à ce moment-là future.

Qu'est-ce qui frappera le plus alors? Le sincère attachement au vrai d'un homme qui, en analysant les erreurs ou les faiblesses de son propre parti, ne veut trouver dans le comportement de chaque autre que ce qui les conditionne ou les éclaire? La vue perspicace qui, par-delà une Russie isolément ouverte à l'agression, apercevait et prédisait presque les actes qui la montrent sur la voie commune d'une humanité de plus en plus libre? La sérénité confiante qui non seulement, aux heures les plus angoissantes, savait

1. Cette préface a été écrite par Bracke pour la première édition de *A l'Échelle humaine*, parue au début de 1945, alors que Léon Blum était encore en Allemagne. (N. de l'É.).

que ce pays russe joindrait ses forces relevées à l'écrasement final du fascisme de partout, mais encore ne doutait d'aucune des formes internationales de la Victoire?

On n'y pourra lire en tout cas que des motifs de travailler avec l'écrivain à la tâche immense, dont il a, entre les quatre murs des geôles, mesuré la portée et tracé la route.

BRACKE.

(A.-M. DESROUSSEAUX).

AVANT-PROPOS

A la fin de l'autre guerre, j'ai écrit un petit livre que je destinais aux jeunes gens, et que j'ai dédié particulièrement à mon fils. Mon fils approche maintenant de la quarantaine. Il est prisonnier en Allemagne. Je connais sa rectitude d'esprit et sa fermeté d'âme; ni lui ni, je crois bien, ses compagnons de captivité n'ont besoin d'un conseil ou d'un réconfort. Mais tous les jeunes gens qui ont aujourd'hui l'âge qu'il avait alors, tous les adolescents qui grandissent loin de leur père prisonnier, loin du foyer familial? Tous ceux qui cherchent en vain dans les ruines du passé une certitude, une règle, une foi; tous ceux qui scrutent en vain les ténèbres de l'avenir pour y trouver une lueur d'apaisement, une étoile conductrice? N'ont-ils pas besoin qu'on se tourne vers eux et qu'on les assiste? Le devoir des hommes que la vie a obligés à amasser en eux quelque expérience n'est-il pas de réfléchir scrupuleusement pour eux, sans nulle présomption d'ainés, mais avec une tendre sollicitude, de dégager pour eux les premiers préceptes d'une sagesse, les premiers principes d'une action? C'est l'objet que je me suis assigné avant tout autre en rédigeant les pages qu'on va lire. Je les ai écrites dans une prison où je suis encore. J'ignore comment elles parviendront aux lecteurs inconnus qui me les inspirent et dont je crois voir autour de moi les visages attentifs. Mais je sais qu'elles leur parviendront un jour. On peut écrire et parler du fond d'une prison : dans un pays à l'instinct généreux comme le nôtre, cela donne même plus de crédit à la pensée, plus de résonance à la voix. Le verrou de ma porte et les barreaux de la fenêtre ne m'ont pas séparé de la France. Je m'emplis de tous ses espoirs comme de l'air que je respire; je baigne dans toutes ses misères. Je sens ma vie battre à chaque instant à l'unisson de la sienne, cependant que la solitude donne plus de poids et sans doute plus d'indépendance à mes réflexions.

La génération à laquelle j'appartiens n'a pas réussi dans sa tâche. Je le sais aussi bien que personne, mais je ne me lève pas pour présenter sa défense. De ses fautes, de ses illusions, de ses malheurs, j'essaie de tirer un enseignement pour les générations qui viennent, pour celles qui supporteront demain la charge. Notre expérience peut profiter aux autres plus qu'à nous-mêmes. C'est dans cet espoir

que j'ai rassemblé ces réflexions, au fil de mon examen solitaire. Mon dessein principal a été de mettre en garde les jeunes gens, et aussi les hommes, contre un sentiment dans lequel il entre peut-être autant de présomption que de découragement.

La France se trouve aujourd'hui vis-à-vis d'un interrègne; elle ne se trouve pas devant le néant. Tout n'est pas aboli; tout n'est pas à refaire. La défaite a marqué l'effondrement de notre appareil militaire; elle a déclaré la faillite de la classe dirigeante; elle a disqualifié dans l'esprit public le système politique que cette classe avait façonné à son image; elle a détruit des vies humaines et des richesses. Elle n'a pas détruit la France, son peuple, son sol, son caractère, cet ensemble de traditions, de convictions et d'aspirations qu'on appelle aujourd'hui son « esprit ». Au point de vue de notre puissance militaire, la guerre est peut-être achevée; au point de vue de notre existence nationale, elle ne l'est pas. La France n'est pas encore vaincue; son destin n'est pas arrêté, puisque la guerre continue, sans elle, mais pour elle. Il est encore permis d'espérer, j'imagine, qu'elle en sortira indépendante, intacte, peut-être agrandie spirituellement dans une Europe affranchie et pacifiée.

CHAPITRE PREMIER

AUCUNE crise de l'histoire ne laisse un peuple dans son équilibre antérieur, et c'est en cela surtout que toute crise, indépendamment de ses résultats matériels, est un fait révolutionnaire. A l'issue d'une longue guerre nationale la victoire bouleverse comme la défaite.

La France en a fait l'épreuve il y a vingt ans. Tous les rapports normaux d'affection, d'habitude, d'intérêt, sont interrompus et souvent rompus. Des familles sont mutilées ou dispersées; des populations déracinées ou transplantées. De brusques changements frappent les conditions, les voisinages, les occupations, les fortunes. Les alarmes, les souffrances, les angoisses de tout ordre rouvrent la voie aux sentiments de forme ou de contenu religieux, à l'inquiétude sur la destinée de l'individu, de la nation, de l'humanité. Le prix de la vie personnelle, sujet à peu de variations dans les périodes tranquilles, est soumis à de brusques écarts, déprécié pour les uns, surestimé pour les autres, suivant que la secousse avait engendré l'esprit de sacrifice ou développé l'égoïsme et la peur. Enfin toutes les grandes crises de l'histoire semblent appeler à une retraite ou même à une déchéance prématurée les générations humaines, déjà décimées, qui y ont pris une part directe. A l'exception de quelques vieillards, conservés comme des fétiches ou des idoles — tels Thiers ou Clemenceau — et d'ailleurs prestement jetés au rebut, la tourmente a déblayé la route devant la jeunesse. Devançant le cours régulier des transmissions et des héritages, la jeunesse ne se sent plus seulement promise à l'avenir, mais inopinément chargée de ce devoir anticipé. Elle en est fière, mais elle ne le connaît pas; elle hésite. Ceux qui peuvent donner à leurs souvenirs vingt ans de recul, vérifieront trait par trait ce tableau sommaire.

Mais quand la guerre s'est achevée par la défaite, quand la défaite, brutale et totale, a laissé après elle l'humiliation et l'accablement, alors on voit apparaître un autre sentiment collectif. Il est aussi ancien sans doute que les sociétés humaines; on retrouverait ses éléments originels dans la religion antique et surtout dans le prophétisme juif. Après une bataille perdue, le peuple grec se demandait par quelle négligence des rites il s'était aliéné la protection du Dieu de la Cité; le peuple juif s'accusait, à la voix de ses prophètes, d'avoir violé le pacte d'alliance qui l'unissait au Dieu des

Armées. L'instinct des peuples est la justice. Quand ils ont été frappés, ils ont besoin de croire qu'ils n'ont pas été frappés à tort. Ils cherchent en eux-mêmes de quoi ils ont été coupables dans leur sein. Une calamité nationale se lie ainsi, depuis l'origine des temps, à l'idée d'un péché ou d'une faute, avec ses développements naturels : contrition, expiation, rédemption.

Les peuples, comme les hommes, sont toujours tentés de croire que l'événement qui atteint leur existence n'est jamais arrivé qu'à eux. Certes, il y a peu d'exemples dans l'histoire que l'idée du péché et de la rédemption nécessaire ait été cultivée avec autant de complaisance que nous le voyons sous nos yeux, qu'elle ait été viciée à tel point par une manie presque perverse de flagellation volontaire; d'autre part elle n'a jamais été exploitée avec plus d'astuce et de perfidie. Cependant le monde ne connaît guère de plus vieille croyance et cette croyance est la plus vieille des illusions. Car il est absurde de supposer que l'histoire obéisse à cette règle élémentaire de justice distributive. Une catastrophe nationale s'explique nécessairement par des causes, mais elle ne se justifie pas nécessairement par des fautes. Si la défaite devait être le châtement mérité de l'erreur, de l'ignorance ou du vice, il faudrait admettre que la victoire est la récompense légitime de la sagesse, du mérite et de la vertu. Ceux mêmes qui croient à un dessein providentiel régissant les affaires humaines ne le traduisent pas par une loi si simple; les voies de Dieu leur apparaissent plus détournées, plus lointaines, moins pénétrables. Quel est le peuple dont on pourrait raisonnablement rattacher les destinées changeantes aux jeux alternés de la récompense et du châtement? La France de 1914 a remporté la victoire; était-elle donc plus sérieuse, plus morale, plus pieuse que la France de 1939? Par quelles vertus Hitler et Mussolini ont-ils mérité leurs victoires; par quelles fautes la Belgique, la Hollande, la Norvège ont-elles mérité leur sort?

Cessons donc de nous frapper si bruyamment la poitrine. Faisons trêve à ces macérations, à ces dénonciations de nous-mêmes, ou plutôt à ces dénonciations d'autrui, car cette cruelle sévérité de jugement s'accompagne le plus souvent d'une complaisance étrange, pour ne pas dire d'un aveuglement volontaire. Une condamnation collective a pour fondement et devrait avoir pour condition le plus rigoureux examen personnel, et nous voyons bien que ceux qui manient avec le plus d'arrogance la vitupération et la malédiction générales s'abstiennent soigneusement de commencer par leur propre confession, leur propre *mea culpa*. Non, laissons cela : ce qui est vrai, ce qui est naturel, c'est qu'une nation après une grande défaite, comme un homme après un grand échec ou un grand chagrin, se réfléchisse en sa propre conscience, procède à un scrupuleux contrôle, s'efforce de voir distinctement en elle. Que l'examen soit sévère,

c'est entendu; et il peut aboutir à de dures conclusions, mais qu'il ne soit pas gouverné d'avance par un aveu de déchéance et d'indignité. Nous avons tort lorsque nous avons reconnu, lorsque nous avons compris notre tort, et non parce que l'événement nous a donné tort. C'est ainsi que nous devons nous examiner et nous juger. Le devoir d'équité existe aussi vis-à-vis de nous-mêmes.

★

Lorsqu'un peuple est durement frappé dans sa vie nationale, son premier mouvement, parce qu'il est le plus simple, est d'accuser ce qu'il trouve directement sous sa main : ses chefs responsables, son régime politique, ses institutions. Ce réflexe instinctif tombe souvent juste. Au cours du XIX^e siècle la France a connu deux grandes défaites. Après la prise de Paris et Waterloo, le coupable était l'Empereur; après Sedan et Metz, le coupable était l'Empire. De même qu'un instinct unanime, au siècle dernier, a accusé spontanément l'Empereur et l'Empire, de même, après notre présent désastre, une partie de l'opinion a dénoncé le régime républicain et les chefs de la République. Le mouvement, cette fois, n'était ni général, ni surtout spontané, mais n'importe; ce qui est sûr, c'est qu'il s'est propagé, qu'il a pris de l'ampleur et de l'extension, précisément parce qu'il retrouvait le sens de la tendance séculaire. On ne s'est pas borné à rejeter la responsabilité de la catastrophe sur la forme de l'État ou sur ses chefs récents; on n'a pas seulement mis en cause la Constitution de la République et le personnel républicain; on est allé bien au delà; on s'en est pris à toute la structure complexe de la vie publique, et à son contenu comme à sa forme. On a essayé de ramener, comme dans un vaste coup de filet, tout ce qui avait animé, depuis un siècle et demi, les doctrines et les mœurs comme les institutions. Tranchons le mot : en sus d'une révolution politique on a entrepris une contre-révolution civique et sociale. La responsabilité de la défaite n'est pas limitée à la République, elle est étendue à la Démocratie, au dogme de la liberté personnelle, au principe de l'égalité naturelle entre les citoyens. Toutes les idées-mères, toutes les idées-forces qui depuis la Révolution française semblaient le fondement de la Société, ces idées que la Charte monarchique de 1814 ou les Constitutions impériales avaient elles-mêmes reconnues et proclamées, ont été, paraît-il, réduites en poussière par le choc des armées de Hitler. Ce serait peu de les renier ou de les bafouer; on nous affirme qu'elles sont détruites; qu'une sorte de preuve par l'évidence, ou par l'absurde, les a mises à néant et on nous promène dérisoirement dans leurs ruines.

Je sais bien que sur le néant on se pique de reconstruire à nouveaux frais. Mais je ne m'attarderai pas à cette tentative de recons-

truction, bien qu'on la décore du nom de Révolution nationale. Son premier vice est la précarité, puisqu'elle est condamnée à ne survivre, ni à la défaite de plus en plus probable de Hitler, ni à sa victoire définitive. Son second vice est la contradiction. Les ouvriers incertains qui s'en sont chargés flottent entre deux notions grossièrement contradictoires : le retour aux traditions et aux coutumes anciennes de la France; l'imitation des régimes totalitaires créés de toutes pièces par le nazisme allemand et le fascisme italien. Les sentiments qui inspirent ces deux notions, quoiqu'ils attestent également le manque d'invention, l'habitude routinière, l'indigence d'esprit, sont contradictoires entre eux, puisque le retour à l'ancienne tradition française indique une certaine infatuation orgueilleuse de tout ce qui est ou fut national, et que l'imitation des régimes totalitaires traduit un abaissement, une soumission au vainqueur, une servilité. Ces notions mêmes peuvent converger tant qu'il s'agit seulement de démolir la France républicaine, il n'y a plus entre elles de conciliation ou de transaction possibles dès qu'il s'agit de bâtir. Notre ancien État monarchique, tout imprégné de croyances abstraites et sentimentales, où le pouvoir royal incarnait une hiérarchie régulière de classes, de corps et de privilèges, n'a rien de compatible avec ces autocraties sombres où l'adoration idolâtre d'un homme se substitue à la foi religieuse en un principe, où les caprices sanguinaires de la brutalité remplacent la majesté ordonnée de la force, où l'étagement des groupes et des individus est nivelé dans une servitude fanatique. Les dictatures totalitaires qui ne retiennent de la civilisation moderne que l'acquis matériel du progrès feraient refluer les sociétés européennes bien en deçà du développement monarchique; elles remontent par-dessus des siècles d'histoire pour se rattacher à la légende des royautes barbares et aux rites élémentaires de la tribu. Au surplus, en même temps qu'elles répugnent au mélange, ces deux conceptions ne sont chacune que la plus vaine aberration de l'esprit. On ne restaurera pas l'ancienne France. On doit honorer les morts, on peut s'inspirer de leur exemple; on ne les ressuscite pas. Une tradition peut se prolonger dans son esprit, mais personne ne parviendra jamais à couler la réalité présente dans ses formes abolies. Pour reprendre une image de Jaurès, on peut en entretenir la flamme, on n'en ranimera pas la cendre. D'autre part, qui oserait supposer que la construction de Hitler ou de Mussolini soit plus durable que celle de Napoléon? Comment pourrait-elle s'établir solidement sur l'Europe, quand, même dans le pays de ses fondateurs, elle est liée à leur vie? Quelques éléments épars pourront subsister; l'ensemble, l'essentiel ne survivront pas. C'est qu'on n'annule pas d'un coup vingt siècles d'histoire; c'est que le progrès humain possède une force incompressible. Rien de ce qui fut établi par la violence et maintenu par la contrainte, rien de ce qui dégrade

l'humanité et repose sur le mépris de la personne humaine ne peut durer.

Il est oiseux d'insister sur ces vérités trop évidentes. L'œuvre constructive dont on nous offre le spectacle ou la promesse est tarée d'avance. Ce qui importe avant tout à l'heure actuelle est de considérer et de juger l'œuvre de destruction. Qu'elle réponde à un instinct atavique, je l'ai rappelé, qu'elle ait pu séduire et gagner une grande partie de la jeunesse, je ne m'en étonnerai pas. Je me souviens encore d'avoir été jeune. La jeunesse est enthousiaste, systématique et intrinsèque, elle sait condamner comme elle sait admirer. Jeter tout à bas, envoyer à la voirie des matériaux même sains, ou que la démolition seule aura dégradés, faire place nette pour un monde tout neuf qu'elle conçoit à son image et à sa taille, c'est un programme qui ne peut que la tenter. Tout était-il donc faux, médiocre ou vil dans la société d'hier? Un instant, jeunes gens, je vous prie! Avant de prendre le pic en mains, répondez à une question, à une seule. Voulez-vous la Paix; détestez-vous la Guerre? Si la guerre n'est pas le pire malheur pour un peuple — car un peuple comme un homme ne sauve parfois sa vie qu'en la risquant et pour un peuple pas plus que pour un homme la vie n'est le bien suprême — convenez-vous qu'elle est le pire fléau pour l'humanité? Reconnaissez-vous que, sans la certitude de la paix, il n'est pas de sécurité dans le travail et dans le bonheur personnel des hommes, de continuité dans le progrès, de satisfaction pour les besoins les plus élevés de l'âme humaine? Acceptez-vous comme la plus noble des tâches d'extirper du monde à recréer la possibilité même de la guerre? Oui, n'est-ce pas? Mais alors tout n'était point indistinctement condamnable dans la France d'hier, dans la France démocratique, dans la France de la Troisième République, et vous ferez bien d'hésiter un peu avant de renverser pêle-mêle toutes les conditions de sa vie politique, morale, sociale. La France d'hier avait au moins ce mérite de vouloir généralement, et même unanimement la Paix, d'être prête et adaptée à la Paix.

★

Poussez un peu plus loin votre réflexion. Estimez-vous de bonne foi que, si toutes les nations d'Europe avaient pratiqué le régime politique et social de la France — ce régime honni! — une guerre générale eût été possible? Supposez que l'État allemand, l'État italien aient été modelés sur notre malheureuse Démocratie, dénoncée aujourd'hui avec tant d'arrogant mépris, est-ce que la paix de l'Europe n'aurait pas été sûre et durable? Certes, le statut européen comportait bien des absurdités, bien des iniquités, quoique après tout l'Europe remaniée par le Traité de Versailles fût moins absurde et moins inique qu'à aucun autre moment connu de l'histoire. Mais si

tous les États de l'Europe avaient partagé notre misérable régime, les difficultés se seraient résolues peu à peu par des transactions amiables ou plutôt elles se seraient lentement effacées sous l'action tranquille du temps. Cherchez, ô jeunes gens, à quel moment et sous quelle action la possibilité de guerre s'est réintroduite en Europe. N'est-il pas évident que c'est au moment où Hitler s'est emparé du pouvoir et sous l'action du racisme hitlérien ? La veille encore, l'Europe, sous l'impulsion de l'esprit démocratique, s'organisait pour la Paix ; la veille encore le désarmement général était un espoir, non pas une chimère. Le risque de guerre s'est accru en Europe à mesure que le pouvoir despotique de Hitler grandissait en Allemagne. Il n'en pouvait être autrement ; les tyrannies sont conquérantes par essence, tout comme la Démocratie est pacifique. Au moment même où j'écris le président Roosevelt et M. Winston Churchill publient les huit points de la Paix que les Démocraties anglo-saxonnes entendent instaurer après la défaite de Hitler et des interprètes officiels du Gouvernement français répondent avec un mépris gouaillieur : « Nous connaissons cette antienne. Les huit points de Roosevelt et de Churchill sont les quatorze points de Wilson. On pouvait se faire illusion sur ces nobles candeurs il y a vingt-cinq ans ; aujourd'hui nous en avons fait la rude épreuve et nous savons qu'elles n'assurent pas la justice et la paix. » Mais ce que nous savons au contraire, c'est que l'échec de la Société des Nations après l'autre guerre a eu pour causes, tout d'abord la méfiance aigre et soupçonneuse avec laquelle l'œuvre a été conçue et engagée, ensuite l'abstention des États-Unis, enfin et surtout l'apparition en Europe des partis et des régimes de dictature. Reprise franchement et hardiment avec l'entière participation des États-Unis, dans une Europe purgée des dictatures, qui ose prédire son avortement ? Qui oserait surtout le souhaiter ?

Dictature et Guerre, Démocratie et Paix, oseriez-vous vous inscrire en faux contre ces connexions nécessaires ? Non. Vous n'avez donc pas le droit de rejeter d'un geste la Démocratie au rebut. Vous n'avez pas le droit de condamner d'emblée, comme entachée d'erreur ou de dol, l'œuvre des hommes qui, depuis cent cinquante ans, ont essayé de la fonder dans le monde. Vous n'avez qu'un droit, et qu'un devoir : c'est de rechercher pourquoi notre effort n'a pas réussi, afin de le reprendre plus efficacement après nous.

Vous me répondrez sans doute que la jeunesse n'entend plus se perdre, comme nous, dans ces desseins chimériques auxquels vous imputez une part de notre malheur, et j'aperçois en effet quel fut, pour bon nombre d'entre vous, le premier des réflexes provoqués par la défaite. En même temps que le dégoût général de toute réalité présente, vous avez ressenti un besoin de recueillement et de repliement sur vous-mêmes que vous étendez de votre personne à votre pays. Vous vouliez isoler la France comme on isole un pénitent ou un

malade. Vous imaginiez pour elle un traitement solitaire, en profondeur et en durée, une cure de couvent ou de sanatorium. Dans la guerre qui continue, pensez-vous, la France ne garde plus de devoir, presque plus d'intérêt. Elle ne devra plus se mêler à l'Europe que dans la mesure indispensable à son existence matérielle, avant tout elle doit se couvrir elle-même, s'insuffler une nouvelle force ; quand elle sera redevenue forte, on verra... Vous n'étiez pas les premiers à conseiller cette conduite à une nation vaincue. Fichte parlait ainsi, Stein agissait ainsi dans la Prusse d'après Iéna et Tilsitt ; somme toute tels furent les thèmes de la propagande hitlérienne dans l'Allemagne d'après Versailles, l'attitude de Thiers et surtout de Gambetta après le Traité de Francfort. Mais qu'entendez-vous faire de la France reconstituée dans sa solitude ? Quel objet destinez-vous à sa force recouvrée ? La revanche, dont on ne parle jamais, et à laquelle on pense toujours ? Voulez-vous la France forte pour qu'elle profite à plein des occasions qu'offrirait plus tard la « justice immanente » de l'histoire, ou peut-être pour qu'elle les suscite ? La revanche alors appellera une revanche, et de guerre en guerre, de génération en génération, les peuples ne cesseront plus de se passer l'un à l'autre, comme disait encore Jaurès, la coupe empoisonnée des Atrides. Non, ce n'est pas ainsi que vous imaginez l'avenir. Vous voulez fonder la Paix ? Mais alors la force française ne doit pas s'amasser, se surchauffer comme la vapeur comprimée dans une chaudière close ; elle doit s'épancher au contraire ; elle doit s'employer à la coopération libre des peuples ; à leur organisation égale et fraternelle. Liberté, égalité, fraternité, deviendra votre devise internationale ! Proclamez-la donc au lendemain de la défaite, comme nous l'avons fait il y a vingt ans, avec un peu plus de mérite, au lendemain de la victoire. Alors, que vous en doutiez ou non, vous rejoindrez encore la trace de ces Républicains, de ces Démocrates, que tout à l'heure vous accablerez de vos reniements.

★

Je n'ai voulu alléguer qu'un argument pour faire saisir ce qu'avaient d'absurde, et d'ailleurs d'impossible, ces condamnations aveugles et ces rebuts indistincts. J'aurais pu en fournir bien d'autres ; j'ai choisi celui dont le poids me paraissait irrésistible. On ne s'étonnera pas, j'espère, que je tire un tel parti de l'idée et du nom même de la Paix, au moment même où nous assistons à la phase la plus atroce de la guerre, que dis-je ? où nous participons bon gré mal gré à son atrocité. Un bon Allemand se délecte au récit d'une nuit de bombardement à Londres ; de notre côté nous applaudissons quand notre journal nous apprend la fin tragique du *Bismarck* coulant à pic avec tout son équipage ; lorsque nous lisons dans un communiqué de la

campagne germano-soviétique « une division est détruite », nous ne faisons aucun effort pour nous représenter la réalité que ces quelques mots recouvrent et dont l'image nous soulèverait le cœur, nous poussons un cri de joie ou de dépit suivant qu'il s'agit d'une division amie ou ennemie. Comme chez les spectateurs du cirque romain, la passion a suspendu toute sensibilité. Mais resterons-nous au lendemain de la guerre tels que nous fait malgré nous la guerre ? Si la guerre ne devait laisser en nous, pour le moins, la détermination d'en subir pour la dernière fois la fatalité, il faudrait désespérer à jamais de la destinée humaine. Cette résolution pourra sans doute être infirmée par l'événement ; elle l'a été déjà ; mais il serait horrible qu'elle ne se formât pas en nous ; elle est, si je puis dire, obligatoire. Si nous ne l'acceptons pas en pleine sincérité, en pleine probité de conscience, si nous donnions au contraire notre acquiescement au vieil adage, aussi vieux que la guerre elle-même, qui veut qu'elle soit éternelle, alors il ne faudrait plus parler de construire un monde nouveau. L'avenir manquerait en même temps que le présent.

Je ne puis m'abstenir ici de marquer une des singularités du moment, qui n'est peut-être singulière qu'en apparence. Les individus, les journaux, les groupes qui tenaient en France école et profession de chauvinisme, ceux qui galvaudaient à leur usage le beau mot de « national », ont tous poussé à l'armistice et applaudi à la capitulation. Tous prônent aujourd'hui la collaboration avec le vainqueur ou, pour parler plus exactement, avec l'ennemi. Cependant, aux premiers mois de la guerre, quand la France presque entière escomptait une victoire lente, mais certaine, ces mêmes hommes en posaient d'avance les conditions avec une intraitable dureté. Ils voulaient en finir une fois pour toutes non seulement avec Hitler et ses bandes, mais avec les millions d'êtres vivants que recouvre le nom de l'Allemagne. Ils exigeaient non pas seulement sa mise en tutelle, mais son démembrement, mais l'annexion de larges territoires à la France. Ils traitaient en ennemis de la Patrie les démocrates et socialistes qui, eux, n'attendaient pas d'autre fruit de la victoire qu'un « ordre nouveau » où la coopération solidaire des peuples formerait la garantie matérielle de la Paix. Aujourd'hui prosternés devant la force, ils étaient prêts hier à abuser de la force, et ils récidiveront demain. Dans une France redevenue libre et forte, ils redeviendront des « nationalistes » et des chauvins. Ils reprendront leurs attaques contre les traîtres « pacifistes » qui ne renouent pas à asseoir la paix sur la liberté des hommes et l'égalité fraternelle des États. Et les mêmes hommes qu'ils dénonçaient hier, qu'ils dénonceront demain comme « pacifistes », ils les flétrissent aujourd'hui du nom de « bellicistes » ; car voici l'autre face du paradoxe apparent. Les pacifistes d'hier et de demain, précisément parce qu'ils conçoivent la Paix comme un accord libre entre peuples libres, ont réclamé une lutte sans réserve

et sans répit pour l'indépendance nationale. Ils ont désavoué un armistice qui livrait la France et risquait de livrer l'Europe à la domination de Hitler. Ils répudient une « collaboration » qui, pour l'Allemagne, signifie exclusivement l'exploitation à son profit et pour ses besoins de guerre de toutes les ressources françaises, qui, pour la France, signifie nécessairement la servilité, l'abdication, la trahison hypocrite après la trahison cynique d'une capitulation séparée et qui ne garantirait même pas, de la part d'un vainqueur qui a érigé le parjure en système, le moindre relâchement de rigueur au moment de la paix définitive. Même quand ils s'efforçaient de réarmer précipitamment la France, dont les chauvins nationalistes avaient laissé tomber en ruine l'armature militaire, même quand ils exhortaient le peuple français, acculé à la bataille par l'ambition despotique de Hitler, à y persévérer, jusqu'à l'extrémité de sa force, ils demeuraient, en réalité, constants et conséquents avec eux-mêmes. Ils restaient les hommes de la paix. Ils n'étaient entrés dans la guerre que pour préserver les conditions nécessaires de toute paix digne de ce nom, et la paix restait leur unique « but de guerre ». Jeunes gens, interrogez votre conscience : n'est-ce pas eux qui avaient doublement raison ?

CHAPITRE DEUXIÈME

TOUT à l'heure, j'ai cité d'un trait de plume un « précédent » historique sur lequel il y aurait profit à réfléchir de plus près : dans la succession de nos catastrophes militaires, le désastre de 1870 est l'antécédent immédiat du désastre de 1940. Il est venu frapper une nation encore plus sûre et l'on peut dire encore plus infatuée de sa force, car la légende napoléonienne couvrait encore la France de son rayonnement, et bien rares étaient ceux, fût-ce parmi les adversaires de l'Empire, qui ne tenaient pas l'armée française pour invincible par nature. La chute a été plus brutale encore, car un mois après l'entrée en campagne, l'Empereur capitulait à Sedan avec notre avant-dernière armée régulière, la dernière étant enfermée dans Metz, et bientôt livrée. Comme en 1940, l'effondrement militaire provoquait un changement politique. La différence est que cette Révolution s'opérait en plein jour, par une manifestation souveraine de la volonté populaire, et que le nouveau Gouvernement républicain ne se constituait pas pour implorer un armistice, mais pour continuer la guerre, coûte que coûte, malgré l'anéantissement de l'armée impériale, en faisant appel à la levée en masse du patriotisme français. Il y avait cependant alors, comme en 1940, des partisans secrets de la paix immédiate, de la paix à tout prix : Gambetta, qui fut l'inspireur et le héros de la résistance nationale, était traité par eux de « fou furieux ».

Le régime politique que la victoire prussienne venait d'abattre fut tout naturellement tenu pour coupable de la défaite française. J'ai dit que c'était avec justice, et je le crois. Depuis cinq ou six ans déjà, une succession presque incroyable de fautes — Pologne, Danemark, Mexique, alliance prusso-italienne, Luxembourg, expédition de Rome — avait enserré la France dans un cercle de plus en plus étroit d'où elle ne pouvait plus logiquement sortir que par l'échec ou l'aventure. Au dernier moment cependant un coup de chance inespérable aurait permis à l'Empire de se tirer d'affaire honorablement et pacifiquement. Il avait écarté la chance; une sorte de fascination, qui est la fatalité des autocraties, l'avait jeté tête baissée contre un adversaire dont, depuis Sadowa, il n'avait pourtant plus le droit de mépriser la force. Les premiers incidents de la campagne avaient fait éclater avec une évidence scandaleuse, non pas

seulement l'insuffisance de notre armement, mais l'absence totale de compétence, d'ordre, de préparation technique quelconque. A quel vice interne du régime rapportait-on ces erreurs fatales? Dès avant Sadowa la réponse des contemporains était unanime. Les vices du régime impérial étaient le pouvoir personnel, la confusion de tous les modes d'autorité entre les mains d'un seul homme, devant qui tous étaient responsables en principe et qui n'était responsable en fait devant personne, la suppression de tout contrôle dans le Parlement, de toute discussion libre dans la presse et dans l'opinion, la conduite secrète des affaires du dedans et du dehors, également réduites à des intrigues de cabinet. Tel apparaissait généralement le mal, et, après une paix malheureuse, qui cependant laissait l'honneur sauf dans une nation en deuil, tout le monde se trouvait aussi d'accord pour indiquer le remède. Les royalistes, même ceux qui se rattachaient à la branche « légitime », ne se séparaient pas à cet égard des Républicains. Avant tout il fallait rendre à la France la liberté, un Gouvernement public et responsable devant les représentants élus du pays, une presse et une opinion indépendante. C'est-à-dire que ce qui est aujourd'hui un remède était le mal, et ce qui est le mal était le remède.

★

Quelques penseurs, toutefois, ne s'en tenaient pas à cette conclusion immédiate et cherchaient à pénétrer plus profondément dans la réalité nationale. Leur examen était d'autant plus anxieux que la défaite, à peine consommée, avait été suivie d'une secousse plus effrayante : la Commune révolutionnaire de Paris. Par-delà les institutions politiques de l'État, leur sondage atteignait donc la constitution morale de la Société. L'esprit et la volonté des individus et des groupes n'avaient-ils pas été tarés dans leurs principes en même temps que le gouvernement était vicié dans ses organes? Renan, Taine, et quelques autres formaient l'élite du groupe qui pensait ainsi : le livre publié par Renan après la Guerre et la Commune s'intitule : *la Réforme intellectuelle et morale*. La France s'était laissée glisser à une déchéance intellectuelle et morale dont la défaite militaire et le mouvement révolutionnaire qui l'avait suivie étaient à la fois l'expression et la punition. Cette déchéance pouvait bien elle-même, en un sens, être tenue pour une conséquence du régime autocratique, mais elle avait développé ses effets propres, et elle exigeait une cure distincte, faute de laquelle la « Rénovation nationale » demeurerait une œuvre superficielle ou vaine. Elle s'était manifestée sous bien des aspects : la légèreté d'esprit, — qu'il ne faut pas confondre avec la gaieté, attribut authentique du tempérament français, — la présomption, le manque

d'application sérieuse devant les objets sérieux, l'altération de la probité et du scrupule dans les affaires, l'avidité d'argent et l'avidité de jouissance, la contagion du luxe, de l'ostentation et par conséquent de la corruption et de la vénalité, le relâchement des liens de la famille et le mépris affiché de la dignité domestique. L'effondrement de l'Empire avait donc été comme le dénouement biblique d'une grande orgie entraînant peu à peu toute la société bourgeoise dans son vertige infernal. La royauté avait offert déjà le spectacle de ces périodes de dévergondage public, sous la Régence, à la fin du règne de Louis XV. Mais alors la corruption générale n'avait atteint ni la culture intellectuelle ni le respect qui lui est dû dans la société, et c'est à quoi Renan, Taine, et leurs amis étaient peut-être le plus sensibles. La France de l'Empire avait laissé se dégrader la culture générale; elle avait souffert l'abandon des grandes études désintéressées. Entièrement livrée aux deux tendances périlleuses qu'elle a su discipliner aux belles époques, le goût de l'esprit « boulevardier » et l'habitude de l'amplification oratoire, elle avait laissé l'Allemagne s'emparer peu à peu de sa primauté dans toutes les hautes occupations de l'esprit : pensée pure, science pure, érudition. A l'autre extrémité de la chaîne, elle s'était montrée incapable d'organiser, comme l'avait fait précédemment la Prusse, l'instruction solide du peuple. Un slogan courait alors qui, parmi les facteurs de la victoire prussienne, plaçait le maître d'école sur le même plan que le fusil à aiguille ou que le canon Krupp. La conclusion pratique se dégageait naturellement. Il ne suffisait pas de ravalement ou de badigeonner d'autres couleurs un édifice atteint dans ses fondations; il fallait reprendre le travail à la base; refaire de fond en comble les systèmes d'instruction et d'éducation, rétablir sur des principes sains les relations de famille et de société, bref renouveler tous les éléments qui influent sur la formation individuelle, de là, sur l'opinion collective, de là, — dans une démocratie — sur le gouvernement.

★

Voilà quels furent, il y a soixante-dix ans, les contre-coups et les enseignements d'une catastrophe nationale. Rien ne serait plus légitime que de s'appliquer aujourd'hui à un travail similaire. Nous serions tous d'accord pour rechercher dans les institutions et dans les mœurs les vices organiques ou fonctionnels auxquels peut se rattacher la défaite, pour tracer au peuple vaincu un plan pratique de réflexion et de réfection, pour lui prescrire l'effort intérieur et l'hygiène extérieure qui lui rendraient à la fois la modestie et la fierté, la sagesse et l'ardeur au travail. Mais il n'est pas permis de pousser l'analogie au-delà. La France avait le droit et le devoir

en 1871 de rendre le régime constitutionnel responsable du malheur qui l'avait atteinte; elle n'en a pas le droit aujourd'hui. L'Empire avait été coupable, la République n'a été que malheureuse. L'Empire était mauvais et funeste dans son principe, qui était l'autocratie personnelle; la République est juste et féconde dans son principe qui est le gouvernement du peuple par lui-même. Elle n'a erré que par des vices d'organisation et de fonctionnement dont il est aisé de montrer l'origine et auxquels il est facile de trouver le remède. Nous avons encore moins le droit d'accuser cette idéologie que tant de sacrifices héroïques ont rendue presque sacrée, que les deux Empires eux-mêmes avaient proclamée dans son principe et qui avait trouvé son dogme dans la Déclaration des Droits de l'Homme, son rite dans le Suffrage universel. Comme en 1871, une réforme intellectuelle et morale est nécessaire aujourd'hui, mais le plus rapide examen montrera que les vices qu'elle doit amender sont entièrement indépendants du régime constitutionnel et de l'idéologie sur laquelle il repose. Par un exemple unique, mais massif, j'ai déjà montré quelle témérité il y aurait à porter sur les principes démocratiques une condamnation capitale et sommaire. Examinons de plus près ce qu'on entend reprocher à ce régime qui n'avait hier que des partisans et des courtisans et qu'il faut aujourd'hui du courage pour défendre.

L'Empire a voulu la guerre, comme toutes les autocraties connues ont fini par la vouloir, même quand elles avaient promis ou juré la paix. Il a voulu la guerre, par besoin de prestige et par intérêt dynastique, pour compenser d'un coup une longue suite d'aberrations qui trouvaient elles-mêmes leur origine dans le pouvoir autocratique, mais qui laissaient à la France humiliée et désaffectionnée le sentiment d'une déchéance. La France républicaine et démocratique n'a pas voulu la guerre. De la victoire de 1918, elle n'entendait pas tirer d'autre conquête que celle d'une paix durable, d'une paix organique. C'est en ce sens qu'était orientée sa volonté collective; c'est vers ce but que convergeaient toutes ses aspirations, et, sans doute n'y a-t-il jamais eu d'exemple, dans l'histoire, d'un peuple si généralement et si délibérément pacifique. Elle n'avait pas à se relever d'une déchéance, puisqu'elle était sortie triomphante de la dernière crise européenne, puisqu'elle se croyait et qu'on la croyait la plus forte. Elle n'avait pas à rétablir la vigueur ou la popularité d'un régime intérieur, qui, au moment de l'avènement de Hitler, n'était mis en contestation par personne, réserve faite seulement pour quelques groupes négligeables de théoriciens ou de conspirateurs, et d'ailleurs, comme ce régime lui-même était pacifique par essence, ce n'est pas la guerre qui aurait pu procurer ce résultat. On peut affirmer comme un fait indiscutable qu'au moment où Hitler s'est emparé du pouvoir en Allemagne, il n'existait en Europe

aucun risque, aucune possibilité raisonnable de guerre, et l'histoire homologuera sans nul doute cette vérité que tout Français, il y a deux ans, tenait pour évidente et aveuglante, à savoir que la Guerre a été réintroduite dans la perspective européenne par Hitler, qu'elle a été imposée à la France républicaine par Hitler.

Qu'à dater de ce moment, des fautes aient été commises, je me garderai bien d'en disconvenir. Mais quelle a été la plus lourde ? C'est de n'avoir pas eu la conscience ou la prescience du danger, c'est de n'avoir pas discerné assez promptement et assez clairement le plan hitlérien de réarmement, de revanche et de conquête, c'est de n'avoir pas perçu le caractère fatal et inexorable de son développement. Parce qu'elle était pacifique par essence, la France a voulu croire à la possibilité d'une « coexistence paisible » entre les démocraties installées en Europe et l'autocratie guerrière qui s'y implantait. Elle a fait à cette possibilité des sacrifices de plus en plus coûteux qui n'ont eu d'autres résultats que d'affaiblir son prestige au-dehors, de compromettre sa cohésion au-dedans, et par conséquent d'aggraver le péril : le Pacte à quatre, le relâchement et l'abandon des sanctions contre l'Italie, le 7 mars 1936, Munich. J'en viens aujourd'hui à me demander si, dès 1933, la France n'aurait pas dû interdire par la force à l'Allemagne encore désarmée la remise du pouvoir à Hitler et à son parti. Personne, alors, en France n'envisagea cette intrusion brutale dans les affaires allemandes ; elle aurait pourtant sauvé l'Allemagne et préservé l'Europe.

★

Je reconnais cette catégorie d'erreurs, dont les Français ne se sont tirés que peu à peu, les uns après les autres, et dans lesquelles beaucoup d'entre eux restaient encore enlisés à l'heure fatale. Je les confesse, mais n'en rougis pas, car elles sont d'une espèce noble. Plutôt que des erreurs ce sont des illusions, les témoignages d'une foi prématurée dans l'avenir de la paix, dans la vertu propre de la paix. La France presque tout entière professait la croyance idéaliste que la volonté des peuples est hostile à la guerre, ce qui est vrai, et que cette volonté commune tournerait finalement la guerre en imposant aux gouvernements des arrangements toujours possibles en effet, et même toujours faciles, mais à condition qu'ils soient recherchés de bonne foi. En tout cas, si l'on peut reprocher à la France républicaine de n'avoir pas assez promptement et assez clairement prévu la guerre, c'est tout au moins le signe et la preuve qu'elle ne l'avait pas cherchée comme le Second Empire. Cependant la guerre a trouvé l'Empire entièrement isolé en Europe et dans le monde, sans une alliance, sans une amitié, sans une sympathie, se les étant aliénées l'une après l'autre par l'incohérence

de ses caprices, ayant suscité, tour à tour, toutes les sortes de soupçons autour d'ambitions à peine plus consistantes que des rêves.

La République française, au jour de l'avènement de Hitler, n'avait guère en Europe et dans le monde, que des alliés et des amis. Sans doute, les défaillances antérieures avaient opéré. Le 7 mars avait détaché la Yougoslavie et inquiété les autres États de la Petite Entente ; Munich avait permis l'élimination de la Tchécoslovaquie et préparé le revirement de l'U. R. S. S., la guerre civile avait rejeté l'Espagne dans le camp des autocraties ; l'alliance de Hitler et de Mussolini, longtemps incertaine, s'était fixée au lendemain du 7 mars et de la guerre d'Éthiopie. Le serment irrévocable avait été échangé et Mussolini avait immolé sur l'autel une victime qui était l'Autriche. En revanche, jamais l'alliance anglaise n'avait été si franche ni si étroite, l'amitié américaine, surtout avant Munich, si cordiale ni si ardente. C'est autour de la France que restaient groupés en fait ou en esprit les petits États d'Europe ; c'est autour des Alliés que se rassemblait l'opinion internationale. Bref, une France révérée et préférée au lieu d'une France jalousée et suspectée, une France reliée par des fibres intimes à toutes les puissances démocratiques et pacifiques du monde, parce qu'elle-même était demeurée ou redevenue le champion de la Démocratie militante.

Peut-être est-ce au point de vue de la technicité militaire que le rapprochement ferait ressortir une analogie. Non pas certes que l'armée de la République ait été surprise dans l'état de confusion interne qui paralysa dès la première heure tous les services de l'armée impériale : tout y était en ordre et en place. Non pas qu'elle se soit présentée au combat avec cette accablante inégalité d'armements qu'on a prétendu prouver par des chiffres faux jusqu'à la bouffonnerie : la vérité sera rétablie à cet égard ; elle couvrira les honnêtes gens de stupeur et les calomniateurs de honte. Mais il est vrai que comme l'Empire la République a démarré tardivement dans son effort, qu'elle s'est tardivement rendu compte de la force qui grandissait à côté d'elle et contre elle. L'Empire n'avait réarmé qu'à compter de 1867, au lendemain de Sadowa. La République n'a réarmé qu'à compter de la fin de 1936 ; or Hitler était depuis mars 1933 le maître de l'Allemagne et il n'avait pas perdu un jour. Dès 1934, le cabinet Gaston Doumergue avait renoncé à chercher sur le plan de la limitation contractuelle des armements une « possibilité de coexistence paisible » avec Hitler et il inaugurait au contraire une diplomatie active d'alliances resserrées ou négociées que l'Allemagne pouvait assez légitimement tenir pour une tentative d'encercllement. La contrepartie évidente devait être la mise en train immédiate du réarmement français. Le cabinet Doumergue-Pétain la différa cependant comme ses prédécesseurs et ses successeurs immédiats, bien qu'il se posât comme un gouvernement fort,

comme un gouvernement de Salut Public et même de « rénovation nationale ». Il est également vrai que, comme l'armée impériale, l'armée de la République avait pâti d'un « complexe » de présomption et de routine. Au lendemain de la victoire de 18 comme à la veille de la défaite de 70 on la proclamait la première du monde; pendant quinze ans d'ailleurs elle avait été à peu près la seule. Elle avait vécu dans la conviction de cette supériorité; c'était un article de foi et je ne veux pas nommer les hommes qui, au moment de l'entrée en campagne, le professaient encore. Voilà sans doute pour quelle raison primordiale l'effort, quand il fut enfin résolu, ne se déploya ni avec assez d'ampleur ni avec assez de nouveauté. On n'aperçut pas qu'il s'agissait de refaire plutôt que d'ajouter. Un personnel vieilli continua de travailler suivant des conceptions surannées, puisque c'était le personnel et les conceptions de l'autre guerre et qu'ils avaient conduit à la victoire. On méconnut le caractère purement original du réarmement allemand qui avait l'avantage de partir de rien et reconstruisait tout depuis la base dans un État organisé pour cette fin unique. On ferma les yeux aux transformations stratégiques et tactiques que devaient logiquement entraîner les progrès des engins modernes. Comme en 1867, on fortifia la vieille armée, au lieu de faire hardiment une armée nouvelle.

★

J'ai dressé cette comparaison dans un esprit de stricte équité. Elle fait voir à quel point une condamnation absolue, comme celle dont les contemporains frappèrent unanimement le régime impérial, serait aujourd'hui un acte d'ignorance, d'injustice, d'ingratitude. Elle laisse apparaître cependant des erreurs de direction graves, et il est rare d'ailleurs qu'on parvienne à un autre résultat quand on examine après coup, avec un peu de sévérité critique, une suite d'affaires humaines. Je ne les dissimule pas, je ne les excuse pas, mais je me demande dans quelle mesure elles peuvent être équitablement rapportées aux institutions républicaines et surtout aux principes démocratiques, dont ces institutions étaient en grande partie inspirées. Comme les hommes de la génération de Taine et de Renan, nous ne devons procéder à cette recherche que gravement, sans arrière-pensée d'intérêt, de justification ou de représaille. J'énoncerai dès à présent ma conclusion. Si l'on examine les fautes commises dans la conduite des affaires générales, des affaires extérieures, des affaires militaires, on pourra légitimement les faire remonter, comme à une cause plausible, à telle ou telle modalité des institutions républicaines en France, mais non pas aux principes essentiels et universels de la Démocratie.

Passons sur le défaut de clairvoyance, sur la déviation ou l'insuffisance courte de la prévision : ce sont là des infirmités communes auxquelles les plus grands esprits échappent seuls et n'échappent pas toujours. Un ensemble de causes ne peut logiquement déterminer qu'un effet unique et pourtant quand la raison se place dans un instant donné du temps, elle peut en faire diverger tout un faisceau d'effets possibles. La chance ici joue un rôle. L'homme clairvoyant est celui à qui l'événement a donné raison, c'est-à-dire dans bien des cas, celui qui a tiré le numéro gagnant à la loterie. Examinons d'un peu plus près le reproche qui, à force d'être répété, est admis aujourd'hui comme un truisme, j'entends la faiblesse du régime, que ses détracteurs caractérisent par le manque d'autorité, de continuité, de stabilité. Là il y a comme un résidu de vérité que l'analyse doit isoler avec précision. Mais il faut bien se souvenir d'abord que les problèmes d'autorité ne se confondent pas avec les problèmes de souveraineté. On a connu des autocraties où l'autorité était changeante bien qu'absolue, débile bien que brutale : la France en a fait l'épreuve, il y a moins de trois quarts de siècle pour la dernière fois. On a connu des Démocraties où l'autorité était forte et les peuples anglo-saxons en offrent aujourd'hui la preuve à nos yeux. L'autorité n'est pas liée à une forme constitutionnelle. Un régime représentatif, parlementaire, où la souveraineté, qui appartient à la nation, est déléguée en fait à des représentants élus, n'est lui-même aucunement incompatible, par principe, avec une autorité puissante, stable et continue, il suffit de jeter un regard sur l'histoire de l'Angleterre pour s'en convaincre. Ne perdons pas de vue d'ailleurs qu'entre l'autorité pratiquement indispensable à tout gouvernement et la liberté légitimement revendiquée par les peuples et les individus, l'exacte mesure est bien malaisée à tracer et à garder. Ce problème est le plus ancien et le plus difficile de la politique. La force a ses excès comme la faiblesse. La réaction instinctive des peuples est de se rejeter d'un excès dans l'autre; c'est pourquoi toute anarchie risque d'engendrer une tyrannie par contre-coup, mais c'est en se défendant de ces réflexes brutaux et absurdes qu'une nation atteste la maturité de sa croissance. Au reste, les progrès de la civilisation ou pour mieux dire, les nécessités de la vie en société ont éliminé peu à peu les formes élémentaires de l'anarchie; on avait le droit d'espérer qu'elles avaient éliminé, dans le même mouvement, les formes barbares de la tyrannie. Ce sera une stupeur pour l'histoire de les voir se reformer de notre temps, mais céder à leur attraction monstrueuse sous prétexte que les errements ou les tâtonnements de la Démocratie ont pu décevoir serait vraiment l'abdication de toute dignité raisonnable.

Je veux rappeler enfin que cette instabilité gouvernementale, dont on fait si grand état, n'est aucunement spéciale à la République démocratique; que la République a aujourd'hui dépassé de plus de

quatre fois la durée de tous les autres établissements politiques depuis un siècle et demi, qu'elle était stable depuis plus de soixante ans, en ce sens que son existence légale n'était plus menacée ni même contestée, et que personne n'osait plus sérieusement se poser contre elle en adversaire public, qu'elle est encore stable aujourd'hui, quoi qu'on écrive ou fasse, car elle est si profondément implantée dans l'habitude et l'affection populaires que tout effort pour l'en extirper sera vain. Et si l'on vient me demander maintenant pourquoi depuis un siècle et demi se sont succédé en France tant d'établissements politiques également instables, y compris la Monarchie restaurée et les Empires militaires, pourquoi ils se sont écroulés tour à tour, pourquoi la Troisième République elle-même a dû résister à des secousses qui auraient ébranlé ou renversé un régime moins populaire, je répondrai tout simplement ceci que des gouvernants bornés et des polémistes médiocres semblent ignorer ou toujours perdre de vue : aucun gouvernement ne peut rester stable dans une société instable et dans un monde instable. Il y a cent cinquante ans, la France a subi et progressivement communiqué au reste du monde civilisé la transformation la plus profonde qu'il ait connue depuis l'évangélisation chrétienne. Combien de siècles a-t-il fallu à l'Europe, transformée par la Révolution chrétienne dans ses principes essentiels, pour retrouver une consistance et un commencement de stabilité ? Faut-il s'étonner qu'il ait fallu quelques décades à la France ? Les résultats des grandes mutations révolutionnaires ne sont jamais acquis définitivement du premier coup. L'équilibre ne se rétablit que peu à peu : c'est ainsi que la nature impose après coup aux révolutions les délais qu'aurait exigés une évolution régulière. Pour tirer d'elles-mêmes des caractères spécifiquement nouveaux les sociétés ont besoin de la mutation révolutionnaire, mais, en fin de compte, elle ne leur a pas fait gagner de temps. Ainsi s'expliquent tout naturellement les secousses alternées qui, depuis la Révolution française, ont secoué chez nous l'ordre politique. Elles ne marquent pas les méfaits d'un virus malsain introduit par la Révolution démocratique dans le corps de la nation, mais au contraire les troubles de croissance que ce corps revivifié devait franchir avant d'atteindre à sa pleine et stable virilité. Et si, depuis la guerre de 14-18, ces troubles ont accusé de nouveau une forme aiguë, il n'en faut pas chercher la cause dans la particularité des institutions, puisque le même phénomène peut s'observer dans l'Europe entière, et même dans l'univers entier. L'explication est fournie par la guerre elle-même, par les problèmes entièrement nouveaux qu'elle avait laissés derrière elle dans l'ordre territorial, dans l'ordre économique, financier et monétaire, dans l'ordre social. Ces problèmes n'étaient peut-être pas nouveaux par leur nature, ils l'étaient par leur volume, et ils n'avaient reçu que des solutions partielles, grossières, visiblement provisoires, lorsque la nouvelle guerre éclata.

CHAPITRE TROISIÈME

Je ne voudrais pas cependant que ces généralités, tout évidentes qu'elles soient à mes yeux, parussent éluder le vif du débat. Je ne ferai pas de difficulté pour convenir que le régime gouvernemental de la France souffrait par surcroît de vices internes, qu'il portait en lui-même des éléments organiques d'instabilité, de discontinuité, d'inefficacité. Je conviendrai même, si l'on y tient, bien que le fait me semble fort controversable, que ces vices s'étaient aggravés pendant les vingt et quelques années de l'entre-deux-guerres. Inutile de revenir sur une description clinique qui se trouve aujourd'hui partout et dont les traits ou les couleurs ont d'ailleurs été grossis ou avivés à plaisir : fracas oiseux des discours, lenteur des procédures, empiétements successifs et usurpations réciproques du Législatif sur l'Exécutif et de l'Exécutif sur le Législatif, luttes de clans et rivalités de personnes, précarité et débilité de Ministères privés d'assiette et de durée, dénués d'imagination et de hardiesse, dépourvus pour tout dire d'efficacité. Le moteur tournant mal, son rendement était faible, relativement à l'énergie consommée ; le volant était tenu sans décision. J'ai dressé moi-même le tableau il y a bien près de vingt-cinq ans, dès mes premiers contacts avec les Cabinets et les Assemblées. Mais la seule conséquence légitime est celle que j'avais formulée alors, à savoir que le système gouvernemental de la France, c'est-à-dire le régime représentatif ou parlementaire tel qu'il y était pratiqué, doit recevoir de profondes corrections, et, à supposer qu'il ne soit pas susceptible comme on le prétend de corrections satisfaisantes, la seule conclusion qu'on ait le droit d'ajouter est que le régime parlementaire ou représentatif ne constitue pas la forme de Gouvernement démocratique exactement adaptée à la société française et qu'il faut par conséquent se mettre en quête de formes qui lui conviennent mieux.

Mais le droit qu'on n'a pas, c'est de pousser la conséquence et d'étendre le jugement jusqu'aux principes essentiels de la Démocratie : souveraineté du peuple, gouvernement de la nation par elle-même, contrôle par la nation des autorités exécutives, reconnaissance et garantie des droits civiques et des droits personnels de l'individu. Car il faut se persuader bien clairement et ne jamais perdre de vue que le parlementarisme n'est pas la forme unique, exclusive et néces-

saire de la Démocratie. Là est un des points essentiels du débat : Démocratie et parlementarisme ne sont à aucun degré des termes équivalents et interchangeable. Dans aucun pays d'Europe, à ma connaissance, les origines historiques du Parlementarisme ne le rattachent à un mouvement ou à une revendication démocratique; partout son ascendance est aristocratique ou oligarchique; il n'a pris un caractère ou une valeur démocratique qu'au fur et à mesure que s'incorporaient à lui deux notions d'un ordre tout à fait distinct, la responsabilité des ministres devant les Assemblées élues, l'universalité du Suffrage. Ainsi parlementarisme n'est pas essentiellement Démocratie. D'autre part la Démocratie n'est pas nécessairement Parlementarisme, puisqu'une très grande et une très petite Républiques démocratiques, les États-Unis et la Confédération helvétique, pratiquent depuis leur fondation des régimes qui ne sont pas le Parlementarisme, la souveraineté du peuple n'y étant pas incarnée et si je puis dire absorbée par les Assemblées parlementaires. Je note en passant que les deux constitutions américaine et helvétique sont à base fédérative, c'est-à-dire qu'elles comportent, à une dose très élevée, la décentralisation administrative et surtout la déconcentration des pouvoirs. Elles tendent, et elles sont parvenues, dans un très grand comme dans un très petit pays, à maintenir en activité des centres locaux de vie politique. Les excès de centralisation et de concentration dont tout le monde se plaint périodiquement, ne sont donc nullement l'un des vices spécifiques de la Démocratie, et nos « provincialistes » pourraient se souvenir que si la Révolution a dû maintenir durement, contre la guerre étrangère et la guerre civile, le principe de l'Unité nationale, — comme Lincoln et ses amis durant la Guerre de Sécession — la centralisation administrative est l'œuvre délibérée et tenace de la Monarchie de Droit divin.

Je puis donc répéter plus fermement qu'en tenant même pour fondées les critiques qui ont fait rage contre le parlementarisme, fût-ce les plus outrées et les plus grossièrement intéressées, en accordant même que ces vices de fonctionnement soient irrémédiables et ne puissent être corrigés par aucun travail de réparation ou de refonte, l'unique position logique et solide à laquelle on se trouve conduit serait de rechercher si une forme différente de gouvernement démocratique ne s'adapterait pas mieux aux caractères de la société française, et sans doute, dans cette recherche, serions-nous utilement orientés par les exemples suisse et américain. Je sais bien que durant le cours entier du XIX^e siècle, les théoriciens et les praticiens politiques, depuis Royer-Collard et Guizot jusqu'à Gambetta et Jaurès, se sont trouvés à peu près d'accord pour considérer le régime représentatif comme le type le plus parfait des « gouvernements libres ». Pour un historien comme Guizot, le régime parlementaire, incarnant la primauté des classes moyennes, est même conçu comme le terme

et le but de la civilisation, qui subirait tout au long de l'histoire moderne l'attraction de cette cause finale. Mais il est parfaitement légitime de se refuser à ce consentement quasi universel, inspiré d'ailleurs par le progrès continu du parlementarisme en Angleterre, et pour ma part, je conviendrais sans peine que le même succès n'a pas été obtenu en France, pourvu qu'on me concède en retour que l'étude d'un autre type démocratique est la vraie leçon qui se dégage de l'échec. C'est donc en ce sens, et en ce sens seulement, qu'on doit accueillir l'idée d'une transformation constitutionnelle. Il va de soi d'ailleurs qu'il appartient au pays seul d'en décider, et qu'il en devra décider librement, c'est-à-dire au moyen d'une consultation entièrement libre, son consentement étant affranchi par la suppression de toute entrave morale ou matérielle, sa décision étant éclairée par une franche et égale discussion. Qu'on s'applique dès aujourd'hui à le convaincre, soit, — et encore à la condition que franchise et égalité de parole soient accordées aux thèses contraires — mais nul ne peut prétendre à le contraindre. Surtout nul ne peut prétendre à se substituer à lui, car il n'a pas résigné le pouvoir qu'il possède seul légitimement, et il ne l'a remis à personne.

★

Si l'on veut apporter quelque éclaircissement dans cette controverse, le premier soin doit être de rechercher pourquoi la confiance et l'espérance du XIX^e siècle ont été si gravement déçues, pour quelle raison déterminante le régime représentatif, qui a réussi et progressé en Angleterre, a échoué en France et particulièrement sous la Troisième République. Une expérience historique, assez abondante aujourd'hui pour qu'on en puisse dégager des lois, établit avec évidence que le fonctionnement correct de tout régime représentatif ou parlementaire implique nécessairement l'existence de partis politiques. Si le parlementarisme a réussi en Angleterre et échoué en France, c'est essentiellement parce qu'il existe en Angleterre une ancienne et forte organisation de partis et que — hors de rares exceptions qui confirment la règle — on n'a jamais rien pu créer de pareil en France depuis un siècle et demi. Il est facile de faire la satire ou de dresser le procès des partis, surtout si l'on se place au point de vue des dictatures totalitaires auxquelles leur nom seul oppose une flagrante contradiction. Mais il n'en est pas moins certain que la précarité ministérielle, que les molleses ou les vacillations de l'action gouvernementale, que la lenteur ou le désordre des débats, bref que les défaillances ou les à-coups de la machine parlementaire en France procèdent avant tout de l'absence de partis suffisamment homogènes et disciplinés. Il en fut ainsi sous la Restauration, sous Louis-Philippe, sous l'Ordre Moral comme depuis vingt ans. Ni autour de

Thiers, ni autour de Gambetta, ni autour de Clemenceau n'ont pu se constituer des partis de gouvernement solides, disciplinés et durables. Les efforts obstinément employés depuis le début du siècle présent pour extraire un véritable parti politique de « l'état d'esprit » radical n'avaient abouti qu'à de pures apparences. Faut-il rappeler son histoire depuis la guerre de 14-18, ses divisions, ses variations, les rivalités publiques de ses chefs, son incapacité permanente à maintenir une unité réelle de tendance et d'action ? La tentative faite au lendemain des élections de novembre 1919 pour fonder un grand parti conservateur avait échoué bien plus rudement encore, puisqu'au bout d'une législature il n'en restait même plus de trace. M. Tardieu, dix ans plus tard, a essayé de la renouveler et a dû renoncer presque aussitôt. A la veille de la Guerre, il n'existait pas de parti modéré. Les éléments disparates du Centre et de la Droite étaient incapables de s'unir sur autre chose que sur des votes d'opposition systématique. Qui était le chef : M. Paul Reynaud, M. Flandin, M. Laval, M. Marin dont les divergences politiques ou personnelles étaient encore plus tranchées, plus criantes que celles des chefs radicaux ?

Ne cherchons pas ailleurs la raison déterminante et même suffisante de l'inefficacité du régime parlementaire dans notre pays. C'est d'ailleurs par cette impuissance congénitale à fonder des partis réguliers et sérieux que s'expliquent également l'aspect antipathique et souvent offensant des batailles parlementaires en France, la persistance des compétitions personnelles, l'âpreté impatiente et souvent déloyale dans la poursuite du pouvoir. La lutte politique n'est pas un sport; cependant, comme toutes les autres formes de lutte, elle se dégrade, elle devient repoussante pour les spectateurs, si elle n'est pas astreinte à un certain nombre de règles et si ces règles n'imposent pas un minimum de correction et de loyauté. Or, il est évident qu'incorrections et déloyautés dans le jeu ne peuvent être prévenues que par l'action de partis durables, et par là même intéressés à pratiquer dans l'opposition le respect du code d'usages dont ils bénéficieraient au Gouvernement. Qu'on veuille bien y penser, et l'on se rendra compte avec autant de clarté que c'est l'inorganisation des partis qui met en France l'élu à la disposition de l'électeur et que c'est encore la même cause, bien plutôt que le vice certain de la législation électorale, qui avait réduit l'élu au rôle de représentant ou de gérant d'intérêts locaux.

Mais touchons-nous ici une particularité du tempérament français ou un caractère particulier de la bourgeoisie française actuelle ? Ce qui s'est opposé hier à la constitution de partis dignes de ce nom, c'est l'intolérance d'une discipline, c'est le penchant à la critique gouailleuse, frondeuse, dénigrante, c'est le manque de foi dans l'idée qu'on prétend servir, c'est le manque de confiance, de gratitude, et presque de bienveillance dans le chef qu'on se donne

l'air de suivre. On hésitait à reconnaître un chef, même et surtout quand il s'impose; on n'acceptait pas franchement son autorité; on ne savait pas lui rester fidèle. Le parlementaire moyen était rarement un parlementaire modeste, il supportait mal de rester « dans le rang », à sa place; il était impatient de jouer un rôle. L'influence du milieu développait rapidement en lui, comme un mal héréditaire, je ne dirai pas l'individualisme, mais le personnalisme, c'est-à-dire un mélange à doses variables de vanité, de méfiance et d'ambition. Il est permis de considérer ces travers inhérents au tempérament français, en ce sens qu'on en retrouve plus ou moins la trace dans tous les âges de notre histoire nationale. Cependant tout observateur honnête sera bien obligé de convenir que les partis ouvriers et les organisations prolétariennes de notre pays possédaient le sentiment d'une discipline qui, sauf chez les communistes, n'était pas suppression de la personne, mais subordination et don volontaire au bien collectif, à une conviction, à une cause; que chez eux on savait obéir à une règle et à un chef; qu'on y était plus fier qu'en vieux des supériorités de talent, de culture ou de caractère, qu'à travers les vicissitudes de la vie parlementaire, ils ont habituellement donné le spectacle d'une cohérence au moins égale à celle des partis anglo-saxons. Je soulève, en parlant ainsi, tout un essaim de difficultés que je connais, et que je n'éluderai pas. Mais j'ai le droit de poser en fait que si, par hypothèse, sur toutes les autres positions politiques et sociales — radicalisme, libéralisme pro-capitaliste, démocratie chrétienne, conservatisme à tendances rétrogrades — s'étaient érigés des partis analogues au Parti socialiste par leur structure et leur mode de fonctionnement, le gouvernement parlementaire aurait été possible en France comme en Angleterre et l'idéal des théoriciens du XIX^e siècle serait devenu réalité.

★

Pour faire saisir plus complètement ma pensée, je la présenterai sous un autre aspect. En ce qui concerne les partis ouvriers, le risque de dissociation réside surtout dans la stagnation, dans le piétinement, dans la banalité; c'est par le mouvement, la marche en avant, la création, qu'ils sont le plus sûrement maintenus dans une agglomération compacte et ordonnée. Pour la bourgeoisie, la règle est toute contraire. Les partis ou les embryons de partis qu'elle a pu former se dissocient par le mouvement, par l'innovation, et ne peuvent maintenir une agglomération fortuite que dans la résistance. Depuis que le régime parlementaire fonctionne en France, je n'aperçois guère que trois exemples de gouvernements dont la durée ait été fondée sur des majorités homogènes et donnant l'apparence de partis solides : Villèle avec les royalistes ultra sous la

Restauration, Guizot avec les conservateurs ultra sous Louis-Philippe, Jules Ferry avec les « opportunistes » sous la Troisième République. Dans ces trois cas la consistance des gouvernements et des majorités fut assurée beaucoup moins par les qualités exceptionnelles du chef — intelligence pratique, prestige moral ou force de caractère — que par le caractère exceptionnel des situations. Dans les trois cas, la bourgeoisie au pouvoir — car Villèle et ses amis étaient bien plutôt des propriétaires que des aristocrates — se sentait inquiétée par une montée des forces hostiles : le raidissement discipliné s'opéra par la crainte et se maintint par la peur. C'est dans les mêmes sentiments que la bourgeoisie s'abandonna les yeux fermés au Second Empire en lui remettant un mandat général de gérance et de défense.

Dans aucune des situations que j'envisage, le lien n'est formé par un programme positif ou progressif, la durée n'est combinée avec une faculté d'évolution et de création : conservation et résistance sont les seuls mots d'ordre autour desquels la bourgeoisie française se rassemble. Le principe de l'union, la loi des partis, n'est plus qu'une notion purement négative de l'Ordre, conçu comme le moyen de contenir ou de détruire ce qui menace les privilèges privés et publics; la communauté de la peur est le seul agent de la discipline. L'alternative qui se pose ainsi devant les partis politiques de la bourgeoisie française, est, ou bien de se diviser et de se décomposer quand par aventure ils risquent une tentative de mouvement, ou bien de se confiner dans la résistance, c'est-à-dire dans l'inertie, au sein d'une société qui évolue avec une effrayante rapidité et d'un univers politique qui se transforme sur le même rythme. Le moment vient vite où la résistance inerte cède aux poussées du dedans et du dehors, et l'édifice qu'on avait cru inébranlable s'effondre dans des craquements et des secousses de caractère quasi révolutionnaire, si bien que ces épisodes sont finalement sans durée comme sans grandeur. L'histoire des gouvernements conservateurs en France depuis vingt ans, c'est-à-dire des gouvernements de « Bloc national » sous Poincaré et Doumergue, sous MM. Millerand, Tardieu et Laval, ne présente pas de caractères très différents.

Dans notre jargon politique, qui obéit à des modes assez vulgaires, une expression est aujourd'hui fort à la mode, celle de facilité, et l'on croit avilir par cette qualification le travail réformateur de la démocratie. Mais qu'est-ce que la facilité, sinon la tendance à pallier les difficultés du gouvernement par des expédients précaires exigeant peu d'efforts, coûtant peu de sacrifices, et à éluder les mesures profondes, les solutions hardies, les grandes concessions, lesquelles exigent toujours la fermeté de vues, c'est-à-dire de l'imagination, l'esprit de suite, c'est-à-dire de l'audace, le courage, c'est-

à-dire un certain goût du risque. Tout compte fait, cette tendance est une forme du conservatisme bourgeois; elle qualifie aujourd'hui ce qu'on appelait la Résistance au temps de Guizot, l'opportunisme au temps de Ferry. Une formation politique qui recule devant les risques de l'action doit aussi, pour les mêmes raisons, reculer devant l'emploi de la jeunesse. Une politique timorée, pusillanime, n'a foi que dans l'expérience, et l'expérience a presque toujours quelque chose de sénile. Les régimes aristocratiques portaient aux grandes fonctions et permettaient les grandes actions dès la jeunesse, et la démocratie anglaise a su préserver une part de cet héritage; les révolutions populaires ont toujours fait surgir et passer à l'acte une immense réserve d'énergies jeunes; les organisations populaires n'ont jamais eu peur des jeunes chefs. Au contraire, la prudence bourgeoise se méfie des témérités de la jeunesse dans la vie publique comme dans la vie privée; elle ne veut pas que l'on jette sa gourme au pouvoir; à de bien rares exceptions près, elle impose la lenteur des avancements hiérarchiques, elle maintient le cours régulier des âges et des honneurs. Il existe une étude de Balzac, fort peu lue, connue seulement par la singularité de son titre, que le grand visionnaire écrivit peu d'années après la Révolution de juillet 1830 : il y prévoyait la fin prochaine de la monarchie bourgeoise, et il l'attribuait d'avance à l'écart soupçonneux de cette jeunesse qui pourtant lui avait frayé la voie et fait sa place. La Troisième République n'a pas fait beaucoup plus de crédit aux forces jeunes, et ne s'en est pas trouvée beaucoup mieux. Mais les mêmes effets procèdent toujours des mêmes causes. Tout s'est passé en France depuis plus d'un siècle, comme si la bourgeoisie, en tant que corps politique, dépensait peu à peu sa sève vivace et cette vertu créatrice; aux grands jours de 89, elle en a tiré, elle en a nourri la France nouvelle, mais il semble qu'elle les ait épuisées dans sa crise révolutionnaire puis dans sa lutte contre la monarchie restaurée; on n'en relève plus dès lors que des traces intermittentes, et qui finissent par s'effacer. Cela fixe son destin. Toute classe dirigeante qui ne peut maintenir sa cohésion qu'à la condition de ne pas agir, qui ne peut durer qu'à la condition de ne pas changer, qui n'est capable ni de s'adapter au cours des événements ni d'employer la force fraîche des générations montantes, est condamnée à disparaître de l'histoire.

★

Nous avons enregistré déjà une conclusion ferme, à savoir que les attaques portées contre notre régime représentatif ne valent pas contre les principes généraux de la démocratie. Nous avons le droit d'ajouter dès à présent celle-ci : les preuves fournies contre le parlementarisme français signifient seulement que la bourgeoisie fran-

çaise a perdu le caractère d'une classe dirigeante. Cette conclusion serait corroborée si, à l'exemple de Renan, de Taine et de leurs amis, nous poussions maintenant notre investigation au-delà des phénomènes proprement politiques pour atteindre l'état moral de la Société.

Certes, la Troisième République, durant la phase d'entre-deux-guerres est bien loin d'offrir le même tableau que la fin du Second Empire ou que certaines périodes de l'« Ancien Régime ». Ce n'est pas le dévergondage établi, la bacchanale, la fièvre de spéculation et d'agiotage. On avait vu se dessiner quelque chose de pareil pendant les deux ou trois années qui ont immédiatement suivi la victoire de 1918; mais ce n'était guère qu'une réaction animale : un peuple crispé pendant de longs mois par la contrainte et la souffrance détendait ses nerfs comme il pouvait, et chacun à sa manière. Alors, sans doute, il y eut quelque chose d'effréné, une fièvre de dépense, de jouissance et d'entreprise, une intolérance de toute règle, un besoin de nouveauté allant jusqu'à l'aberration, un besoin de liberté allant jusqu'à la dépravation; ce qui caractérise le mieux ce moment est peut-être la furie collective de la danse. Mais ce moment ne dura pas; sitôt les nerfs calmés, la vie reprit son allure normale. D'ailleurs, l'illusion de prospérité que la victoire avait léguée au pays tomba bien vite; des crises répétées et de plus en plus sévères balayèrent coup sur coup les nouvelles entreprises aventureuses, atteignirent les plus anciennes et les plus prudentes, posèrent pour chaque foyer, dans des termes de plus en plus sérieux, le problème de la vie de chaque jour.

Pour présenter l'entre-deux-guerres comme un temps de jouissance facile, alors que ce fut le plus souvent, et pour la plupart des Français, un temps d'épreuve laborieuse, il faut vraiment travestir l'histoire jusqu'à la dérision. On ne se montre pas moins partial quand on dénonce cette période de vingt et quelques années comme un exemple de corruption politique. Dans l'ensemble, la Troisième République, comme la seconde et la première, a été un régime honnête. La vie des hommes publics, fût-ce leur vie privée, était surveillée par une opinion stricte et soupçonneuse. Les parlementaires républicains étaient, en très grande majorité, des gens probes, ou du moins formaient une collectivité d'habitudes probes. Les « scandales » bien qu'exploités avec tapage pour des intérêts de parti, n'ont été ni fréquents ni étendus, et, sitôt révélés, ils provoquaient de véritables révoltes morales comme celle que, le 6 février 1934, on parvint à transformer en une insurrection.

Si nous cherchions cependant l'origine de ces scandales, nous la trouverions dans le fait que des intérêts privés s'étaient procuré, par les procédés les plus divers, des représentants attitrés dans le monde parlementaire, et si nous reprenions la série des scandales du même

type depuis un siècle, nous constaterions que cette « collusion » de la politique et des affaires est un des signes caractéristiques du capitalisme bourgeois. Le corps des fonctionnaires avait été atteint par la corruption plus profondément que le monde politique; longtemps réputé, et à fort juste titre, pour la sévérité irréprochable et presque agressive de ses vertus professionnelles, c'est durant l'entre-deux-guerres que la contamination des affaires l'a gagné. Mais souvenons-nous qu'à la différence de l'Autriche, de l'Allemagne, de l'Angleterre, où les cadres moyens et supérieurs des fonctions publiques étaient en grande partie aristocratiques, ils étaient et sont exclusivement bourgeois en France. On ne peut pas évoquer sans honte le tableau de la grande presse en France pendant ces vingt dernières années, et l'on ne saurait disconvenir sans mauvaise foi que sa vénalité presque générale, traduite à la fois par une déchéance morale et par une déchéance technique, n'ait été un foyer d'infection pour le pays tout entier; mais la grande presse dépendait uniquement de grands milieux d'affaires, c'est-à-dire qu'elle était bourgeoise.

Quant à l'état de la culture, du travail scientifique, de l'éducation, sur lequel les Renan et les Taine après 1871, avaient porté leur principal effort critique, il était satisfaisant dans les deux secteurs extrêmes : enseignement supérieur et recherche, d'une part, enseignement primaire de l'autre, et la Troisième République avait édifié dans ces deux domaines une construction qui défie ses détracteurs. Il était déplorable en ce qui touche le secteur central, c'est-à-dire l'enseignement secondaire auquel on peut joindre les études faussement qualifiées de supérieures, comme celles du Droit et de la Médecine, tant qu'elles se bornent à la préparation professionnelle. Non seulement aucun progrès ne s'était marqué mais la décadence s'était accentuée; l'enseignement secondaire en particulier bien qu'il fût l'objet d'une attention particulière de l'opinion, bien que sa clientèle des deux sexes se fût constamment étendue, ne livrait plus que des produits dépréciés d'année en année. Or, le lycée et le collège sont en France des maisons bourgeoises; la médecine, le barreau, les offices ministériels sont des professions presque exclusivement bourgeoises. Ce qu'on appelait au siècle dernier la bourgeoisie éclairée a disparu; nous n'avons plus sous nos yeux qu'une bourgeoisie ignorante. Elle ne fournit plus du public aux œuvres dont la compréhension exige une somme acquise de connaissances. Des revues qui, comme celles du siècle dernier, prendraient la vulgarisation à un niveau un peu élevé, ne trouveraient plus de lecteurs : nous voyons quel genre de magazines ont pris leur place. En quelque sens qu'on la dirige, l'observation clinique aboutit donc toujours au même résultat. Dans tout ce qui touche à la bourgeoisie, dans tous les domaines propres de la vie et de la puissance bourgeoises, elle révèle l'altéra-

tion, le vieillissement, le dépérissement. Si nous ressentons aujourd'hui l'impression dans laquelle se résument toutes les autres, celle d'un affaïssement général de la société française, la raison profonde est bien que cette société avait une armature bourgeoise, et que l'armature a cédé.

CHAPITRE QUATRIÈME

Il est bien vrai qu'en dépit de toutes les apparences contraires, c'est bien la bourgeoisie qui régit la France depuis un siècle et demi. Les exceptions que paraît offrir l'entre-deux guerres sont purement illusoires. Le groupement de forces plutôt que de partis, connu sous le nom de « Front Populaire » n'a été qu'une coalition défensive, spontanément formée après le 6 février 1934, par une sorte d'instinct de conservation, pour la défense des principes démocratiques. Le Parti Socialiste a été appelé au gouvernement, mais il savait parfaitement qu'il ne pouvait exercer le pouvoir que dans les cadres de la société bourgeoise, et c'est même pour cette raison qu'il s'en était détourné aussi longtemps que les circonstances le lui avaient permis. Même quand la Chambre élue semblait appartenir à une majorité populaire, la bourgeoisie conservait des moyens de résistance qui ne cédaient temporairement qu'à la peur, et qui recouvraient leur efficacité sitôt la peur apaisée. Elle disposait des Assemblées locales, des cadres de fonctionnaires, de la presse, de la finance, des milieux d'affaires, et surtout de ce Sénat doté d'attributions telles qu'en aucun pays ni en aucun temps une Seconde Chambre n'en a possédé de semblables, et que les auteurs de la Constitution de 1875 avaient volontairement inséré dans le système républicain comme un réduit inexpugnable du conservatisme. En fait, chaque fois que la volonté du pays manifestée par le suffrage universel, a imposé la constitution d'un gouvernement à tendance populaire et activement réformatrice, la bourgeoisie dirigeante n'a pas tardé à l'éliminer et à la rejeter comme un corps étranger. La bourgeoisie française détenait le pouvoir : elle n'a voulu ni le résigner ni le partager. Elle l'a conservé tout entier. A la veille de la guerre de 1939, c'est elle qui tenait encore le volant de la machine nationale. Mais elle n'était plus apte à la conduire.

Je ne dresse pas ici un réquisitoire doctrinal au nom d'une classe contre une autre classe. Le double mouvement qui a abouti à cette inadéquation, à cette inadéquation entre la société française et la classe dirigeante, n'était peut-être pas marqué du caractère inéluctable d'une fatalité. Je conviens volontiers que d'autres régions du monde et même d'autres pays d'Europe ne présentent pas le même tableau. Mais telle est bien la vérité, la réalité française, et il suffit

pour s'en convaincre de jeter autour de soi ou de reporter sur l'histoire toute récente des regards sans prévention. N'est-il pas évident que, depuis dix ans, la bourgeoisie n'a pu trouver en elle-même aucune réserve d'énergie, aucune ressource d'imagination, aucune capacité de renouvellement et de réfection pour surmonter le marasme économique, qu'elle n'a su faire autre chose, reniant par là tous ses principes, qu'implorer en suppliante le secours de l'État; que partout où ce secours lui a manqué, elle a laissé tomber les bras désespérément, sans même essayer la lutte? N'est-il pas évident que sur tous les plans de l'activité productrice, — industrie, agriculture, commerce, banque — elle s'était attardée dans ses traditions routinières, qu'elle n'avait même pas été capable de conserver à la France, forcément dépassée au point de vue de la masse par des nations plus puissantes, le vieux prestige de la « qualité »? Partout où l'initiative et l'invention avaient créé au départ une avance française, elle s'était laissé rattraper et dépasser. Elle avait permis que la condition ouvrière glissât jusqu'à un niveau misérable. Elle n'avait pas compris qu'une modification continue des rapports du patronat et du salariat lui était dictée, non seulement par son intérêt propre, mais par un besoin vital de la nation. En 1936, lorsqu'il fallut compenser d'un coup tous les retards accumulés par elle, lorsque de grandes réformes devinrent l'unique moyen d'éviter une révolution sanglante et qu'un gouvernement de « Front Populaire » s'efforça de les lui faire accepter dans la concorde, elle ne les subit que par peur, et elle s'ingénia aussitôt, honteuse et acrimonieuse de sa propre peur, à les reprendre par la force ou par la ruse.

La menace de Hitler, sans cesse rapprochée et aggravée, obligeait la France à réarmer en toute hâte. Mais on saura quelque jour dans quel état de désagrégation les gouvernements purement bourgeois qui s'étaient succédé depuis le début de 1934, avaient laissé l'appareil militaire; et, quand il fallut renouveler d'urgence, quand un effort intense fut requis de l'industrie française, c'est-à-dire du patronat, c'est-à-dire de la bourgeoisie, on saura aussi à quel point elle s'en est montrée incapable. Je sais quelles accusations ont été portées contre les organisations ouvrières, et je m'exprimerai à leur sujet aussi librement que sur tous les autres. Mais en admettant qu'il y ait eu mauvaise volonté de la part de quelques-uns de leurs chefs, il n'est que trop vrai que le comportement du patronat leur fournissait sinon des raisons, du moins des excuses plausibles; il n'est que trop vrai qu'à la faveur du danger public, les syndicats patronaux s'efforçaient d'annihiler l'œuvre de réforme; il n'est que trop vrai que par défaut d'empressement ou défaut d'énergie ils ne parvenaient à réorganiser sur des modes appropriés ni la production ni le travail. L'exécution d'un programme de réarmement conçu lui-même par les hauts fonctionnaires de l'État-Major avec trop peu d'invention et de hardiesse

novatrice a révélé presque immédiatement la mesquinerie des installations, l'insuffisance ou la vétusté des outillages, la pénurie de spécialistes qu'un enseignement professionnel ou des systèmes d'apprentissage bien conçus auraient dû pourtant fournir à profusion dans un pays tel que le nôtre, et il a fallu que l'État, invoqué comme pendant la crise, engageât milliards sur milliards pour faire sortir les bâtiments de terre et importer les machines modernes de l'étranger. Il a fallu tout refaire à neuf, sous l'aiguillon du temps et de la nécessité, et, dans cet effort suprême, le patronat français s'est montré un bien piètre collaborateur. Pas de hardiesse de vues, pas de grands desseins, pas d'esprit d'entreprise, pas de sens du risque, pas de désintéressement; une sorte de comptabilité mesquine, fondée sur la supputation immédiate du profit ou de la perte, rabaissant la politique industrielle à des calculs de boutique; à la différence de ce qui s'était passé de 1914 à 1918, une médiocrité presque générale du haut personnel de propriété ou de direction. On n'a pas vu cette fois se dégager une élite de « capitaines d'industrie », éminents par des qualités de caractère autant que par des dons techniques, chez qui le goût d'entreprendre et la volonté de réussir primaient le désir du gain prochain, et rien peut-être ne permet mieux de saisir combien, d'une guerre à l'autre, la décrépitude des cadres de la bourgeoisie avait rapidement marché. On essaierait en vain d'expliquer ou d'excuser cette dégénérescence par l'âpreté de plus en plus incommode des revendications ou même des intrusions ouvrières. L'autorité du patronat n'était guère moins discutée et moins combattue avant la guerre de 14. Le développement de la force ouvrière était un fait inéluctable vis-à-vis duquel il devait prendre parti. Qu'est-ce qu'un patronat qui ne sait ni lutter, ni composer avec la force ouvrière, ni la dominer, ni lui faire sa part, qui ne peut fonder son autorité que sur le concours de la loi ou sur le secours de la police? Il n'existe plus à notre époque qu'un moyen pour le patronat de préserver son autorité, c'est de l'exercer avec une supériorité qui s'impose; c'est de créer autour de lui la vie et la prospérité, et voilà précisément de quoi le patronat bourgeois de France n'était plus capable.

Considérons d'ailleurs d'un peu plus haut les positions prises depuis vingt ans par la bourgeoisie dirigeante sur le problème « crucial » de la Guerre et de la Paix. La bourgeoisie française actuelle est à la fois pacifique et chauvine; c'est-à-dire qu'elle souhaite la Paix, je ne dirai pas dans l'honneur — on n'oserait plus user de cette formule — mais dans l'orgueil. Elle n'a pas su vouloir la paix lorsque la paix était possible; elle n'a pas su accepter la guerre lorsque la guerre était devenue inévitable. Les « rêveries wilsoniennes », la Société des Nations, l'assistance mutuelle, la sécurité collective, le désarmement, la Fédération européenne n'ont trouvé auprès d'elle qu'un accueil sceptique et méprisant, fondé tout à la fois sur les préceptes d'une

vieille sagesse périmée et sur l'enivrement de la victoire toute récente. La France alors était maîtresse d'organiser la paix, de dicter la paix à l'Europe; la bourgeoisie française n'a pas daigné. Elle s'est brusquement trouvée face à face avec le danger qu'elle n'avait pas voulu prévenir. En Allemagne, une dictature militaire s'était reconstituée, plus redoutable que celle que les Alliés venaient de briser, parce qu'elle ne faisait plus appel seulement à la force matérielle ou à la méthode intellectuelle mais aux instincts et aux fanatismes sauvages de l'animal humain. Hitler avait conquis le pouvoir en ranimant une volonté de revanche nationale; devenu tout-puissant, il tendait désormais à la domination universelle, et l'indépendance de l'Europe entière, celle de la France en particulier, était en péril. Un moment vint où l'acceptation intrépide de la guerre devint l'unique chance de lui barrer la route, l'unique moyen de préserver l'intégrité et l'indépendance de la patrie. La bourgeoisie qui n'avait pas su accueillir un grand espoir ne sut pas remplir son grand devoir. Vis-à-vis de l'un comme vis-à-vis de l'autre, la virilité des vues et de la volonté défaillait en elle. J'aurais le droit d'opposer à sa conduite celle d'hommes que l'on diffame aujourd'hui et qui varièrent aussi, mais en sens contraire, qui s'appliquèrent de toute leur foi à la Paix aussi longtemps qu'une chance de l'organiser fut laissée à l'Europe, qui, par contre, aussitôt que Hitler abattit avec évidence ses desseins de conquête et de maîtrise, s'efforcèrent de faire passer dans l'âme libre de la France un courant d'énergie vitale.

On peut encore comprendre que, devant des conceptions neuves comme celles de Wilson et de Briand, devant des perspectives comme celle d'une Démocratie Internationale, la prudence bourgeoise ait hésité. Mais comment concevoir que la nation ne se soit pas trouvée unanime dans la vue du danger, dans la résolution d'y faire face, dans le consentement aux sacrifices que sa propre défense exigeait? Pourquoi l'unité nationale qui s'est formée en Angleterre et qui a uni dans le même élan tous les éléments de la société, n'a-t-elle pas surgi spontanément en France au lendemain de l'*Anschluss*, au lendemain de la prise de Prague, à la veille et au lendemain de Munich? C'est à la bourgeoisie en tant que classe dirigeante qu'il appartenait de prendre en mains et de conduire ce mouvement; non seulement elle ne l'a pas conduit, mais on peut affirmer qu'elle y a fait obstacle. L'attachement grossier à ce qu'elle considérait comme son intérêt en tant que classe possédante, un besoin à la fois âpre et craintif de préserver ses privilèges et ses biens, avait étouffé en elle le sens patriotique. Elle ne voulait de la guerre en aucun cas, et elle n'avait pas peur de Hitler, parce que toute sa capacité de peur était accaparée par le « Front Populaire », et surtout par le communisme. Pour ses privilèges et ses biens le nazisme lui semblait un danger bien moins redoutable que le communisme, peut-être même nourrissait-elle le

secret espoir que la poigne de Hitler viendrait remettre au pas pour longtemps les rébellions ouvrières. Son égoïsme de classe possédante la faisait ainsi verser par toutes les pentes vers la recherche d'un rapprochement à tout prix avec Hitler. Connaît-on le mot atroce, mais vraiment topique, du directeur d'un grand journal purement bourgeois pendant la crise de Munich? Un de ses reporters lui rendait compte qu'aux gares de Paris les réservistes, appelés par précaution, s'embarquaient sans débordement vain d'enthousiasme mais avec une grave résolution, et il s'écriait en frappant rageusement du poing sur la table : « Ah! comme on voit que ces gens-là n'ont rien à perdre!... » C'est ainsi que la bourgeoisie française a laissé assaillir par la guerre un peuple à qui elle n'en avait fait sentir ni les causes ni le sens, c'est ainsi qu'elle a mené la guerre sans l'avoir encore acceptée franchement, sans presque y croire. L'histoire mesurera son rôle dans la défaite militaire, mais on peut dès aujourd'hui accuser la défaillance de sa volonté si, dès le premier choc, la défaite militaire se transforma en désastre national.

★

Sans doute voit-on apparaître maintenant avec quelque vigueur de trait la raison profonde de la détresse qui s'empara, dans ces jours maudits, de la nation presque entière. La bourgeoisie avait exercé la souveraineté au nom de la nation; c'est à elle que le régime parlementaire de 1875 l'avait effectivement déléguée. Or, la bourgeoisie venait de s'effondrer; un drame affreux venait de faire éclater sa décadence et sa déchéance : elle s'était montrée, non seulement incapable, mais indigne du pouvoir; son incapacité et son indignité apparaissaient non seulement comme la cause la plus profonde, mais comme la justification du désastre. Par une dernière faute, moins pardonnable que toutes les autres, elle avait considéré sa propre ruine comme la ruine générale; elle avait proclamé et elle avait convaincu l'opinion affolée que, du moment qu'elle s'était effondrée, rien ne restait plus debout. Bazaine, accusé d'avoir capitulé à Metz, s'écriait devant le Conseil de Guerre : « Que pouvais-je faire? Il ne restait plus rien... » et le président, le duc d'Aumale, lui répondait : « Il restait la France ». La bourgeoisie dirigeante avait oublié qu'il restait la France, et la France elle-même, entraînée dans ce vent de panique et de désespoir, oublia qu'elle restait. Elle vit s'ouvrir comme un abîme béant sous ses pas et elle fut saisie de toutes les trances du vertige.

Nous avons assisté à ce tableau : un peuple dont le corps et l'âme étaient en peine, sous qui tout fuyait, qui ne savait plus à quelle branche solide se raccrocher dans sa chute. En 1870, la République était sortie, toute prête, toute armée de la ruine impériale, et elle avait aussitôt revivifié la France par le rappel de la grande passion

révolutionnaire : l'amour sacré de la patrie et de la liberté. Mais la bourgeoisie, en s'écroulant, avait étouffé sous sa poussière cette flamme toujours prête à se ranimer; et, hors quelques factions sans consistance, dissimulées derrière un grand nom, rien ne s'offrait pour prendre la place vacante, pour remplir le vide ouvert. Cette impression de l'abîme soudain creusé, du néant, insupportable aux peuples comme aux hommes reste aujourd'hui encore, un an après l'armistice, l'élément dominant de la détresse française. Beaucoup de choses et beaucoup d'hommes sont tombés, beaucoup de biens sont perdus, beaucoup de vices particulières sont accablées par l'angoisse et par la misère. Mais il en fut ainsi dans toutes les vicissitudes de l'histoire et un peuple n'est pas abattu par les pertes subies quand il sait qu'il pourra les réparer. Aujourd'hui la France sait qu'elle a perdu — ou s'imagine qu'elle a perdu — tous les éléments de direction nécessaires à la vie collective, et elle ne voit pas comment elle pourra réparer sa perte. Une immense succession s'est ouverte à laquelle elle n'aperçoit pas d'héritiers. Tel est, depuis l'armistice, le drame intérieur de la France, inséré, si je puis dire, dans le drame universel. Car si la France se demande en vain ce qu'elle sera demain, elle se demande encore plus anxieusement ce que sera l'Europe, ce qu'elle sera dans cette Europe. Elle ignore ce que seront ses frontières, elle ignore ce que sera sa condition, elle ignore même si elle survivra comme nation indépendante.

Ce phénomène capital, à savoir la disparition de la bourgeoisie prise en tant que classe dirigeante, n'est pas encore pénétré dans toute sa réalité et dans tous ses effets. L'entreprise désignée sous le nom de « Nouveau Régime » ou de « Révolution Nationale » se résout en effet, si on la considère impartialement, en un effort suprême pour revivifier ou pour ressusciter le cadavre grâce à une transfusion suffisante de « sang jeune ». Ce sang jeune serait emprunté, bien entendu, au régime vainqueur du régime français, à l'idéologie naziste considérée comme un « donneur universel ». Mais le sang nazi est-il assimilable par le corps bourgeois? Il est vrai que les dictateurs totalitaires ont emprunté à la bourgeoisie une partie de leur personnel dirigeant; si l'on s'en réfère aux origines, leurs cadres sont en majorité bourgeois plutôt que prolétariens, bien qu'il s'agisse d'éléments bourgeois que la succession des crises économiques avait d'abord déclassés et « prolétarisés ». Il est également vrai que, par une apparente contradiction, la bourgeoisie dirigeante, expression politique du capitalisme moderne, a presque toujours contracté alliance avec ces « national-socialismes » qui se présentaient pourtant comme des régimes destructeurs des doctrines capitalistes. En Italie, c'est elle qui a inventé et suscité le fascisme avant de l'installer au pouvoir; en France elle applaudit ou feint d'applaudir à la « Révolution Nationale ». Quand on lui parle d'un régime sans

classes, de la suppression du salariat ou du prolétariat, d'une sorte d'unification sociale et professionnelle sous une autorité collective, elle applaudit à tout rompre; car elle sait bien par quels actes se traduiraient aussitôt ces formules « socialistes », à savoir par la destruction des organisations et des institutions ouvrières, par l'interdiction ou la mise en tutelle des syndicats, par la mise à néant de tous les droits, de toutes les lois, de toutes les franchises, de tous les usages où les travailleurs puisaient leurs armes dans leur lutte maintenant séculaire contre le capital. Qu'importe à la bourgeoisie que les « national-socialismes » ou les « Révolutions Nationales » déclament contre le capital, sans d'ailleurs lui porter aucune atteinte substantielle, pourvu qu'ils écrasent le seul adversaire dont elle eût peur. Débarrassée du socialisme ouvrier par le nazisme et ses divers succédanés, elle compte bien que le mouvement de l'histoire éliminera le nazisme à son tour. Alors elle se retrouverait seule, toute-puissante, retremée dans un contact vivifiant; elle recouvrerait, avec son privilège économique resté intact, le pouvoir politique dont elle aurait été momentanément frustrée.

Mais l'avenir justifiera-t-il ce calcul égoïste et naïf? Aucun observateur scrupuleux ne peut le croire. Les « national-socialismes » et les « Révolutions Nationales » ne peuvent pratiquer avec la bourgeoisie qu'une connivence toute temporaire. Ils ont beau préserver provisoirement dans sa substance la structure sociale dont elle est l'expression; ils n'en sont pas moins obligés de se proclamer anticapitalistes, c'est-à-dire antibourgeois. Alliés politiques de la bourgeoisie, ils empruntent couramment la phraséologie de ses adversaires de « classe »; les thèmes essentiels de la polémique, sinon de la doctrine socialiste, sont passés dans leur attirail. Les artifices vulgaires par lesquels on s'efforce de cantonner ces réquisitoires sur des objectifs limités, tels que la ploutocratie anglo-saxonne, la juiverie ou la franc-maçonnerie, ne changent rien au fond des choses : si ce n'est pas le capitalisme qui est visé, c'est bien lui qui est atteint. Il est donc insensé d'imaginer que les régimes totalitaires, lorsque la fatalité de l'histoire en aura fait disparaître les derniers débris, pourraient laisser après eux une bourgeoisie rafraîchie et revigorée. Non, le pacte passé avec le démon naziste ne l'aurait pas rajeunie comme le docteur Faust; elle sortirait du pacte diabolique plus discréditée encore qu'aujourd'hui, plus débilitee, plus suspectée.

Au reste, j'ai raisonné jusqu'à présent en semblant concéder que le sang nazi était réellement un sang jeune, que le principe nazi était réellement un principe de vie. Mais on sait bien que ce postulat n'est qu'une imposture effrontée contre laquelle la raison s'élève et crie. Le nazisme ne rend pas à l'humanité sa jeunesse; il la ramène à son enfance sauvage. Ses apologistes plus ou moins sincères nous répètent qu'il a « fait des hommes ». L'empire napo-

l'éonien, lui aussi, avait fait des hommes; le bolchévisme, sous nos yeux, a fait des hommes. Mais l'humanité est-elle condamnée à retourner vers la barbarie pour échapper à la décrépitude? N'y a-t-il en elle d'autre force que la brutalité, d'autre énergie que la férocité primitive? Qui donc accepterait pour elle cette opinion impie? Le problème de la civilisation, tel qu'il se pose depuis que l'humanité a pris connaissance d'elle-même, est précisément de substituer aux énergies animales des forces disciplinées, harmonisées, spiritualisées, de transformer les fanatismes et les idolâtries sauvages en certitudes fondées sur la raison, en convictions fondées sur les exigences de la conscience personnelle. Le progrès humain consiste à préserver et même à développer l'énergie vitale, mais en l'appliquant à des fins qui apportent une satisfaction de plus en plus complète aux « impératifs » de la raison et de la conscience personnelle, et, par conséquent, à ces idéaux collectifs qu'on appelle la liberté, la fraternité, la justice. Qu'on parle de civilisation chrétienne, d'humanisme gréco-latin ou de « matérialisme historique », on ne désigne pas autre chose que cette évolution qui est la loi même de l'humanité. Le nazisme, lui, prétend faire refluer ce courant; il saccage tous les résultats acquis du progrès humain; il nie et bafoue tous les principes idéaux qui en ont été l'élément inspirateur. Il n'est pas une eau de Jouvence, mais un venin mortel; il peut tuer des corps vivants, mais non ressusciter des cadavres.

La bourgeoisie française acclame aujourd'hui des formules publicitaires qui, si on les prenait au pied de la lettre, signifieraient l'arrêt de mort du Capitalisme. Ah! si son ralliement calculé pouvait être un don généreux! Si elle était vraiment résolue à sacrifier, dans l'espoir d'un renouveau national, les privilèges inclus dans le système de la propriété capitaliste! si, en retour de son offrande, elle stipulait le maintien et le développement des principes de liberté politique, civique, personnelle, qui, depuis 1789, sont sa devise et sa raison d'être! Alors, oui! elle se retremperait et se revivifierait, non par une injection de sang nazi, mais dans un bain de confiance, de concorde, d'humanité française. Elle se sentirait saisie et exaltée par un courant d'enthousiasme créateur comme celui qu'a connu la France révolutionnaire la nuit du 4 août ou le jour de la Fédération. Ce n'est pas le peuple des travailleurs qui manquerait à l'appel : il recevrait à la fois la justice et la liberté; il aurait à la fois le Socialisme et la Démocratie; il verrait se réaliser la formule « glorieuse et éprouvée » qui fut celle des « Social-Démocrates », celle de Marx, au fond, comme celle de Jaurès. A la Social-Démocratie enfin réalisée, ou en voie de réalisation, il serait prêt, comme il l'a toujours été, à donner pour cadre l'unité nationale, certain d'ailleurs que les besoins communs du travail et de la production, comme aussi les intérêts suprêmes de la Paix, associeraient dans un

ordre international, par un lien de plus en plus étroit, tous les peuples solidaires. C'est un beau rêve; il ne tenait qu'à la bourgeoisie dirigeante d'en faire une vérité. S'il reste encore en elle une puissance de vie, qu'elle l'emploie à donner l'exemple du sacrifice, et alors elle renaîtra de ses cendres, comme l'oiseau de la fable. Mais elle ne le fera pas : elle est bien moins capable encore que l'aristocratie de 89 d'abdiquer des privilèges que pourtant elle a cessé de croire légitimes. Pour qu'elle immolât ses intérêts immédiats, il lui faudrait précisément cette clairvoyance, ce courage, cet esprit d'abnégation qu'elle a perdus; il faudrait que le désastre et les souffrances de la Patrie eussent accompli déjà, dans les profondeurs de sa conscience collective, cette révolution morale dont on n'aperçoit pas les premiers symptômes.

★

Révolution morale, j'emploie ces mots à dessein; ils désignent le foyer même du mal dont la bourgeoisie française meurt sous nos yeux. L'organe atteint en elle sans recours, celui dont le trouble a peu à peu gagné tous les autres, est bien la faculté morale. On pourrait reprendre de plus près son histoire, en la jalonnant par des faits et par des textes pendant un siècle et demi, et tout convergerait vers la même conclusion. C'est bien là que le mal gisait, c'est de là que la contagion interne est partie. Certes, la bourgeoisie française avait de grandes vertus. Elle était sage et probe, patiente et prudente, modeste et décente, économe et raisonnable. Elle était parfaitement accommodée aux conditions de la vie d'autrefois; dans les cadres étroits de la famille, du métier, de la société urbaine ou rurale, elle avait prospéré, elle s'était accrue, elle s'était enrichie. Mais elle n'était pas faite pour la vie du grand capitalisme intensifié, pour la phase de l'accumulation et de la surproduction des richesses. Le régime qui lui convenait était le progrès continu et ménager du capitalisme naissant, la gestion domestique, la fortune constituée par le profit modique, par l'épargne, par le temps, l'arrondissement régulier du revenu de l'entreprise ou du domaine, le déplacement presque insensible des conditions. Dans cette atmosphère, la bourgeoisie française trouvait son milieu propre de protection et de développement, mais elle n'était pas faite pour les secousses répétées, pour les hauts et bas rapides des grandes crises économiques. Elle a été attaquée, corrodée comme par des acides trop puissants, dans le brassage des conditions et des fortunes. Qu'on regarde autour de soi : il y a deux rôles que la bourgeoisie française ne peut soutenir sans s'altérer, celui du nouveau riche et celui du nouveau pauvre. Elle a perdu ses vertus antiques, que l'aspect des temps rendait désuètes et presque ridicules. Les formes rigides de son ancienne

probité se sont effacées au frottement des « affaires modernes ». Au temps de Birotteau, du Père Goriot, et même au temps de M. Poirier, chacun trouvait naturel qu'un failli se brûlât la cervelle. L'honneur résidait dans la signature commerciale, mais du moins y avait-il quelque part un honneur. Sous le choc des grandes crises capitalistes qui se succèdent depuis tantôt un siècle à une cadence à peu près régulière mais avec une intensité toujours croissante, la bourgeoisie française a usé cet honneur-là. Elle a perdu le sentiment intime de sa dignité. Elle a perdu l'énergie, la vigueur créatrice de l'intelligence qui supposent toujours en quelque mesure l'honneur, la dignité, la satisfaction de soi-même. C'est par la détérioration des vertus privées qu'elle a perdu sa vertu publique.

Pourquoi la bourgeoisie française a-t-elle montré cette incapacité d'acclimatation qui la fait dépérir, alors que dans d'autres secteurs de la classe bourgeoise, dans les pays anglo-saxons par exemple, on trouvait moyen sans trop de peine d'ajuster le comportement moral au progrès de l'évolution économique? Le contraste tient peut-être à la différence des types nationaux, sans doute aussi à l'importance que certains éléments religieux ont conservée dans la formation et dans l'éducation de la bourgeoisie anglo-saxonne. Cependant le fait est là, patent et parlant. La déchéance de la bourgeoisie française s'est prononcée de plus en plus nettement à mesure que se poursuivaient la transformation industrielle de la production et la concentration capitaliste, à mesure que se dessinaient et se formulaient les problèmes nouveaux d'ordre interne ou d'ordre externe, que cette nouvelle phase de l'économie universelle engendrait nécessairement. Après la chute de l'Empire, après le sursaut héroïque que le nom de Gambetta incarnera toujours, après le grave examen de conscience que j'ai personnifié par les noms de Renan et de Taine, mais auquel bien d'autres souvenirs restent attachés, après les laborieux et sérieux efforts qui aboutirent au vote et à la mise en train de la Constitution de 1875, on peut croire que la cure acheminait le malade vers la guérison, que, pour le moins, les progrès du mal étaient enrayés. Dix ans après, c'était l'équipée boulangiste; quinze ans après, le scandale de Panama : la rechute était inévitable. Pour que la bourgeoisie française recouvrât sa capacité de direction politique, il faudrait d'abord qu'elle récupérât le seul milieu propice à son tempérament particulier, c'est-à-dire que l'économie universelle fût refoulée de plus d'un siècle en arrière. Les dictatures totalitaires échoueraient elles-mêmes dans cette entreprise, vers laquelle la « Révolution Nationale » française semble précisément être attirée par la logique interne du système. Mais le nazisme et le fascisme ont pu effacer temporairement les grands principes spirituels qui dirigeaient l'humanité depuis des siècles; ils ne parviendront pas à annuler et à faire oublier les grandes

découvertes scientifiques et techniques qui ont renouvelé l'univers matériel. Ils ont pu ramener des millions d'hommes à la brutalité sauvage, ils ne ramèneront pas la production et l'économie au stade de l'atelier, de la boutique, du champ familial, de l'outil à la main et du placement de père de famille.

★

Je ne prends ici la bourgeoisie qu'en tant que classe dirigeante, en tant qu'expression politique du capitalisme moderne. Je ne feindrai pas d'ignorer que, dans son sein, nombre d'individus ont fourni, depuis plus de deux ans, les plus précieux exemples de civisme et de patriotisme. La guerre et la défaite, comme toutes les grandes crises collectives, ont été un banc d'épreuve pour les caractères, et, parmi les hommes qui sont sortis indemnes ou grandis de cette sélection naturelle, se trouvent des bourgeois de toute nuance dont les services seront nécessaires à la France de demain. Je n'hésite même pas à reconnaître que certains groupes appartenant aux milieux cultivés de la vieille bourgeoisie libérale et catholique, ont formé les noyaux les plus denses de la résistance nationale. Mais ces individus et ces groupes seraient sans doute les premiers à convenir dans la sincérité de leur conscience, que la classe dont ils relèvent n'est plus en état de soutenir son monopole de propriété ni par conséquent d'exercer son privilège de gouvernement, et qu'ainsi son existence historique a cessé. La France se trouve aujourd'hui au terme d'une seconde révolution, qui dure en réalité depuis plus d'un siècle. La première avait transféré le pouvoir à une classe ascendante déjà maîtresse pour une large part de la propriété. La seconde exclut une classe déchue, qui n'a su ajuster son tempérament acquis ni aux nécessités de la production industrielle ni aux besoins du gouvernement démocratique.

CHAPITRE CINQUIÈME

ON criait jadis : « Le Roi est mort, vive le Roi ! » et la transmission monarchique s'opérait de plein droit, sans même que le pouvoir eût vaqué un instant de raison. La bourgeoisie reine est morte en France, mais la France ne voit pas qui proclamer à sa place. Elle répugne absolument aux dictatures totalitaires, qui d'ailleurs seront mises à néant là où elles existent, car elles ne survivront pas à la guerre, et l'humanité extirpera ce cancer qui commençait à la ronger. Revenir à l'ancien régime, celui d'avant 89; celui d'avant 1830, ou même celui d'avant 1848? Un parti monarchique puissant, possédant la majorité dans l'Assemblée Nationale, fondé sur des traditions et sur des fidélités encore à peine interrompues, a échoué dans cette entreprise au lendemain de la défaite de 1871. Qui pourrait songer à la renouveler raisonnablement, aujourd'hui que la monarchie n'est plus que le rêve obstiné de quelques théoriciens, alors qu'elle ne représente plus même un souvenir pour personne? L'expérience anglaise ou belge a montré que la souveraineté monarchique n'était pas incompatible, en fait, avec une Démocratie réelle. Mais en France, elle a cessé depuis un siècle d'incarner l'unité nationale, et elle ne pourrait se fonder ni sur une aristocratie persistante, ni sur une bourgeoisie consistante, ni sur un peuple « loyaliste ». Si la monarchie se présentait comme un régime représentatif, à tendances libérales, elle ne ferait que renouveler dans toute sa débilité la République parlementaire. Si elle se présentait comme une Restauration contre-révolutionnaire, elle se placerait en opposition violente avec la réalité des choses et la fatalité des temps. La France sait bien que toutes ces chimères relèvent d'un passé totalement révolu. D'autre part, elle ne s'est jamais méprise sur l'entreprise de hasard, tentée à la faveur du désastre et qui se qualifie de « Révolution Nationale ». Elle y pressent une transaction grossière entre les principes de la vieille Monarchie de Droit Divin qu'elle repousse de toute sa force, et les disciplines totalitaires qu'elle rejette avec encore plus de répugnance; elle reconnaît à ses hésitations ou à ses aberrations de chaque jour, les contradictions congénitales qui la tarent. Mais alors qui est l'héritier de la République bourgeoise, qui sera son successeur?

La France se sent devant un interrègne dont elle ne peut mesurer la durée ni prévoir l'issue. Il y a toujours comme une anxiété tra-

gique dans ces grands intervalles, et aujourd'hui la faille béante s'ouvre devant un pays occupé aux deux tiers par l'ennemi, engagé dans une guerre à laquelle il ne participe plus, mais qui continue, et dont son destin est l'un des enjeux. Même si la France était libre et assurée de son sort matériel, elle sentirait peser sur elle le poids qui s'attache à cette vacance inopinée de la souveraineté; comment, dans la conjoncture inouïe où les événements l'ont placée aujourd'hui, ne se trouverait-elle pas accablée? Certes, chaque fois que dans l'histoire d'un peuple le pouvoir change de nature, il se produit ce que j'ai appelé jadis, par une formule bien mal comprise, une vacance de légalité. Alors même que l'avènement du pouvoir nouveau est immédiat, il ne s'installe pas aussitôt avec sa légalité toute faite; les institutions du pouvoir renversé sont tombées avec lui, les institutions du pouvoir nouveau ne peuvent s'élaborer que peu à peu, et l'intervalle est nécessairement rempli par un entracte de caractère plus ou moins dictatorial. Ce phénomène est normal et ne cause aucun émoi : une nation, qui, comme la France, a connu de nombreuses révolutions politiques, en a l'habitude. Mais aujourd'hui ce qui est vacant, ce n'est pas la légalité, c'est le pouvoir même, c'est la souveraineté, et l'on n'aperçoit ni par qui ni quand la vacance sera remplie.

Il existe bien un héritier désigné, et dont on peut même dire qu'il est toujours désigné, puisqu'il est le Souverain naturel, à savoir le peuple, ce qu'un publiciste catholique appelait dans une brochure récente « la multitude ». Pourquoi donc alors les partis et les organisations qui représentent le plus authentiquement les masses populaires ne se présentent-ils pas? Pourquoi ne revendiquent-ils pas le pouvoir, comme il advint le 4 septembre 1870, à la chute de l'Empire? Pourquoi l'opinion française ne s'est-elle pas tournée et ne se tourne-t-elle pas spontanément de leur côté pour leur faire appel? Le peuple est le seul successeur légitime comme le seul successeur possible : il ne reste plus que lui et toutes les pentes de l'histoire convergent vers lui. L'aspiration quasi unanime du pays réclame la suppression des monopoles et des privilèges, — c'est-à-dire la justice, — la substitution des hiérarchies naturelles et personnelles aux hiérarchies factices et héréditaires, — c'est-à-dire l'égalité, — la subordination des intérêts individuels au bien public, — c'est-à-dire l'organisation collective de la production et de la distribution des richesses, — la Paix, — c'est-à-dire l'ordre international. Le socialisme et le syndicalisme incarnaient d'avance cette volonté régénératrice. Ils se trouvent en correspondance avec le sens de l'évolution économique, puisqu'ils sont issus de cette évolution. Ils sont la sève montante de la nation et quiconque a vécu dans leur familiarité a senti frissonner dans leurs profondeurs une réserve inépuisable de forces fraîches. Ils condensent en eux le profit de cette éducation

populaire qui n'a cessé de progresser en France depuis plus d'un demi-siècle tandis que la culture bourgeoise rétrogradait. Un « militant » socialiste ou syndicaliste surprenait par son avidité de connaissance, par la maturité de sa raison, par la gravité de son jugement; le public ouvrier ou paysan d'une réunion populaire suivait la démonstration technique la plus délicate avec une attention, une pénétration, une joie, sur lesquelles, pour ma part, je ne me suis jamais blasé. En cela, je suis chauvin : le peuple français des travailleurs est sans doute le plus intelligent de tous les peuples. La mobilité gouvernementale de la Troisième République a eu pour cause essentielle le désordre, l'indiscipline, l'impuissance à faire durer ces partis denses et homogènes sur lesquels doit nécessairement se fonder le régime représentatif. Mais j'ai déjà rappelé que les partis populaires ne participaient en aucune façon à cette incapacité purement bourgeoise. Ils se présentaient, eux, en blocs compacts, pratiquaient strictement l'unité de tactique et de vote et se conformaient dans l'action à des programmes publiquement débattus et définis.

Peut-être même le reproche qu'ils ont encouru serait-il d'être tombés dans l'excès contraire, c'est-à-dire d'avoir consenti trop de sacrifices à la loi intérieure d'unité et d'unanimité; et j'estime pour ma part que ce reproche est en partie fondé. La discipline dans un parti est l'état normal, et son unité doit être sévèrement préservée contre les défections égoïstes qu'inspirent des intérêts, des ambitions et des tentations de toute espèce. En revanche, le relâchement ou même la rupture des liens de parti doivent être envisagés virilement chaque fois que des crises extraordinaires confèrent aux problèmes posés par la vie publique la valeur de cas de conscience individuel. Le véritable critère de la moralité, dans la vie des partis comme dans la plupart des incidents de l'existence individuelle, est le désintéressement. La rupture des liens de parti est immorale et détestable quand elle est entachée à quelque degré que ce soit de ce que j'appellerai au sens le plus large du terme la vénalité. Elle devient respectable ou même louable quand elle répond vis-à-vis d'un problème « crucial » à une exigence impérative de la conscience. C'est d'ailleurs grâce à ces efforts de discrimination individuelle que les partis anglais, au lieu de rester immobiles dans leur programme et immuables dans leurs cadres, ont pu pratiquement se transformer et se renouveler selon les progrès du temps.

Mais je laisse cette digression à laquelle je ne me serais pas abandonné si elle n'était de ma part un témoignage de sincérité. Répondant aux besoins idéaux et sentimentaux des masses, respirant, si je puis dire, en harmonie avec les lois du développement économique de l'univers, appuyés sur une forte structure et sur des méthodes éprouvées de propagande, de recrutement et d'organisation, ayant au surplus démontré leur capacité gouvernementale par leur partici-

pation à la vie publique et par la gestion de leur propre démocratie intérieure, le socialisme et le syndicalisme possédaient toutes les aptitudes et tous les titres requis pour saisir la succession pendante au nom du peuple des travailleurs. Cependant, le fait est là : la nation n'a pas tendu les bras vers eux. Que dis-je ? On a entendu fuser d'un peu partout des rumeurs sardoniques, émanant souvent d'hommes qui ont dû au socialisme tous les avantages de leur carrière : le socialisme a disparu ! il s'est comme volatilisé au feu des événements. D'autres enregistraient avec une satisfaction mal dissimulée « son irrémédiable déchéance politique et intellectuelle ! » Quant au syndicalisme, il n'est peut-être pas tout à fait mort ! mais il est à tel point débilité que la « Révolution Nationale » l'absorbera d'un trait dans ses propres organisations corporatives !... Il y a sans doute dans ces jugements beaucoup d'insaturation et d'imprudence. Le socialisme en état de faillite ? en état de décomposition ? Au lendemain des journées de juin 48, au lendemain de la Commune, il était bien autrement atteint : avec les grandes exécutions militaires, suivies de leur cortège de répression pseudo-juridique, on se flattait de l'avoir extirpé pour toujours. Pour ne chercher de références que dans notre temps, le Socialisme était bien autrement débile et fragile au lendemain du Traité de Versailles, des élections de « Bloc National », et surtout de la scission communiste qui l'avait vidé de ses éléments les plus vivaces. Chaque fois cependant, en dépit des prophètes de malheur, on l'a vu renaître de ses cendres, plus fort et plus sûr de sa force. Comment en serait-il autrement ? Le socialisme est une conception toute humaine, mais qui s'alimente, si l'on peut dire, de la nécessité des choses. Tel que l'a fait cette synthèse spirituelle de Marx et de Jaurès qui, depuis une trentaine d'années compose son dogme, il se trouve au point d'intersection de toutes les idées-forces de notre temps. Quels sont les problèmes essentiels posés devant notre pays et devant tous les autres ?... Concilier le Droit des Peuples avec la Paix, les Droits de l'Homme avec l'Ordre, combiner l'organisation collective de la production et de la consommation avec le développement des libertés personnelles !... Ces problèmes sont ceux que le socialisme a définis, pour la première fois, dans les temps modernes, ou plutôt ceux qui ont créé le socialisme. Ils sont symbolisés par ce nom de « Social-Démocratie » qu'arboraient la plupart de ses organisations politiques et dont on percevait pleinement aujourd'hui le véritable sens. On peut donc le prédire avec certitude : il renaîtra une fois de plus. Qu'importe qu'une fois de plus le silence de l'oppression le réduise pour l'instant à une existence embryonnaire ? La force des choses et des idées agira : sa renaissance ne saurait tarder bien longtemps et sans doute approche-t-elle déjà du terme.

Toutefois, je le reconnais à nouveau : le peuple français, le peuple des travailleurs ne l'a pas invoqué dans sa détresse. On n'a même

pas senti sa présence aux heures tragiques de la défaite et de l'armistice. Le peuple, qui voyait la bourgeoisie se décomposer sous ses yeux, qui n'aurait eu qu'à s'avancer pour se saisir de la place désertée, s'est rendu compte que le socialisme, son organe naturel, son instrument normal d'action, manquait lui aussi. Pourquoi? C'est ici qu'il faut s'astreindre au plus sévère examen de conscience.

★

A l'heure où l'armature politique de la bourgeoisie c'est affaissée dans le désastre militaire, une seule et unique passion pouvait traverser comme un courant électrique le peuple français, l'agglomérer, le ranimer dans une unité vivante; c'était la passion patriotique, l'instinct de la conservation nationale. Un parti ne pouvait entraîner le peuple à sa suite ou servir d'instrument au mouvement spontané du peuple que s'il incarnait cette passion. Les Jacobins du Comité de Salut Public avaient incarné l'« amour sacré de la Patrie » en 1793; Blanqui l'avait incarné pendant le siège de Paris; Jaurès vivant l'aurait incarné pendant la guerre de 1914, et, à sa place ensanglantée, ses maîtres et disciples, Guesde et Renaudel, Vaillant et Albert Thomas avaient poussé le peuple des travailleurs « à la pointe du combat ». Il faut convenir qu'au mois de juin 1940 le socialisme ne l'incarnait pas.

Non pas, comme l'insinuent ses détracteurs, qu'il eût « oublié la Nation » dans sa longue propagande; non pas qu'il portât le poids accumulé de ses campagnes « antimilitaristes et internationalistes ». Il avait toujours conçu l'ordre international comme reposant sur la base de nations libres et indépendantes. Il avait combattu le chauvinisme mais en restant ardemment patriote. Il avait travaillé de toute son âme à l'instauration d'une paix juste, égale et stable, mais il n'avait jamais cultivé les formes lâches du pacifisme; il honnissait toute vile confusion entre la Paix et l'abaissement de la servitude et il n'avait jamais cessé de proclamer qu'il se leverait le premier pour défendre le sol du pays attaqué. Il avait raillé, parfois avec peu de goût, les usages routiniers qui enferment longuement les fils des travailleurs dans des casernes désœuvrées; il avait dénoncé justement le système odieux, moins tolérable encore depuis que tout citoyen est soldat, qui fait de l'armée en temps de paix le gardien de l'« ordre » bourgeois, c'est-à-dire l'instrument d'une classe contre l'immense majorité de la nation. Mais il s'était constamment appliqué depuis l'effort inoubliable de Jaurès à élever l'organisation de la Défense nationale jusqu'au niveau du progrès scientifique, technique et civique. Le Groupe socialiste au Parlement, par fidélité rituelle à un vieux symbole, continuait de refuser les crédits militaires dont il savait bien que le sort ne dépendait pas de son vote, et en cela

son geste n'était pas exempt de quelque hypocrisie; mais, appelé en 1936, à la direction du Gouvernement, il avait, le premier, proposé les crédits extraordinaires qui devaient enfin permettre de substituer un matériel moderne au matériel vieilli de la guerre de 14. Le premier programme spacieux et cohérent qu'on eût entrepris, depuis la révolution hitlérienne, pour mettre la France en état de résister à l'agression, portait sa signature. Au surplus, Jaurès, Guesde, Vaillant avaient participé aux mêmes campagnes, et aux mêmes votes; ils l'avaient même fait avec plus d'âpreté polémique; et ce souvenir n'avait pas empêché, pendant l'autre guerre, le contact patriotique avec les masses populaires de s'établir sans la moindre difficulté.

Ce qui séparait le socialisme du peuple, à l'heure de la défaite, ce n'était donc pas sa vieille doctrine et sa propagande de toujours; non, c'était quelque chose de plus simple et de plus prochain; c'était l'attitude contrainte et équivoque qu'il avait conservée depuis Munich vis-à-vis du problème de la guerre. Le peuple des travailleurs avait attendu vainement de lui un mot d'ordre clair, entraînant; il n'avait su prendre franchement parti et position ni dans un sens ni dans l'autre. A ne considérer que les documents élaborés par ses Assemblées, ou par son Groupe parlementaire, on voyait s'en dégager sans doute un système net et bien défini. Comme j'ai été le rédacteur ordinaire de ces textes officiels, je sais bien qu'ils maintenaient avec rigueur la doctrine de la Sécurité Collective conçue comme garantie de la paix et reposant elle-même sur la fidélité aux engagements pris, qu'ils proclamaient sans détour le devoir primordial des travailleurs de défendre à tout risque et contre toute agression l'indépendance de la Patrie. Mais des formules de motion ou d'ordre du jour comptent peu vis-à-vis de l'opinion populaire qui ne s'attache qu'à l'action, qu'à l'attitude publique. Or, cette attitude avait été ambiguë, balancée et comme honteuse d'elle-même. Aux textes qui avaient fixé officiellement la position du Parti, s'était opposée en effet une minorité, importante par les hommes qui la dirigeaient encore plus que par son nombre, redoutable par les arguments qu'elle recéléait encore plus que par les arguments qu'elle formulait. A la vérité, depuis Munich, le socialisme français était partagé en deux fractions foncièrement opposées sur le problème capital de la vie publique et dont la force relative variait avec les circonstances; c'est ce partage interne qui l'avait condamné à l'impuissance et presque au silence. Il voulait à tout prix préserver son unité formelle, et toute conduite tranchée, ou même toute parole catégorique, eussent fait apparaître la division latente et provoqué sans doute la scission. Les forces contraires qui s'opposaient en lui s'étaient compensées au point de s'annuler. En même temps, les attaques et les calomnies du dehors, qui s'étaient brisées contre lui aussi longtemps que son unité était demeurée réelle, avaient redou-

blé de virulence depuis que le schisme intérieur leur faisait trouver un écho dans son sein. Il avait traîné ainsi, pendant près de deux ans, une existence humiliée, suspectée, en sorte que finalement on ne sembla même plus s'apercevoir de sa présence. Certes, il aurait mieux valu qu'une rupture franche séparât des éléments inconciliables au regard d'un problème vital. L'événement aurait fait l'épreuve; les masses populaires se seraient aussitôt reformées autour de ceux qui avaient vu clair... Cela, j'en ai déjà fait l'avou, mais la religion de l'unité avait été la plus forte.

★

J'ajoute avec la même franchise qu'aux yeux de l'opinion le Parti était atteint ou plutôt compromis par sa collaboration toute récente avec le communisme. Certes, il n'avait pas à rougir d'avoir contracté dans le remous de l'insurrection du 6 février et devant le péril pressant de la République, ce pacte d'« Unité d'Action » qui devait servir de base au « Front Populaire ». Un instinct spontané et irrésistible des masses imposa ce rapprochement qui devait être, et qui fut, le salut de la Liberté. Aujourd'hui qu'on a vu se dérouler dans son ampleur, à la faveur du désastre national, l'entreprise dont le 6 février n'était qu'un premier épisode, on ne peut guère douter que sans l'alliance de toutes les forces républicaines et démocratiques, la France eût été réduite depuis déjà cinq ou six ans à la condition de l'Espagne de Franco. Qu'est-ce que cette alliance avait dans son principe de néfaste ou d'impie? La « collaboration » ne serait-elle interdite qu'avec d'autres Français? On ne saurait plus équitablement faire grief au Parti Socialiste d'avoir avalisé, auprès de l'opinion populaire, le pacte franco-soviétique négocié dès 1935 par MM. Flandin et Laval, ni d'avoir, durant l'intervalle entre Munich et la guerre, appuyé le projet d'un traité d'assistance militaire avec les Soviets. Ici encore la preuve est faite : le rapprochement intime des démocraties anglo-saxonne et française avec la Russie soviétique, c'est-à-dire un « Front Populaire » international, aurait été le salut de la Paix.

Mais précisément Staline avait éludé ce rapprochement; c'est avec Hitler qu'il avait traité en fin de compte; c'est le marché passé par lui avec Hitler qui avait permis l'invasion de la Pologne et déterminé la guerre. L'indignation publique s'était alors justement déchaînée : Staline avait trahi la Paix, et le Parti communiste, en lui restant obstinément fidèle, trahissait la France. A la lumière de cette péripétie tragique, on évoquait tout naturellement les palinodies du communisme français au cours des dernières années. Jusqu'à la veille du pacte de 1935, il avait préconisé et pratiqué le « défaitisme révolutionnaire »; dès le lendemain il était devenu le

champion le plus ardent de l'indépendance et de l'honneur de la Patrie. Jusqu'à la veille du pacte germano-soviétique il avait donné le ton et même le branle dans sa campagne contre le nazisme; dès le lendemain, il proclamait son inaltérable soumission à Staline, allié de Hitler contre la France. Ces changements de front avaient été exécutés d'un coup, tout d'une masse, sans autre explication convenable que le renversement des ordres venus de Moscou, lesquels ne s'expliquaient eux-mêmes que par les revirements successifs de la politique soviétique. Ainsi, il était devenu patent que la direction du Parti communiste français ne lui appartenait pas en propre, mais lui était imposée du dehors. Il obéissait aveuglément aux ordres dictés, non point par une organisation internationale, mais par une puissance, un État qui les transformait lui-même au gré de ses intérêts nationaux. Il n'était donc pas un parti internationaliste, mais bien un parti nationaliste étranger. La distinction est capitale. L'internationalisme repose sur le postulat qu'entre toutes les nations parvenues au même moment de l'évolution économique existent un certain nombre d'intérêts indivis et d'idéaux communs. Un parti ouvrier internationaliste agit dans la conviction que l'intérêt de chaque pays, s'il est pénétré assez profondément et conçu sous l'aspect de la durée, ne peut se dissocier de l'intérêt profond et permanent des autres pays de l'Europe et même de l'humanité entière. Il entend servir la cause française en servant la cause internationale; il est national tout en étant international, et parce qu'il est international. Le Parti communiste au contraire se manifestait comme un parti nationaliste étranger, puisqu'il reposait sur le postulat que la cause des travailleurs dans les autres pays dépend de l'intérêt particulier d'un État unique, la République des Soviets, non pas de son intérêt idéal et permanent, mais des modalités changeantes de son intérêt temporel et politique.

Or, depuis août 1939, Staline avait décidé que l'intérêt de la République des Soviets était de s'allier avec Hitler, ennemi de la France. Il était donc inévitable que, durant la guerre et au lendemain de la défaite, la soumission communiste à Staline apparût comme une trahison envers le pays. Il était inévitable que l'horreur provoquée par cette trahison se reportât plus ou moins confusément sur le Parti socialiste, considéré comme le proche parent du Parti communiste, comme son introducteur et son garant dans la coalition de « Front Populaire », puis dans la majorité issue des élections de 1936. La confusion devait s'établir d'autant plus aisément qu'une grande partie de l'opinion n'a jamais posé de distinction très nette entre le Socialisme et le Communisme — bien qu'il s'agisse là de deux formes absolument tranchées de la doctrine et de l'action ouvrières — et que la même expression de « Marxisme » enveloppe couramment l'un et l'autre dans le vocabulaire de leurs communs détracteurs.

Dans une situation dont tous les éléments étaient transformés on ne pouvait guère se souvenir avec équité que l'« Unité d'Action » avait été rigoureusement imposée par les circonstances, et que ses auteurs responsables n'étaient autres que les auteurs du complot qui avait mis les libertés républicaines en péril. On mettait Communistes et Socialistes « dans le même sac » ; on flétrissait les uns ; on affectait de frapper les autres d'une sorte d'élimination automatique. Aujourd'hui, c'est-à-dire quinze mois après l'armistice, ces funestes équivoques semblent éclaircies ; cependant le problème qui a grevé si lourdement les années d'avant-guerre ne pèse pas d'un poids moins redoutable sur l'avenir. Quelle place pourra et devra être faite au Communisme dans la vie politique française ? La question reste posée, et nous devons l'envisager d'autant plus franchement qu'un nouveau changement s'est produit dans la position soviétique, et qu'il s'est aussitôt répercuté, comme les précédents, sur le Communisme français.

Staline a été inopinément attaqué par Hitler. Staline est devenu l'allié des Démocraties anglo-saxonnes. La Russie soviétique combat aujourd'hui pour un enjeu qui comprend au premier chef la libération des pays opprimés par les armées hitlériennes, et par conséquent de la France. Un « Front Populaire » s'est reformé entre les peuples. Dans cette lutte, la Russie soviétique a stupéfié l'opinion universelle et forcé son admiration. Les penseurs qui imputaient au bolchevisme, comme un crime irrémissible, la perversion et la dégradation de l'individu humain, sont désormais tenus, s'ils sont honnêtes, de reviser leur sentence. Certes, le bolchevisme a détruit, dans la mesure où ils existaient en Russie, le sens des libertés personnelles, l'indépendance critique, le scrupule intellectuel et moral ; mais il a préservé, ou même exalté le courage et l'esprit de sacrifice ; il a créé une foi. Comme le peuple des paysans français pendant la Terreur, le peuple russe est attaché au régime qu'il subit, parce qu'il a gardé l'horreur du régime que le bolchevisme a renversé, et il considère comme ses ennemis ceux qui prétendent le délivrer. En France, la soumission idolâtre à Staline coïncide une fois de plus, comme en 1935, comme à la veille de Munich, avec les directions du patriotisme national, et elle ne se traduit plus cette fois par des paroles vaines et des excitations suspectes. Les Communistes français exposent leur vie ; ils sont au premier rang dans la répression comme dans la résistance ; c'est parmi eux, comme parmi les Juifs, que Hitler choisit ses otages et ses victimes. Au lendemain de la victoire, on se rendra compte que la nouvelle unité nationale fut en partie cimentée de leur sang ; comment fera-t-on pour les en exclure ? Et cependant le problème n'aura pas été résolu ; on se trouvera toujours face à face avec l'insupportable anomalie que représente l'insertion dans la vie politique française d'un parti nationaliste étranger. Pour que le Commu-

nisme français, en dépit de ses états de service, soit toléré comme un élément assimilable dans l'organisme national, pour qu'il puisse reprendre sa place intégrante dans la vie publique, il faudra de toute nécessité qu'un changement radical soit survenu, soit dans la nature du lien qui l'unit à la Russie soviétique, soit dans la nature des rapports qui uniront la Russie soviétique à la communauté européenne. Il faudra que le Communisme français se dégage de la Russie soviétique ou que la Russie soviétique s'engage envers l'Europe, peut-être même l'un et l'autre.

A défaut de ce changement, la France se retrouverait nécessairement en proie aux difficultés intestines dont elle a souffert, mais y a-t-il excès d'optimisme à le prévoir et à l'escompter ? De même que le Communisme français était strictement dépendant du bolchevisme russe, de même il existait chez nous des éléments rattachés au nazisme allemand ou au fascisme italien par un lien idéologique presque aussi étroit. Est-il chimérique d'espérer qu'au feu de la guerre, des souffrances communes, de la libération finale, toutes ces plaies se seront cautérisées à la fois, et qu'il ne restera plus en France que des Français libres ? N'est-il pas vraisemblable que, pour faire front à l'agression hitlérienne, la Russie soviétique aura dû, de son côté, modifier peu à peu l'esprit de son régime intérieur ? Je compte fermement, quant à moi, qu'après la disparition des dictatures totalitaires, après la victoire des Démocraties anglo-saxonnes — victoire à laquelle elle aura héroïquement participé, mais à laquelle elle aura dû son propre salut — la Russie se trouvera nécessairement intégrée dans une communauté, dans une fédération européennes. A mesure que se consolidera entre les États, la charte de coopération et d'émulation pacifiques qui sera le véritable Traité de Paris, à mesure que se dégageront les intérêts idéaux et matériels qui leur sont communs, la Russie soviétique perdra le caractère d'une puissance étrangère à l'Europe, et le Communisme français perdra le caractère d'une secte étrangère à la nation.

CHAPITRE SIXIÈME

TROUBLE équivoque vis-à-vis du problème de la guerre, confusion avec le Communisme entaché de trahison, ces deux causes suffisent à faire comprendre comment le Socialisme a été rejeté d'une suite d'événements qui auraient dû logiquement le porter au pouvoir tombé en déshérence. Mais l'absence socialiste, et par conséquent l'absence populaire, n'avaient-elles pas encore d'autres raisons ? Sans doute, et le mal n'est pas encore sondé jusqu'au fond. J'ai affirmé que le peuple militant des travailleurs, et le Socialisme qui en était l'expression naturelle, avaient fourni un modèle de discipline organique, de maturité politique, de propension et d'aptitude à l'éducation rationnelle. Je l'atteste encore. Je récusé et je rejette l'accusation partialement articulée contre l'un et l'autre, d'avoir développé, côte à côte avec la corruption bourgeoise, une corruption populaire d'un autre ordre, d'avoir grossièrement réduit le progrès à la conquête d'avantages matériels, d'avoir cultivé la paresse et l'égoïsme par la recherche impatiente du bien-être, en un mot et pour reprendre la formule la plus accréditée, d'avoir altéré le sens du devoir par la revendication exclusive des droits. On se plaît à répéter, par exemple, que les lois sociales de 1936, en diminuant la durée hebdomadaire du travail, en rehaussant le taux des salaires, en introduisant la notion et la pratique du loisir, avaient provoqué une perversion morale de la classe ouvrière. On aurait tort d'oublier que ces lois, dont il est aisé de médire après coup, ont été la rançon d'une guerre civile ; mais, en tout état de cause, ce qui pervertit la moralité ouvrière, ce n'est pas le loisir, ce n'est pas la journée de travail plus courte ou le salaire plus élevé, c'est le chômage et la misère. Le loisir n'est pas la paresse, c'est le repos après le travail. L'organisation du loisir, l'accroissement du pouvoir d'achat des salaires permettent à la famille ouvrière d'entretenir la santé par l'exercice, et la bonne humeur par le sport, d'augmenter la part laissée aux occupations et aux affections domestiques ; ils permettront quelque jour à la mère de se consacrer tout entière à son foyer, c'est-à-dire qu'ils renforcent simultanément tous les facteurs moraux de l'existence. On s'est beaucoup diverti de la semaine des deux dimanches. Ce n'était peut-être pas un spectacle élégant que ce cortège de jeunes couples, de ménages et d'enfants dont les tandems, les voi-

turettes couvraient les routes, pendant le week-end, dans le rayon des grandes villes, que ces campements et ces déjeuners sur l'herbe à la lisière des bois, — moins élégant à coup sûr que le terrain de golf où se rassemblaient les patrons à la même heure, — mais c'était un spectacle moral, et aussi un spectacle réconfortant. C'est ainsi qu'une race se refait, se rajeunit, car il n'y a pas de joie au travail sans la joie de vivre.

S'il faut prendre le problème de plus haut, osera-t-on contester, même en se cantonnant dans la conception capitaliste de la société, qu'un progrès régulier de la condition ouvrière doive nécessairement répondre au progrès continu de la science ou de la technique ? L'industrie moderne permet de créer dans un temps constamment réduit une quantité de produits constamment croissante. Dans cet enrichissement collectif, pourra-t-on refuser au salarié sa modique part, et en quoi cette part peut-elle consister, sinon dans la réduction de la durée normale du travail et dans le rehaussement du taux normal du salaire ? C'est là son obole, et on ne saurait l'en frustrer sans le plus inique abus de la force. Quand le salarié la réclame, on s'écrie qu'il est dépravé par « l'esprit revendicatif ». Il ne la réclamerait pas si on avait songé d'abord à la lui offrir. La bourgeoisie serait vraiment mal venue à s'étonner et à s'indigner de la « prédominance de l'esprit revendicatif » chez les salariés de toute espèce. C'est la revendication qui a provoqué chez eux le premier éveil de conscience ; ils se sont groupés d'abord pour revendiquer, pour se défendre contre la loi d'airain qui réglait leur labeur et leur salaire non pas sur l'état de l'enrichissement collectif, non pas sur le coût de la subsistance vitale, mais sur la loi de l'offre et de la demande, sur le cours de l'unité humaine au marché du travail. Sait-on ce qu'est le budget d'un ouvrier d'industrie ou d'un ouvrier agricole ? Se représente-t-on comment la moindre réduction d'un salaire horaire se répercute sur la vie de chacun des membres de la famille ? On les accuse de ne pas s'être souvenus suffisamment de leurs devoirs ; mais n'avait-on pas commencé par oublier leurs droits ? Durant une longue suite de siècles les travailleurs n'ont connu et on n'a connu pour eux que des devoirs, imposés par la nécessité de vivre, par la force coercitive de la Société, par la force persuasive de la Religion. Ce qu'ils appellent leur émancipation a consisté dans la conquête laborieuse de leurs droits méconnus, et cette conquête n'est pas achevée. Il n'y a pas de droits sans devoirs, dit-on ; sans doute, mais il n'y a pas non plus de devoirs sans droits. Comment s'étonner que cette solidarité synoptique, si longtemps déniée contre eux, ne soit pas toujours présente à leurs esprits ? Est-elle toujours si exactement observée par ceux qui n'ont jamais été privés de leurs droits, et dont les droits ressemblent encore aujourd'hui à des privilèges ?...

Tout ce que je dis là est certain ; tout ce que j'avance est irréfu-

table... et pourtant, lorsque je descends au plus profond de moi-même, un mouvement intérieur, je dirai presque une souffrance secrète, m'avertit que je viens de toucher une des racines profondes du mal. Du point de vue de l'équité distributive, tous mes arguments, toutes mes prises d'acte restent valables. On n'a pas le droit de parler de perversion populaire à côté de la démoralisation bourgeoise; on n'a pas le droit de charger de ce lourd grief la masse des travailleurs, le cadre des militants socialistes et syndicalistes, ni même leurs chefs responsables. A supposer que sur tel ou tel terrain, dans telle ou telle conjoncture, on parvint à relever contre eux un excès d'exigence ou d'âpreté, ils seraient cent fois excusables. Tenons cela pour acquis. Mais le problème véritable n'est pas là; il s'agit exactement de savoir pourquoi, au moment où l'effondrement de la bourgeoisie créait une vacance du pouvoir, le peuple des travailleurs, par l'intermédiaire de ses représentants légitimes, ne s'est pas saisi de la succession ouverte. Or, de ce point de vue une innocence négative n'était pas assez. Le fait que le peuple des travailleurs ne fût pas coupable des fautes qu'on faisait peser sur lui, ne suffisait pas pour le rendre digne de la mission de souveraineté qui s'offrait à lui. La bourgeoisie s'effondrait parce qu'elle s'était révélée indigne de son rôle; il fallait que la classe ouvrière apparût entièrement digne du sien. La souveraineté implique une supériorité. La moralité de la classe ouvrière pouvait bien être demeurée intacte, mais il aurait fallu par surcroît que sa supériorité morale fût éclatante, et voilà ce qui a manqué. Il a manqué pour entraîner la nation, une générosité, une magnanimité, une prestance idéale, une évidence de désintéressement et de sacrifice à l'intérêt collectif, tout ce que Nietzsche appelle quelque part « le grand style dans la morale », tout ce par quoi la morale touche à la religion et la propagande à l'apostolat.

★

Je voudrais, cette fois encore, faire saisir ma pensée par des applications plus précises. Le Gouvernement de « Front Populaire » issu des élections de 1936, avait fait voter des lois qui réduisaient la durée du travail, qui, par le jeu des contrats collectifs, consolidaient la hausse des salaires, consacraient l'organisation syndicale, habilitaient les délégués ouvriers à l'intérieur des entreprises. En même temps, placé face à face avec la menace des armements hitlériens, constatant que rien n'avait été fait ni même sérieusement essayé depuis la fin de l'autre guerre pour renouveler l'appareil militaire de la France, il avait engagé un vaste et méthodique programme de fabrications. Les deux œuvres devaient être menées simultanément, sans se nuire aucunement l'une à l'autre, et d'ailleurs lorsque les besoins de la Défense nationale entraient en cause, la législation sociale prévoyait

et permettait toutes les dérogations. Cependant l'opinion publique a pu redouter que l'exécution du programme fût entravée par le jeu de la législation. Sans doute cette crainte a-t-elle été propagée et exagérée avec malveillance. La preuve en est que le programme de 1936, bien qu'élargi en cours de route, n'a subi aucun retard : bien loin de là, au moment où la France est entrée en guerre, contrairement à tout ce qu'on ne cesse de répéter dans le pays et hors du pays, la réalisation du programme était en avance sensible sur les prévisions; l'armée française disposait déjà de « matériels modernes » en quantité assez abondante pour se trouver — sous le rapport de la quantité — en état d'« égalité honorable » avec l'armée allemande, et c'est ce qui explique d'ailleurs que ses chefs aient envisagé l'entrée en guerre sans plus d'appréhension. Mais quel qu'ait été le résultat final et global, les difficultés auxquelles l'exécution du programme s'était heurtée en ce qui concerne la main-d'œuvre n'en étaient pas moins réelles. Des heures supplémentaires avaient été chicanées ou refusées par les syndicats, bien qu'elles dussent s'appliquer à des fabrications urgentes; l'agitation avait persisté dans beaucoup d'usines; le rendement horaire avait fléchi.

Quand on s'adressait aux ouvriers en leur reprochant de méconnaître l'esprit des lois nouvelles ils répondaient : « Si nous en défendons la lettre avec tant d'intransigeance, c'est que nous les sentons menacées : le patronat ne s'y est pas soumis de bonne foi; il exploite les besoins de la Défense nationale pour les étrangler. On nous demande un effort de travail, mais les patrons ont-ils fait de leur côté un effort de méthode, d'organisation, d'investissement? Ont-ils édifié de nouveaux bâtiments, installé de nouvelles machines, démultiplié les équipes, formé des spécialistes? Non, ils ont eu peur d'entreprendre, peur de risquer, peur de gagner moins avec les commandes de l'État qu'avec les commandes du marché normal. Et c'est à nous qu'on vient demander de combler les lacunes ou les retards dus à cette impéritie par des sacrifices qu'on retournera demain contre nous! Pourquoi ferions-nous seuls les frais de l'effort commun?... ». Et quand ils tenaient ce langage, ils avaient raison pour une large part; presque tout ce qu'ils articulaient était exact. Sur le plan de l'équité distributive, il n'y avait aucun reproche à leur adresser. Ils n'étaient aucunement coupables; mais se montraient-ils dignes de la mission conductrice qu'ils s'attribuaient? Ils dénonçaient justement chez les patrons le calcul du profit, l'appréhension de la perte, et ce sentiment qui altère plus que tout autre le cœur humain, la peur d'être dupe d'une intention généreuse, mais n'avaient-ils pas cédé aux mêmes mobiles vulgaires? En tirant argument de toute cette mesquinerie bourgeoise, ils se plaçaient au même niveau que la bourgeoisie, tandis qu'il fallait s'élever au-dessus d'elle. C'est de cette mesquinerie que la bourgeoisie mourait en tant que classe dirigeante :

il fallait s'en montrer exempt pour la remplacer. « Oui, nous allons faire joyeusement ce dont on nous prie. Nous n'ignorons rien; nous voyons clair. Nous savons à quelles fautes doit parer notre don tardif, nous savons qu'il restera vain si, comme nous, le patronat ne va pas au-delà de son devoir. N'importe, nous ne marchanderons pas, nous autres, nous n'ergotons pas; nous donnons l'exemple humiliant qu'il faudra bien suivre. Vous, bourgeois, faites passer vos calculs et vos manigances avant la nécessité commune, pas nous... » Voilà le langage qu'il fallait tenir pour se montrer dignes. Le cri national aurait appelé ou accueilli la classe ouvrière, pourvu qu'elle écrasât la médiocrité bourgeoise sous sa noblesse, qu'elle s'imposât par la grandeur.

Ce que je viens de dire des fabrications de guerre s'appliquerait aussi bien à d'autres cas analogues, par exemple aux travaux de l'Exposition de 1937, mais je préfère choisir mon second exemple dans un domaine différent. Depuis la guerre de 14-18 et le Traité de Versailles, l'idée de la paix avait pris une place prépondérante dans la propagande socialiste et syndicaliste. Il n'en pouvait être autrement : l'atroce vanité de la guerre n'était jamais apparue avec une évidence plus cruelle; l'héroïsme, l'hécatombe, la victoire n'avaient abouti qu'à une déception infinie. Mais quels thèmes employait la propagande pacifiste telle qu'elle était conduite par les syndicats d'instituteurs ou par d'importants éléments du Parti socialiste? Elle se fondait surtout sur le caractère sacré de la vie individuelle. C'est une notion très pure, très élevée, qui a servi et sert encore de principe à des civilisations entières, mais à condition qu'elle se traduise par le précepte : « N'attende jamais volontairement à aucune existence » et non par l'*impératif* : « Avant tout, sauve ta peau. » L'homme doit savoir le prix de la vie, il doit savoir la subordonner à des fins idéales, qui sont des fins collectives : la Justice, la Liberté humaine, l'Indépendance nationale, la Paix elle-même, car la Paix se place au nombre des fins nécessaires de l'Humanité, et peut-être est-elle la plus nécessaire de toutes, en ce sens qu'elle est la condition de presque toutes les autres. Cette subordination s'appelle pratiquement le sacrifice, et une propagande révolutionnaire qui ne sait plus l'enseigner s'abaisse et se vulgarise; elle peut se traîner encore pendant les temps ordinaires, elle n'est plus au niveau des jours de tension, d'angoisse, de péril.

L'expérience enseigne qu'aux moments redoutables de sa vie l'homme ne la sauve qu'en la risquant. De même, une propagande noble aurait montré que, devant une Europe redevenue dangereuse, on ne pouvait préserver la paix qu'en risquant volontairement et courageusement la guerre. Le Traité de Versailles n'avait pas désarmé l'Europe; la Révolution hitlérienne l'avait réarmée. Or, dans une Europe en armes, il n'existait pas d'autre moyen de sub-

juger la guerre qu'un système armé d'assistance mutuelle, et les pactes d'assistance ne pouvaient être efficaces que si chacun des peuples qui les avait conclus se montrait résolu à honorer sa signature de son sang. On répétait : « Nous ne mourrons pas pour Dantzig », mais mourir pour Dantzig signifiait mourir pour la paix, et on ne pouvait pas sauver la paix sans être résolu à mourir pour elle... Ainsi socialistes et syndicalistes avaient eu grandement raison de prêcher la paix, mais ils l'avaient rabaisée et s'étaient rabaisés eux-mêmes par un ton de faux bon sens et d'égoïsme. Le courage et l'esprit de sacrifice ne sont pas des survivances barbares; ce qui est barbare, c'est l'objet auquel l'Humanité les applique encore. Il faut cultiver précieusement ces grandes vertus viriles; on ne construira pas un autre avenir sans elles; c'est à elles qu'une nation, dans les crises de son histoire, reconnaîtra toujours ses chefs.

★

Quand un orateur socialiste haranguait une foule ouvrière, il était rare qu'il n'achevât pas par une exhortation dont voici à peu près le thème : « Ouvrier, nous t'appelons à t'enrôler dans nos rangs, mais venant à nous, tu dois savoir quels engagements tu contractes. Tu t'obliges à être partout le meilleur, à être pour tous un modèle. Tu dois donner dans ta conduite l'exemple de la dignité; tu dois donner à l'atelier l'exemple de l'habileté et de la conscience. La façon de vivre et de travailler de chaque militant possède une valeur de propagande pour le Parti tout entier. Aide-nous à prouver à nos adversaires qu'en cherchant à faire des travailleurs libres, nous faisons des hommes meilleurs... » Ce que le Socialisme avait compris pour chacun de ses militants, il ne l'avait pas compris assez clairement pour lui-même. Lui aussi, dans son action publique, dans son inspiration politique, dans la justification spirituelle de sa doctrine devait se montrer le plus digne, le plus noble, le meilleur, lui aussi, pour les autres partis et pour la nation tout entière, devait être un modèle et un exemple. Nous devons donner l'exemple de la fierté, du désintéressement absolu, de la grandeur d'âme qui sont l'apanage des forces jeunes. Nous devons viser toujours les objets les plus hauts, exclure toujours les moyens vils ou médiocres, même ceux dont on usait contre nous. Pas d'agression parce qu'on nous attaquait; pas d'insultes parce qu'on nous insultait; nous n'étions pas comme les autres, nous n'étions pas sur le même plan, au même échelon humain, et tout en nous devait le faire apparaître. Nous ne devons pas seulement persuader la raison, tâche nécessaire mais non suffisante; nous devons toucher le sentiment et exalter l'imagination.

Je m'interroge après tant d'années vouées à l'action, après tant de mois occupés par une méditation scrupuleuse : n'est-ce pas la

faute des chefs que s'était donnés la classe ouvrière? Ont-ils pleinement compris leur mission? Ont-ils entièrement rempli leur devoir? Avions-nous suffisamment pénétré le sens de l'effort par lequel Jaurès avait transformé la déduction marxiste? Marx avait fourni à la volonté de lutte ouvrière le plus tonique, le plus puissant des réconforts; je veux dire la conviction qu'une fatalité de l'histoire travaillait pour elle. Mais ce qui est fatal n'est pas nécessairement juste, n'est pas nécessairement satisfaisant pour la raison critique et pour la conscience morale. Jaurès alors avait montré que la Révolution sociale n'est pas seulement la conséquence inéluctable de l'évolution économique mais qu'elle serait en même temps le terme d'une exigence éternelle de la raison et de la conscience humaines. C'est donc le Socialisme qui apporterait leur satisfaction complète et leur justification exacte aux devises glorieuses de la Révolution française : Droits de l'Homme et du Citoyen, Liberté, Égalité, Fraternité. C'est par lui que pourrait s'exalter et triompher cet héroïsme démocratique dont les luttes ont rempli l'Europe et le monde pendant un siècle. La conception matérialiste de l'histoire s'imprégnait ainsi de tout l'idéalisme républicain et humain.

Dans notre propagande quotidienne, avions-nous fait une part assez large à cette prédication idéale? Avions-nous assez clairement répudié tout recours aux instincts grossiers de l'animal humain, à la brutalité, à la méchanceté, à l'envie pour invoquer seulement les sentiments les plus nobles de l'âme humaine, son besoin inné de justice, de sympathie, de fraternité? L'argument banal : « Il est vain de changer les institutions sociales tant qu'on n'aura pas changé la *mentalité* de l'individu » est un moyen trop commode de différer jusqu'à un avenir indéfini les transformations nécessaires. Mais avons-nous fait ce qui dépendait de nous pour améliorer l'individu humain, l'unité humaine, en même temps que nous nous efforcions de transformer la société; avons-nous mené de front, comme nous le devons, les deux tâches, en les pénétrant l'une de l'autre, en appuyant l'une sur l'autre? Je me pose ces questions à moi-même; bien que ma conscience personnelle ne m'adresse pas de trop durs reproches, je n'ose pas formuler une réponse catégorique. Les premiers temps de la propagande socialiste, qui n'était pourtant qu'une sorte de mêlée fauve et implacable, avaient marqué moralement plus de grandeur. On avait lutté contre le danger et dans l'abnégation de chaque jour; le sacrifice exaltait la foi. Jaurès encore avait vécu sous la menace permanente de la prison et de l'assassinat. Le danger avait à peu près disparu, et la foi s'était amortie. Nous étions devenus trop forts, trop prudents; nous nous étions peu à peu coulés dans le moule de la vie ordinaire. Il y avait en nous quelque chose de trop « arrivé ». A l'heure où la nation attendait un cri d'appel, un cri de ralliement, il ne pouvait pas sortir de nos rangs une grande voix.

★

Un penseur anglais dont le système offre quelque parenté avec celui de Marx, a soutenu que, dans le progrès de l'histoire, les forces morales ne jouaient qu'un rôle négligeable. Les forces intellectuelles, celles précisément qui déterminent l'évolution matérielle, représenteraient selon lui l'unique facteur appréciable de l'évolution. L'Humanité, dit-il, vit depuis une trentaine de siècles sur le même fonds à peu près permanent de notions morales qui se retrouvent presque identiquement dans toutes les religions et dans toutes les philosophies. Comme cependant l'Humanité a singulièrement changé dans cet intervalle, il faudrait bien en conclure que ses variations ne dépendent pas d'un facteur pratiquement invariable. Je ne m'inscris pas en faux contre cette théorie qui enferme sans doute une part de vérité. Il se peut fort bien que l'idée du progrès continu soit aussi étrangère à la morale qu'elle l'est, par exemple, à l'art, alors que pour l'intellectualité pure, pour la science et pour la technicité, elle revêt le caractère d'une loi absolue. Mais, s'il n'y a pas de progrès parallèle, on doit convenir tout au moins que la constance et la permanence d'une certaine atmosphère morale restent l'une des conditions nécessaires du progrès intellectuel. Cet ensemble de convictions et de croyances, qui forme en effet depuis les origines de notre civilisation le fonds commun de l'Humanité, est le milieu vital en dehors duquel le progrès intellectuel et par conséquent le progrès matériel n'auraient pu se développer. On peut concevoir aisément que le progrès intellectuel ne corresponde pas à un progrès moral, mais on a peine à imaginer qu'une régression morale n'entraîne pas la régression intellectuelle de l'Humanité. C'est ce dont le nazisme hitlérien offre l'exemple. Dans une société qui a étouffé par principe les instincts de justice et de charité, rompu les liens de famille et de l'amitié, détruit le respect de la vie humaine, imposé comme des devoirs le fanatisme, la cruauté, la délation, dans une telle société le milieu constant qui avait protégé et couvé la progression de l'intelligence cesse tout à coup d'exister, et ce qui avait grandi jusqu'alors avorte. La régression vers une moralité barbare entraîne peu à peu le retour à une pensée barbare et à une vie barbare. Nous n'avons pas su profiter de l'enseignement que nous administrait sous nos yeux « l'ivrogne ».

CHAPITRE SEPTIÈME

Je me bornerai maintenant, pour achever, à rassembler et à ordonner les conclusions auxquelles m'ont successivement conduit les réflexions qu'on vient de lire.

Une classe dirigeante et un système politique ont cédé sous le choc révolutionnaire des événements. Cela est arrivé déjà sans que la France en pâtisse; l'aristocratie féodale a disparu; la Royauté de Droit divin a disparu. Mais la tâche immédiate est d'ériger des institutions nouvelles, puisqu'une nation ne peut vivre sans lois. Le principe sur lequel ces institutions reposeront nécessairement n'a rien de nouveau. Il est donné; il est connu. La Guerre universelle s'achèvera selon l'espoir à peu près unanime des Français, par la victoire universelle de la Démocratie. Le pouvoir constitutionnel se pose donc dans des termes relativement simples. La fausse et débile démocratie bourgeoise s'est effondrée; il s'agit de construire une démocratie vraie, une démocratie qui ne soit pas une démocratie bourgeoise, mais une démocratie populaire, qui ne soit pas une démocratie débile, mais une démocratie énergique et efficace. Voilà le premier point.

Je ne suis pas un fabricant de Constitutions; je laisse ce travail aux spécialistes. J'ai établi, chemin faisant, deux vérités que je crois incontestables : la première, que le gouvernement parlementaire n'est pas la forme unique, ni même la forme pure de la Démocratie; la seconde, que les vices tant de fois reprochés au Parlementarisme français ne représentaient en réalité que des travers ou des tares de la bourgeoisie française. Mais je n'essaierai pas de rechercher ici quelle place le principe parlementaire ou représentatif devra conserver dans une Démocratie populaire. J'affirmerai seulement ceci : quelle que soit la part faite aux Chambres dans l'économie générale de la République future, il ne peut être question d'attenter ni au principe électif ni à la loi du Suffrage universel qui est le symbole même de la démocratie. Pour les éliminer, il faudrait extirper jusqu'aux racines de l'esprit public en France. Par contre, ce qui ne survivra probablement pas à l'expérience bourgeoise prolongée pendant plus d'un siècle, c'est le régime représentatif proprement dit, c'est-à-dire la délégation intégrale de la souveraineté populaire à la Chambre élue et sa concentration dans les assemblées législatives.

J'incline, pour ma part, vers les systèmes du type américain ou helvétique, qui se fondent sur la séparation et l'équilibre des pouvoirs, par conséquent sur le partage de la souveraineté, et assurent au pouvoir exécutif, dans sa sphère propre d'action, une autorité indépendante et continue. Ces systèmes créent des pouvoirs stables et ont par surcroît le grand mérite de substituer la notion réelle du contrôle à la notion un peu illusoire de la responsabilité, qui a toujours joué un trop grand rôle dans notre pays. Je souhaiterais que, comme aux États-Unis et en Suisse, cette conception du pouvoir central s'assortît d'un énergique mouvement centrifuge allant jusqu'à une sorte de fédéralisme : le terme ne m'a jamais fait peur. L'État américain ou le Canton suisse conservent une part de la souveraineté démocratique; ils entretiennent une vie locale; l'homme de bonne volonté peut y trouver sur place l'emploi d'une activité libre et utile : c'est en ce sens qu'il est permis de rappeler les provinces de la vieille France. J'ai toujours été attiré, d'autre part, par les idées que formulait Rathenau au lendemain du désastre allemand en 1918 : la déconcentration de l'État me paraît aussi nécessaire que sa décentralisation, ce qui signifie qu'une seule autorité exécutive, qu'un seul pouvoir législatif ne peuvent plus vaquer à toutes les fonctions nécessaires de l'État moderne et qu'il faudrait raisonnablement prévoir autour des organes centraux, chargés avant tout d'un rôle d'orientation et de coordination, la gravitation de petits États satellites doués chacun d'une certaine indépendance de mouvement. L'Allemagne totalitaire a réalisé en partie cette vue : il existe un Führer allemand, mais il existe des führer locaux pour chaque région, et, pour chacune des grandes parties de l'État, des führer spéciaux disposant d'une large autonomie. Le problème serait alors de rétablir sur le plan démocratique ce que le Reich hitlérien a construit sur le plan de l'autocratie personnelle. Mais je ne veux pas m'appesantir plus longtemps sur cet ordre de discussions. On peut disputer sur les données du problème; on ne peut pas disputer utilement sur ses solutions. La France devra les déterminer elle-même.

★

Ma seconde conclusion est que cette démocratie populaire ne peut être et ne sera qu'une Démocratie sociale. Là est la condition de toute stabilité future. On ne saurait concevoir raisonnablement de divorce entre le pouvoir politique et la puissance économique. La bourgeoisie avait tiré son pouvoir politique de sa puissance économique. Elle est aujourd'hui déchu de son privilège politique. Si elle conservait cependant le privilège économique, qu'elle ne s'est pas montrée moins incapable d'exploiter pour le bien commun, la France resterait exposée aux plus périlleuses vicissitudes. On

pourrait prédire presque à coup sûr une nouvelle période d'agitation et d'impuissance, une nouvelle suite de secousses et peut-être de révolutions. La bourgeoisie n'exerce son privilège économique qu'avec une débilité hésitante et maladroite, mais elle le possède encore formellement, juridiquement. Il faut rétablir l'harmonie. Il faut procéder à une expropriation légale, progressive, amiable mais inéluctable, — expropriation qui ne sera réellement qu'une appropriation. Nous devons transposer aujourd'hui la vieille formule des Thiers et des Dufaure : la République populaire sera une République sociale ou elle ne sera pas.

Comment d'ailleurs se débarrasser du problème social quand il est posé par la nécessité des choses ? Pourra-t-on tolérer demain que des hommes manquent de leur subsistance nécessaire, d'un logis sain, des moyens de protéger leur famille contre la faim, le froid, la maladie, le vice ? Cela est-il supportable ? Les générations nouvelles acceptent-elles de vivre côte à côte avec les fléaux sociaux en les subissant comme une fatalité naturelle ? Non, sans doute ; elles sont résolues à les affronter face à face, à s'en rendre enfin maîtresses : c'est le travail héroïque qu'elles s'assignent. Mais comment songer seulement à les extirper si l'on s'installe sur un autre plan que celui de la démocratie sociale ? Toute solution impliquant l'abolition du salariat — c'est-à-dire du rapport d'autorité et de dépendance créé par l'achat et la vente du travail — s'acheminera nécessairement vers un système où les producteurs de tout ordre, chacun suivant leur capacité utile, seront associés dans la création et la consommation des richesses ; et ainsi la société, qu'elle prenne conscience ou non de son voyage, se transportera en plein régime collectiviste. Il est aisé de laisser tomber du bout de ses lèvres des formules telles que l'abolition du salariat, mais il faut bien voir ce que ces mots signifient. D'autre part, toute solution conçue dans les cadres de la société capitaliste et laissant par conséquent subsister le salariat, devra tout au moins reconnaître au travailleur le droit absolu à un salaire — j'entends le salaire qualifié de vital, celui qui suffit non seulement à la conservation physique de l'animal humain, mais à la vie d'un citoyen libre, et même, selon moi, à la vie de sa famille, car je soutiens que le salaire du mâle qui travaille doit assurer avec sa propre subsistance celle des siens, et je n'accepte aucunement que, pour entretenir le foyer, l'appoint fourni par le travail de la femme et des « gosses » doive obligatoirement, comme aujourd'hui, s'ajouter au salaire de l'homme. Nous voilà cette fois jetés en plein Socialisme d'État, puisque de toute évidence, la puissance de l'État devra se déployer pour définir, protéger, garantir la condition ouvrière. Le problème sera de faire passer dans la réalité sociale ces formules qui, vers 1848, prenaient l'air de devises révolutionnaires : droit à la vie, droit au travail, organisation du travail. Que l'on s'abandonne

à l'un ou à l'autre de ces deux courants, l'autorité politique sera parcellément conduite à assumer la tâche d'ordonnatrice et de régulatrice de la production. Dans un régime où l'insuffisance ou l'incohérence de la production équivaldrait à une guerre civile, l'autorité collective, quelle qu'en soit la forme, ne peut échapper à l'obligation de la soumettre à une conception et à une organisation d'ensemble, de la « planifier ».

D'autres problèmes se dressent alors qu'on ne saurait éluder davantage. Le progrès continu de la science et de la technique permet de produire en un temps constamment réduit une quantité de richesses constamment accrue. Ce progrès n'est la propriété exclusive de personne ; il est l'héritage anonyme et par conséquent le bien collectif de l'Humanité, puisqu'il contient et suppose tout le labeur accumulé des générations humaines. Le capitalisme bourgeois, inapte à étaler ce trop-plein de richesses sur la masse des consommateurs, s'en débarrasse à la faveur de crises périodiques et de « déflations systématiques ». Le progrès dans ses mains était devenu une occasion de profit démesuré pour quelques privilégiés ou quelques « chancards », mais une cause de chômage et de misère pour l'immense majorité des hommes. Le progrès appartient à tous ; il faudra bien, bon gré mal gré, finir par en tirer un bienfait pour tous. Les maîtres du jour ont beaucoup parlé de faire participer chaque travailleur aux bénéfices de l'entreprise qui l'emploie, ce qui ne signifie rien, mais il y a une participation à laquelle on n'échappera pas, celle qui intéresse la masse des travailleurs, c'est-à-dire la masse du peuple, aux bénéfices que réalise l'ensemble de la Société, chaque travailleur particulier percevant sa part du dividende sous forme d'extension nouvelle de son bien-être ou de réduction nouvelle de son travail.

D'autre part, l'accroissement de la production n'est pas seulement une affaire de laboratoires, de machines-outils et de méthodes « rationalisatrices ». Pour atteindre le plein d'une production possible, il faut encore que chaque poste soit rempli par le plus apte et par conséquent que chaque individu soit appliqué à la tâche pour laquelle sa vocation physique ou spirituelle le désignait le plus exactement. L'organisation du travail implique dans la plus large mesure une affectation, par conséquent une éducation et une sélection. Les nécessités mêmes de la production dirigeront ainsi la démocratie de demain vers l'instauration de l'égalité véritable, c'est-à-dire vers les ordres d'institutions que je tiens pour le but final et pour la raison suffisante de tout socialisme. L'égalité véritable ne méconnaît en rien les inégalités naturelles. Elle en tient compte au contraire ; elle les exploite. Elle consiste essentiellement dans l'utilisation exacte de chaque unité humaine, dans le rapport juste de chaque individu avec son affectation sociale, toutes les tâches étant tenues pour égale-

ment nobles, puisque toutes, en un sens, sont également utiles. Dans le capitalisme bourgeois, le passage d'une classe sociale à une autre était possible, et les exemples en étaient complaisamment exhibés. Il y avait des échanges entre les classes, mais ces échanges représentaient des accidents, non pas le jeu normal d'une loi. Qu'un ouvrier accédât à la propriété capitaliste, c'était un miracle; qu'un bourgeois retombât au salariat manuel, c'était une tragédie. La démocratie de demain devra tirer de chaque individu ce qu'il a de meilleur en employant ses particularités naturelles sans nulle distinction de classe, c'est-à-dire sans nulle considération pour la caste, le clan, la race ou la fortune qui caractérisaient sa personne, ses parents ou ses aïeux. Le fils d'un forgeron, si son talent l'y a destiné, pourra comme aujourd'hui, devenir ministre du peuple ou grand chef d'industrie. Mais le fils du grand chef ou du ministre, s'il n'est bon qu'à forger, sera forgeron.

Ces thèmes n'ont rien de neuf; ce sont ceux que la propagande socialiste ou syndicaliste développait dans le pays à la veille de la guerre. Dans un état donné de l'évolution matérielle, comme dans un état donné de la recherche scientifique, les mêmes problèmes se lèvent en effet devant tous les esprits. Le régime qui se qualifie de « Révolution nationale » proclame lui-même la nécessité de leur apporter une solution tout comme l'avaient proclamé avant lui le fascisme ou le nazisme. Mais je ne saurais répéter trop fermement que la France prétend la rechercher à l'intérieur et par les moyens d'une démocratie. Démocratie politique et démocratie sociale sont, en France tout au moins, des termes inséparables. La démocratie politique ne sera pas viable si elle ne s'épanouit pas en démocratie sociale; la démocratie sociale ne serait ni réelle ni stable, si elle ne se fondait pas sur une démocratie politique. Le peuple français ne saurait sacrifier les uns aux autres ni les grands idéaux humains définis en 89, ni les grands « impératifs » qui se sont dégagés depuis lors de la réalité matérielle; il veut combiner l'ordre économique et l'égalité sociale avec la liberté politique, civique, personnelle. L'œuvre est difficile; il entend cependant l'exécuter lui-même, en lui appliquant la souveraineté qu'il a conquise de haute lutte et dont il ne consentira pas à se départir. Il ne la recevrait pas toute faite de mains de maîtres qu'il n'a pas choisis et dont il ne reconnaît pas les titres. Il réclame la justice et ne demande pas une charité. Il sait d'ailleurs que la justice ne lui serait jamais dispensée que d'en haut comme un bienfait par un gouvernement « d'œuvres ». Il constate qu'au dehors les autocraties naziste et fasciste ont réduit le travail à une servilité machinale sans supprimer les privilèges de la propriété capitaliste. En France même, il s'aperçoit que les formules dont on cherche à l'éblouir, et dont l'application loyale entraînerait évidemment la destruction de toute la structure bourgeoise, sont maniées par des

bourgeois, imbus de la primauté de leur classe, et qui ne cherchent en fin de compte qu'à la préserver. Souveraineté politique du peuple et justice sociale sont donc deux notions et deux tâches indissolublement unies. La fondation d'une « Social-Démocratie » au sens plein de l'expression, espoir d'hier, devient le programme nécessaire de demain.

★

Tel est le second article de mes conclusions; voici le troisième. De même que la démocratie politique en France ne serait ni viable ni stable à moins de se développer en démocratie sociale, de même la Social-Démocratie française ne sera ni viable ni stable à moins de s'intégrer dans un ordre européen, ou pour mieux dire — puisque la présente guerre aura encore rétréci la place de l'Europe sur la carte du monde — dans un ordre humain, dans un ordre universel, démocratie implique démocratie sociale. Démocratie sociale implique, au sens le plus élevé du terme, Internationalisme. Sur ce point encore, on se trouvera vis-à-vis d'une déduction nécessaire, tirée de la force obligatoire des choses. L'instauration d'une Social-Démocratie suppose par définition un certain nombre de mesures transformant essentiellement soit la nature juridique de la propriété soit, à tout le moins, la condition ouvrière et la gestion économique. Or, il est évident que des mesures de cet ordre ne peuvent être appliquées sans trouble, sans dommage, ni même sans risque d'échec dans le cadre restreint de la nation isolée. Une économie nationale, aussi longtemps qu'elle reste ouverte aux lois de la concurrence et au courant des échanges, aussi longtemps qu'elle conserve le caractère d'un marché et qu'elle recherche des débouchés, est soumise à l'équilibre du milieu dans lequel elle est baignée, et qui n'est autre que l'économie universelle. Une loi commune, un usage commun s'imposent à elle, et si elle brave trop hardiment ce code universel, chaque infraction l'expose à de dures sanctions dans l'ordre commercial, dans l'ordre monétaire, et même, par voie de conséquence, dans l'ordre politique. Pour y échapper, il faut donc nécessairement, ou bien que la nation réformatrice ferme ses communications avec le dehors, coupe le courant normal de la concurrence et des échanges, et s'en-close rigoureusement dans les cadres d'une autarcie despotique, — comme ont fait la Russie soviétique et l'Allemagne nazie — ou bien qu'elle accepte de devenir la partie d'un tout et de loger son action propre dans une action de caractère universel. La France répugne à la première solution; elle devra donc appliquer toute sa volonté à faire prévaloir la seconde.

Si l'on veut se reporter de quelques années en arrière, on se rendra compte que le Gouvernement de « Front Populaire » à direction

socialiste constitué en France au milieu de 1936, s'est trouvé en face de ces alternatives, encore que son programme ne comprît pas de transformations sociales très profondes. Il s'est heurté sans doute à une sorte de mensonge politique, je veux dire qu'en dépit des apparences, il ne détenait pas la totalité du pouvoir légal, dont une bourgeoisie hostile continuait à occuper des éléments solides et puissants, mais la difficulté essentielle et presque insoluble a tenu précisément au fait que les changements apportés par lui dans la condition ouvrière et dans la structure sociale n'auraient pu s'accomplir avec aisance et sûreté que dans le cadre soit d'une organisation internationale soit d'une autarcie totalitaire. Pour le premier parti les circonstances n'étaient pas hélas! au point de maturité. Ah! s'il avait été possible d'imprimer à l'exemple français, comme dans les grands jours de 89, la vertu d'une inspiration communicative! S'il nous avait été donné d'allumer à nouveau dans l'Europe entière cette contagion enthousiaste que Michelet a décrite avec un lyrisme religieux. Bien loin de là, l'Europe était sceptique ou rebelle. Jamais, depuis les traités de Versailles, elle n'avait été plus éloignée de l'enthousiasme idéaliste ni par conséquent de l'union : il n'existait plus en elle ni cohérence, ni concorde de vues, ni confiance. Sourdement prête pour les batailles nouvelles, elle ne pouvait l'être pour la coopération et l'organisation solidaire. Quant au second parti, c'est-à-dire la prise en mains dictatoriale d'une économie fermée, il se trouvait interdit d'avance à un gouvernement dont l'un des objectifs était de ranimer en France, par opposition aux entreprises de type fasciste, les traditions, les passions et les pratiques de la démocratie. Le Gouvernement de « Front Populaire » se trouvait ainsi placé devant une contradiction intrinsèque qui n'offrait d'ailleurs absolument rien d'inconnu ou d'imprévu pour ses chefs, et à laquelle ils se sont, si j'ose dire, sacrifiés pour préserver le pays d'une crise sanglante. Je ne rappelle cet épisode passé que pour éclairer ma pensée et pour permettre de présager plus exactement l'avenir. Demain comme hier des tentatives inspirées du même esprit se heurteront au même obstacle. Demain, comme hier, l'intégration de l'œuvre nationale dans une organisation internationale, son ajustement dans une armature couvrant toutes les fractions de l'économie universelle parvenues au même stade d'évolution, fourniront l'unique solution satisfaisante, la seule en tout cas qui reste compatible avec les principes et les institutions de la Liberté.

On devra donc tenir pour acquis que toute démocratie sociale en France a pour fondement indispensable une structure internationale suffisamment solide. Sans cette base on s'efforcerait en vain de l'édifier, et, si l'on y réussissait par impossible, on ne parviendrait pas à la faire subsister. Elle resterait en effet à la merci de la première crise guerrière qui viendrait à nouveau déchirer l'Europe.

Elle succomberait, à peu près infailliblement, ainsi que le prouve l'histoire des vingt-cinq dernières années, soit aux atteintes directes de la guerre, soit à ses antécédences ou incidences, la victoire à cet égard n'engendrant pas des conséquences beaucoup moins pernicieuses que la défaite. Or, à défaut d'une organisation internationale suffisamment solide, comment écarter durablement la réalité ou la menace de la guerre, comment fonder durablement l'esprit de solidarité, comment créer cet ensemble de sentiments complexes qui en sont l'aliment nécessaire et qu'on rassemble sous le nom de « sécurité »? C'est aussi l'histoire des vingt-cinq dernières années qui nous enseigne qu'au lendemain même des grandes commotions universelles se place un moment de raison où de telles créations sont possibles, mais qu'à aucun prix il ne faut laisser échapper l'occasion, car elle passe vite, qu'il faut au contraire la saisir, s'y cramponner avec un élan, un raidissement d'espoir et de foi. Au lendemain d'une guerre générale, l'humanité entière voudrait que le fléau dont elle porte la meurtrissure toute fraîche eût paru sur la terre pour la dernière fois. Nous avons appris ce qu'il en coûte de ne pas fournir aussitôt à cette exigence à peu près unanime, la consistance, par conséquent la durée et l'efficacité. Si nous devions renouveler la même faute, la postérité ne nous pardonnerait pas cette récidive. Nous devons tenir à cet égard notre résolution et notre volonté toutes prêtes.

La guerre s'achèvera, bientôt peut-être. Elle s'achèvera infailliblement par la défaite, par l'écrasement des puissances de l'Axe. Mais cet écrasement ne suffira pas à créer les conditions d'une paix durable. Toute paix est plus ou moins un *Diktat*. Je ne me suis jamais associé à l'excessive sévérité qu'on a montrée aux auteurs des Traités de Versailles, car jamais, en aucune occasion de l'histoire, les représentants des puissances victorieuses ne firent un effort semblable pour fonder sur le Droit le statut nouveau créé par la force. Cependant les Traités de Versailles ont laissé après eux tout un héritage d'erreurs, d'absurdités, d'iniquités qui ont été payées par des torrents de sang. Je ne doute pas que les auteurs de la future Paix soient possédés plus intimement encore que les plénipotentiaires de Versailles par l'esprit d'équité, par la volonté de rechercher les fondements inébranlables de la Paix dans la justice, je dirai même dans la charité humaine. Cependant on peut être certain d'avance que la future Paix ne sera pas non plus irréprochable, qu'elle ne sera pas parfaite, qu'elle aussi laissera subsister après elle tout un lot de difficultés non résolues ou destinées à renaître, d'iniquités non réparées, ou réparées au prix d'iniquités nouvelles. Qu'on songe aux engagements pris au cours de la guerre, pour des nécessités de guerre, et qu'aura consolidés la victoire, aux revendications fondées sur le *statu quo ante*, sur les besoins stratégiques, sur les nécessités

tés d'accès à la mer; qu'on songe à toutes ces questions inextricables de races et de minorités ethniques, que Hitler tranchait si simplement par les exterminations ou les migrations forcées. Si l'esprit de guerre subsiste, s'il n'est pas chassé ou maîtrisé par des institutions de Paix, il est inévitable que les traités futurs laissent après eux des occasions, même légitimes, de réparation et de revanche. Il est inévitable que les problèmes territoriaux soient, tôt ou tard, évoqués à nouveau par la force, si la notion de frontière elle-même ne se dégrade pas peu à peu, ne se dépouille pas peu à peu de sa valeur actuelle par une incorporation suffisamment intime des nations dans un corps international, capable d'ailleurs de redresser des erreurs trop patentes ou d'adapter le statut légal à des situations de fait trop profondément transformées. On peut l'affirmer à la face du monde avec une conviction inflexible, imperturbable : il faut que de cette guerre sortent enfin des institutions internationales foncièrement solides, un pouvoir international entièrement efficace, ou bien elle non plus ne sera pas la dernière. L'Europe et le monde seront de nouveau livrés au fléau. Quant à l'édifice de la démocratie, politique ou sociale, nationale ou internationale, il sera de nouveau exposé à la ruine, et cette fois, peut-être sans retour.

★

Organisation internationale, ordre européen, ces formules sont aujourd'hui sur toutes les bouches. Les dictateurs totalitaires et leur équipe ne prononcent pas un discours, ne lancent pas un message, sans invoquer l'Ordre européen. En France, les hommes de l'Armistice, ses théoriciens, ses praticiens, ses apologistes ne se lassent pas de nous remontrer qu'ils ont trahi la France pour être fidèles à l'Europe, et par là même au Socialisme international. Ai-je besoin de répéter avec quelle horreur je répudie l'abominable abus de ces formules dérobées à notre vocabulaire? Quand Hitler et Goebbels parlent d'organiser l'Europe, quand les « collaborateurs » français leur font écho, on sait ce qu'ils entendent et ce qu'ils exigent. Leur ordre européen n'est rien d'autre, dans la réalité actuelle, que l'utilisation de toutes les ressources européennes, c'est-à-dire leur compression et leur extorsion, pour les besoins de la Guerre que les puissances de l'Axe poursuivent, et leur organisation de l'Europe n'est rien d'autre, dans la réalité de demain, que son asservissement absolu à la domination hitlérienne. Les mêmes mots en viennent ainsi à désigner des idées directement contradictoires. Quand nous disons « ordre européen », nous pensons à la paix et non à la guerre, quand nous disons « organisation européenne », nous pensons non pas à un assujettissement commun sous une hégémonie tyrannique, mais à une fédération égale de nations libres, Société des Nations!

Avouons que la formule de 1919 était belle. Reconnaissons, sans céder à des railleries trop banales, qu'il faut recourir aujourd'hui à la même inspiration.

La Société des Nations, telle que l'avaient simultanément conçue à la fin de l'autre guerre tous les grands démocrates des deux mondes, était une création magnanime et magnifique. Je porte ce jugement malgré son échec que je ne cherche pas à pallier; je maintiens qu'en dépit de cet échec elle suffirait à elle seule pour imposer le respect des sociétés politiques au sein desquelles elle a été conçue, et j'ajoute que de cet échec, qui fut une expérience, le monde devra tirer demain la leçon. La Société des Nations instaurée par les Traités de Versailles a échoué parce que de grandes puissances indispensables comme la Russie et les États-Unis lui ont manqué dès le départ, parce que ses fondateurs, pour désarmer certaines préventions ou certaines craintes, n'avaient pas osé la doter des organes et de la puissance vitale que sa fonction exigeait, parce qu'elle n'était pas une grande Souveraineté, distincte des souverainetés nationales et supérieure à elles, parce qu'elle ne possédait pour faire exécuter ses décisions, ni une autorité politique ni une force matérielle qui prévalût sur celle des États, parce que ses attributions limitées et intermittentes ne lui permettaient pas d'épouser tous les modes des activités nationales. A l'appui de chacun de ces articles, il serait aisé d'apporter les arguments et les faits. Qu'on prenne le contrepied de chacun d'eux et on obtiendra les principes dont l'application permettra d'obtenir cette fois un Corps international vivace et efficace. Il faut que toutes les grandes puissances, les États-Unis et la Russie au premier chef, soient parties au nouveau Pacte. Il faut que le Corps international soit pourvu des organes et de la puissance qui lui permettront de remplir sa fonction; je veux dire qu'il soit franchement et hardiment installé comme un État suprême, sur un plan dominant les souverainetés nationales, et que par conséquent les nations associées concèdent d'avance, dans toute la mesure où l'exigera cette Souveraineté supérieure, la limitation ou la subordination de leur propre souveraineté particulière. Il faut que le Corps international soit mis en état d'imposer l'exécution de ses sentences aux nations réfractaires, ce qui comportera nécessairement soit une prépondérance armée tenant à la détention exclusive de certains engins comme les avions de guerre, soit au désarmement suffisamment accentué de chaque État particulier. Il faut qu'au lieu d'être régi par des conférences de délégués, dont chacun reste soumis aux intérêts et aux instructions de l'État qu'ils représentent, le Super-État possède ses institutions et sa direction spéciales. Il faut que la permanence de son action soit assurée par la complexité de ses attributions, car une véritable Communauté internationale est autre chose qu'une cour arbitrale

ou qu'un lieu de réunion diplomatique. Elle doit créer un ordre si elle veut maintenir la Paix; or la création de cet ordre exige une action continue et les conflits et les crises économiques le menacent aussi bien que les litiges politiques.

Les fondateurs de la Société des Nations avaient bien senti cette nécessité puisqu'à côté d'elle et sur le même plan ils avaient érigé l'institution complémentaire dite Bureau International du Travail; mais ce Bureau possédait encore moins de puissance décisive et exécutive que la Société elle-même. Le Corps international devra cette fois évoquer avec une autorité qui implique obligation, tous ces problèmes du travail qui, comme je l'ai montré d'autre part, ne sont pas susceptibles d'une solution satisfaisante dans le cadre d'une nation isolée. Il devra saisir, avec le pouvoir de légiférer et de décider, ces graves questions de débouchés, de matières premières, de migrations, qui se trouvent si dangereusement au contact de l'économie et de la politique. Il devra régler les problèmes des douanes, parer à la crise générale des monnaies peut-être par l'institution d'une monnaie internationale. Il devra posséder les moyens d'entreprendre les grands travaux d'utilité internationale — assainissement, équipement industriel, moyens de transport, colonisation, au sens le plus large du terme — de façon à élever peu à peu toutes les nations au même niveau de civilisation, et pour cette fin il devra être nanti de facultés d'emprunt, pourvu d'un budget qu'alimenteraient, non plus la contribution volontaire et disgracieuse des États associés, mais de légers impôts portant sur des denrées de consommation universelle ou le monopole de quelques services internationaux... Des socialistes, réunis à Francfort au lendemain de l'autre guerre pour étudier ensemble le problème des Réparations, étaient tombés d'accord sur un plan de cette envergure. Ils appartenaient à toutes les nations belligérantes : je ne nommerai, parmi les morts, que Matteotti, assassiné par Mussolini, et Hilferding, livré par le Gouvernement français à Hitler.

★

Les thèmes que je viens d'indiquer comportent chacun des développements et des justifications qu'il serait facile de tirer de la plus récente histoire « mondiale ». Mais si l'on veut vraiment toucher du doigt la fragilité et la précarité de toute Paix qui ne reposerait pas sur une forte construction internationale, il suffit d'évoquer le problème russe et le problème allemand. Hitler sera vaincu et son sort personnel importe peu, mais, au lendemain de son désastre, de sa disparition, qu'est-ce que les vainqueurs feront de l'Allemagne? Ils se trouveront vis-à-vis d'une contradiction qui, sur le plan de l'Europe actuelle, c'est-à-dire sur le plan des souverainetés natio-

nales, absolues, ne comporterait aucune conciliation intelligible. D'une part, un sentiment universel, envenimé hélas! par la haine et par le besoin de vengeance que Hitler a propagé dans l'univers entier exige que l'Allemagne soit mise hors d'état, et cette fois définitivement, de recommencer l'atroce aventure. On se refusera, et j'accorde que le refus sera légitime, à distinguer entre le tyran qui aura fanatisé son peuple et le peuple qui aura servi impitoyablement son tyran. On protestera que la paix n'est qu'une mensongère et meurtrière simagrée si le monde n'est pas irrémédiablement protégé contre tout accès futur de la barbarie germanique. Tout cela sera naturel et juste. Or, sur le terrain connu de l'histoire, sur le plan des souverainetés nationales, à quoi cette exigence naturelle et juste pourra-t-elle conduire, si ce n'est à un système de morcellements, de démembrements, d'annexions, d'interdictions, de tributs? On réclamera sans nul doute l'imposition de ce système, et ceux qui crieront le plus fort seront certains des « collaborateurs » d'à présent. Mais, d'autre part, si les hommes à qui incombera la charge de la paix conservent le courage de réfléchir et de se souvenir, comment n'auraient-ils pas les yeux fixés sur les perspectives d'avenir qu'ouvrirait devant le monde un statut fondé sur l'usage et sur l'abus de la force. On n'éteint pas la haine par la haine ni la violence par la violence. On ne met pas à néant un peuple, une langue, une tradition, une légende. L'abus de la force crée la volonté de revanche, le temps ne l'éteint pas; les hasards de l'histoire lui offrent, tôt ou tard, des occasions inattendues. Si dures que soient les conditions imposées à l'Allemagne hitlérienne elles ne pourraient guère être plus brutales que celles qui furent imposées à la Prusse au lendemain d'Iéna. Qui eût prévu qu'après de tels désastres, après de telles mutilations, la Prusse retrouverait sa force? Il n'y a pourtant que quelques années d'Iéna à Leipzig, que quelques décades de Tilsitt à Sedan. Pour résoudre la contradiction, pour obtenir l'innocuité allemande dans un statut paisible et sûr de l'Europe, il n'existe donc qu'un seul procédé, qui est l'incorporation de la nation allemande dans une communauté internationale assez puissante pour la rééduquer, pour la discipliner et, s'il le fallait, pour la maîtriser. Si l'application de la force devenait nécessaire pour obliger l'Allemagne à cette incorporation, alors elle deviendrait légitime, et salutaire comme une correction paternelle. Alors la force serait au service de la justice et de la paix. Alors le temps et l'habitude agiraient dans le sens de l'adaptation et de la coordination, par conséquent de l'apaisement et de la réconciliation.

Ce que je viens de dire de l'Allemagne n'est pas moins évident de la Russie, bien que pour des raisons d'une tout autre nature. Le problème russe, l'inconnue russe pèse dès à présent d'un poids étrange sur la notion, je dirai même sur l'espérance, de la paix. J'ai déjà

fait remarquer que, dans un certain nombre d'États, au premier rang desquels figure la France, il serait pratiquement impossible d'assurer l'usage régulier du Gouvernement si une fraction de la classe ouvrière demeurerait soumise, par un rapport direct ou indirect de dépendance, à un Souverain extérieur. De même il sera pratiquement impossible d'entretenir une paix sûre entre l'ensemble des nations de l'Europe et du monde, si le risque d'une Révolution intérieure, préparée et machinée et dirigée du dehors par ce même Souverain continue de troubler chacune d'elles. Faute de lever une difficulté si grave, à quel avenir destinerait-on la démocratie et la paix ? Je ne crois pas, pour ma part, qu'elle se trouve éliminée grâce à une modification substantielle de la structure soviétique ; il est chimérique d'imaginer entre la Russie et les autres États un genre de communication qui les amène à un niveau commun. La Russie conservera sans doute tous les caractères internes qui la personnifient essentiellement ; elle ne transformera, pour établir une similitude avec le reste du monde, ni son système de gouvernement ni son système de propriété. Je crois, en revanche, que sa manière de vivre extérieure, son « comportement » vis-à-vis des autres puissances aura été pénétré de profonds amendements sous la double influence de la lutte qui l'aura héroïquement exaltée, puis de la victoire qui aura consolidé et consacré sa puissance. Elle sortira de l'épreuve délivrée des crises de croissance qui la secouaient depuis vingt-cinq ans, confiante dans sa force, à la fois agrandie et rassérénée, capable par conséquent de l'effort nécessaire pour offrir à la vie internationale une participation qui n'y provoque pas de dangereuses dissonances.

Que peut-on attendre d'elle ? Qu'elle cesse d'entretenir un corps étranger à l'intérieur de chaque nation et qu'elle-même cesse de se poser comme un corps étranger vis-à-vis du reste des nations par une sorte de rupture provocatrice avec les notions traditionnelles de la moralité et de l'humanité. Un Concordat doit et peut régler à cet égard les conditions de l'existence commune, et pour en fixer les clauses, pour en assurer le respect, il faut bien imaginer l'intercession, la pression persuasive du Corps international dont la Russie sera membre. J'emploie ce terme de Concordat avec quelque hésitation, car je ne voudrais offenser aucune susceptibilité par le rapprochement qu'il suggère, mais si l'on veut y réfléchir sans prévention, c'est bien sur les rapports des États et d'une Église temporelle qu'il s'agit d'arrêter une transaction délimitant les domaines respectifs de la croyance hiérarchisée et de la souveraineté nationale. Je crois que la Russie, bien que demeurée soviétique, prêterait la main à une transaction de cette nature, et je me fie à l'évidence de son intérêt. Elle ne pourra ni ne voudra se détacher des puissances anglo-saxonnes, sans le concours desquelles elle n'aurait pu repousser victorieusement l'agression hitlérienne, et dont la collaboration continue lui

restera nécessaire pour la reconstruction de son économie ravagée. L'intégration dans le Corps international représentera pour l'État soviétique cette reconnaissance pleine et égale, sans réticence et sans arrière-pensée, à laquelle ses dirigeants aspirent depuis si longtemps et qu'en réalité aucune puissance ne lui avait encore concédée, pas même celles qui négociaient et traitaient avec lui. Enfin la Russie ne voudra être surpassée par personne, au regard du prolétariat universel, dans cette détermination de paix dont l'élan vers l'organisation internationale sera considéré comme le signe le plus visible et le témoignage le plus certain. J'ajouterai, d'un mot, que là est pour elle l'unique moyen de balancer la responsabilité historique qui pèse sur elle. Si son abstention ou son intransigeance devait faire obstacle à la construction solide de la paix, elle annulerait l'immense service rendu à l'Humanité par son héroïsme ; elle se replacerait vis-à-vis du monde civilisé dans la même position qu'en septembre 1939 au lendemain de l'erreur criminelle dont il faudrait effacer jusqu'au souvenir.

★

Je serais conduit ici, par la logique du raisonnement comme par l'association des idées, à envisager, au sein du Corps international, l'opportunité d'une autre présence. C'est à la Cour de Rome que je pense, au Saint-Siège apostolique. Sa participation au même titre que celle des États serait par elle-même le signe le plus éclatant que, dans l'univers de demain, d'autres puissances compteront que les puissances temporelles. Sa coopération active permettrait de hausser sur un plan supérieur et de régler par des « concordats » généraux toutes ces catégories de litiges avec les États qui, à l'intérieur du cadre national, altèrent la vie politique et conduisent à d'insupportables conflits. Ce rôle conviendrait assurément à une Église qui est pacifique par essence, puisqu'elle incarne une religion de paix et qui l'est aussi par fonction, si je puis dire, puisque sa constitution même est d'ordre international. L'influence pontificale s'est toujours exercée et s'exerce encore en faveur d'une paix organique, fondée sur la justice, sur l'égalité des peuples et des hommes, sur la sainteté des contrats. Le premier discours public qu'ait prononcé le Pape Pie XI après les accords de Latran du haut de la loge de Saint-Pierre, était une adjuration pathétique à la paix.

La paix est nécessaire à l'Église, et il n'est pas moins certain que le concours de l'Église serait infiniment profitable à l'œuvre d'organisation pacifique. Mais dans la zone humaine que couvrirait la Communauté internationale, si l'Église catholique est la seule qui se présente sous la forme d'une hiérarchie centralisée et universelle, la religion catholique n'est pas la seule qui soit professée par les

multitudes. Il faudrait donc reconnaître un principe d'égalité entre les religions comme entre les États et adresser à toutes le même appel. Leur mode de représentation ne serait pas fixé sans quelque peine, car les autres confessions ne sont pas constituées d'avance, comme l'Église de Rome, sur le type hiérarchique d'un Empire; mais à supposer que des difficultés de cet ordre puissent finalement s'aplanir comme je le crois, on est obligé de prévoir raisonnablement que l'obstacle insurmontable serait élevé par l'Église elle-même. L'Église manifesterait sans doute à l'œuvre internationale sa sympathie la plus chaleureuse et la plus serviable; il est vraisemblable qu'elle n'y participerait pas comme associée, qu'elle ne s'y engagerait pas, qu'elle ne s'obligerait pas vis-à-vis d'elle-même. Pourrait-elle consentir à une égalité de droits, ou même à une simple reconnaissance de fait vis-à-vis d'autres confessions, puisqu'elle les tient pour hérétiques ou infidèles? Pourrait-elle acquiescer à une sorte de partage de la foi universelle quand une promesse révélée lui a donné pour fin la conquête de toutes les âmes; et qu'en abdiquant ce mandat elle manquerait à son élection divine? Pourrait-elle accepter la suprématie d'un super-État, aliéner à son profit une portion de sa souveraineté alors que sa propre suprématie résulte à ses yeux de son institution? Pourrait-elle, en un mot, partager la responsabilité d'un ordre international autre que celui dont les règles seraient fournies par ses propres directions?

Si des principes nous descendons à la pratique, si nous considérons que la tâche courante de la Communauté internationale sera de trancher les litiges, de rendre des sentences, d'édicter et peut-être d'appliquer des sanctions, l'Église pourrait-elle, fût-ce en tant que membre de la communauté, prendre parti pour un État contre un autre, c'est-à-dire pour certains de ses fidèles contre d'autres, alors qu'elle se tient pour leur mère commune? Elle ne l'a pas fait pendant l'autre guerre ni pendant celle-ci; comment le pourrait-elle pendant la paix? J'ai supposé, en examinant la position des Soviets, que les intérêts temporels de l'État russe prévaudraient sur les rigueurs de la doctrine communiste, mais quand il s'agit de la Papauté je ne peux plus former de conjecture analogue, parce qu'elle n'est plus chargée d'aucun intérêt temporel. Un pape du xvi^e siècle qui entretenait une armée, qui entraînait dans des coalitions, qui faisait la Guerre, aurait pu balancer entre quelque nécessité impérieuse pesant sur les États pontificaux et la sévérité intransigeante du Dogme. La Papauté d'aujourd'hui ne connaît plus ces hésitations, et n'a plus de raison d'incliner vers ces transactions. Elle est une puissance purement spirituelle. C'est pour cela que sa présence dans la Communauté internationale me paraît plus ardemment souhaitable, et c'est aussi pour cela qu'il me paraît chimérique de l'espérer.

CHAPITRE HUITIÈME

QUAND je développe ainsi les perspectives de la Société internationale installée au-dessus du monde de demain, je sais bien que je ne m'expose pas seulement à ce scepticisme léger, et en réalité crédule, dont il n'y a nul compte à tenir, mais que j'inquiète aussi un sentiment parfaitement honorable et légitime. Je veux dire le sentiment patriotique, toujours plus vif et plus susceptible au lendemain d'une défaite, par conséquent plus ombrageux et plus jaloux. J'entends sa voix : « Comment! la France n'est pas encore relevée de ses ruines, ses blessures ne sont pas encore cicatrisées et vous songez déjà à l'Europe et au monde. Vous refaites appel à cette sensiblerie humanitaire dont nous avons tant souffert, alors que le devoir national s'impose à nous avec une exigence précise, impérative, exclusive. Non pas! France d'abord, France au-dessus de tout! La France n'a qu'une chance de salut, l'amour égoïste de tous ses enfants... »

Il est vrai que, dans les malheurs de la Patrie, nous prenons une conscience plus distincte et plus puissante de l'amour parfois méconnu que nous nourrissons pour elle. Il est vrai que l'histoire de ces dernières années doit nous instruire à préserver le sentiment patriotique dans toute sa vigueur naturelle, dans toute sa dignité. Mais en montrant que l'Europe et le monde de demain devront nécessairement s'ordonner, à moins de se livrer encore au chaos et à la guerre, dans un cadre plus large que le cadre de la nation, je n'entends rien dire qui puisse offusquer, léser, restreindre le sentiment national. Je ne propose pas au patriotisme de se démettre, de céder la place, comme un instinct suranné qui aurait fait son temps et ne répondrait plus aux aspirations de l'intelligence moderne. Je n'estime nullement que le patriotisme doive s'absorber, et par conséquent se dissoudre, dans des affections plus générales et, si l'on veut, plus élevées, comme la foi dans la solidarité humaine, l'amour de l'humanité. L'amour de la patrie est éternel, au même titre que l'amour de la famille, que l'amour du pays natal, que tous les liens qui rattachent l'âme aux réalités les plus proches et les plus chères. Mais ce dont je suis pleinement convaincu, c'est que patriotisme et humanisme, ou, si l'on veut, amour de la patrie nationale et de la patrie internationale sont des sentiments compatibles dans leur essence. L'attachement

à la Nation, d'une part, et, d'autre part la « charité du genre humain », comme disait un grand ancien, peuvent cohabiter la même conscience, aussi naturellement que le patriotisme et l'amour de la famille, que le patriotisme et une croyance religieuse.

Ne cherchons pas à cet égard d'autres témoins que les citoyens et les soldats de la Révolution de 89. Non seulement leur rêve idéal, mais leur volonté positive et réfléchie était de fonder une immense Société humaine sur des principes d'ordre universel; pourtant le patriotisme ne se manifesta en aucun temps avec une ardeur plus farouche. Jamais le sol de la patrie ne fut défendu avec une âpreté plus héroïque. L'explication est simple : c'est que des peuples libres, des nations indépendantes, forment la base inaltérable de toute construction internationale. Toute communauté internationale a pour objet primordial de garantir la liberté et l'indépendance des nations distinctes qui la composent. Les nations s'assembleront et s'ordonneront dans la communauté, mais telles qu'elles sont, telles que leur histoire et leurs traditions de tout ordre les ont faites, avec leurs goûts propres, leurs préférences, leurs tempéraments originaux, leurs singularités. Les particularités nationales, éléments nécessaires de l'harmonie humaine, seront non seulement respectées, mais cultivées au sein de l'organisation internationale exactement comme les particularités individuelles au sein de l'organisation sociale. Ni dans un cas ni dans l'autre, la communauté ne suppose ou même ne comporte on ne sait quelle uniformité officielle et obligatoire. Quand j'évoque la future Société des Nations, une image de Hugo me revient invinciblement à l'esprit : je les vois assises « comme des sœurs autour de l'âtre », autour du foyer commun de la Justice et de la Paix, des sœurs nées du même sang, mais se distinguant chacune des autres par le vêtement, par le geste, par l'accent de la voix, par l'expression du visage. Jaurès a dit un jour qu'un peu d'internationalisme éloignait peut-être du patriotisme, mais que beaucoup d'internationalisme en rapprochait et je crois entendre ainsi le sens profond de sa parole : c'est dans l'atmosphère de paix égale et d'aisance créée par la solidarité internationale que l'originalité nationale s'épanouit avec le plus de liberté et de fécondité et aussi que l'homme en prend le plus précieusement conscience, en éprouvant comment elle retentit sur les fibres les plus intimes de sa propre personnalité. J'ajoute non sans quelque fierté que cette mise en harmonie du patriotisme et de l'humanisme est plus naturelle et plus commode pour un Français que pour tout autre citoyen du monde, puisque le tempérament particulier de la France, ainsi que je l'ai rappelé déjà, a toujours compris et comprend encore le noble besoin de penser et d'agir pour des œuvres universelles.

Le risque de frictions et de conflits internes subsiste sans doute et ne sera jamais complètement aboli : dans la vie personnelle, il

n'est pas non plus toujours facile d'établir l'ordre et de fixer une hiérarchie convenable aux circonstances entre les passions diverses qui composent un caractère. Mais un effort de bonne foi et de raison doit finalement obtenir la conciliation, et cet effort consistera presque toujours à délivrer soit le patriotisme, soit l'humanisme, des impuretés naturelles qui l'avaient altéré. Car il existe un instinct aussi ancien que l'histoire des hommes, de la même essence que l'esprit de tribu et de clan, qui nous pousse à résigner, je dirai presque à condamner toute faculté de réflexion et de jugement critique, dès qu'il s'agit des rapports de notre pays avec d'autres pays. « Je n'ai pas à chercher plus loin; mon pays ne peut pas avoir tort, parce qu'il est mon pays » puis : « C'est donc à mon pays qu'est destinée la primauté universelle... » Cet instinct est faussement qualifié de patriotisme et les noms péjoratifs de chauvinisme ou de nationalisme lui conviennent seuls. Il engendre l'orgueil et la haine, il porte en lui la fatalité de la guerre, car il n'est pas spécial à un seul pays; il règne dans d'autres pays quand il sévit dans le nôtre et les luttes qu'il suscite entre les peuples ne comportent ni conciliation ni même, ce qui est plus grave, réconciliation possible. Il existe, par contre, un sentiment de formation infiniment plus récente, car il ne s'est développé qu'à la faveur de certaines propagandes révolutionnaires, et qui porte à prendre le contre-pied du chauvinisme, c'est-à-dire à désavouer d'avance, de parti pris, la position nationale et l'intérêt national dans toute querelle extérieure. « Mon pays a tort parce qu'il est mon pays. » Ce sentiment sépare ceux qui le professent de la communauté nationale où les chauvins se murent aveuglément. Mais il serait faussement qualifié d'internationalisme; il n'est en réalité qu'un chauvinisme à rebours. Chaque fois qu'on fera l'effort de distinguer le patriotisme véritable du chauvinisme et l'internationalisme véritable du chauvinisme inversé, on constatera entre les deux notions authentiques non seulement une compatibilité mais presque une coïncidence. Patriotisme véritable et internationalisme véritable impliquent essentiellement l'un et l'autre la volonté de soumettre les rapports entre nations et toutes les questions qui en relèvent, aux critères communs de la raison et de la conscience, de leur appliquer non pas certes une impartialité absolue qui excéderait la nature, mais une intention absolue d'impartialité. Or, cet examen convainc promptement les hommes de bonne foi que, dans l'état présent de l'évolution humaine, d'une part la liberté et la prospérité d'une nation n'est plus séparable pratiquement de la liberté et de la prospérité des autres nations, d'autre part l'amour de la Patrie n'est plus séparable, rationnellement et sentimentalement, de certaines croyances valables pour l'Humanité entière.

★

Ainsi donc doivent s'étager les assises du monde nouveau. A l'intérieur de la nation la démocratie politique se justifie et se consolide par la démocratie sociale. L'ensemble des démocraties nationales supporte un ordre international qui les couronne et qui maintient leur équilibre. Quand la guerre aura délivré l'Humanité des suprêmes convulsions de la barbarie et du despotisme, — et tel sera bien le sens et l'effet de la victoire des Alliés, — c'est sur un plan de cet ordre qu'elle devra nécessairement distribuer son effort. Je n'entends pas dans une autre acception le pacte de l'Atlantique, signé par le président Roosevelt et par M. Winston Churchill au nom des deux grandes puissances anglo-saxonnes, et auquel tous les États alliés ont donné sans réserve leur assentiment. Le triomphe de la Liberté et de la Justice par la Guerre devra naturellement entraîner l'organisation de la Liberté et de la Justice dans la Paix. Je n'aperçois pas d'ailleurs dans quelle autre voie le monde pourrait chercher ni la satisfaction de ses besoins immédiats ni des sûretés d'avenir.

Je me suis demandé scrupuleusement si cette vue ne péchait pas par un excès de confiance dans la régularité des solutions historiques, peut-être aussi par cette inclination trompeuse de l'esprit toujours plus marquée chez les hommes qui ont été mêlés aux grandes affaires, et qui les rend inhabiles à couler le présent et l'avenir dans d'autres moules que le passé. Il est vrai que cette projection du monde nouveau n'est rien d'autre, au fond, qu'un retour vers des conceptions vieilles de plus de vingt-cinq ans. Tout ce que j'appelle ou tout ce que j'annonce pour le lendemain de la guerre actuelle reproduit ce que les hommes de mon âge ont espéré au lendemain des Traités de Versailles et qu'ils ont été impuissants à réaliser. Rien n'est neuf, je le sais, mais les solutions ne peuvent guère se modifier dans leur essence quand les problèmes ne se sont pas transformés essentiellement et une génération ne change pas à son gré les problèmes que l'histoire pose devant elle. Il est vrai, d'autre part, qu'un progrès comme celui dont je dessine la marche suppose un travail tranquille, un accord amiable des peuples, une adhésion qui est déjà l'union, et je me rends bien compte que beaucoup d'esprits se représentent sous un aspect tout autre les réalités de demain. « Cette belle architecture classique, m'objectera-t-on, comment pourrait-elle élever son ordonnance, d'un sol que vont bouleverser les convulsions populaires dès que la paix aura libéré l'expansion de forces longuement comprimées? L'Humanité trouvera quelque jour son ordre, sans doute, mais après une phase inévitable de déchirement et de chaos et par d'autres instruments que la volonté

tranquille et réfléchie des peuples! Il y a eu trop de misères, trop de souffrances, il subsistera trop de colères légitimes, que la contemplation sereine d'un idéal n'apaisera pas! Et puis, ne faut-il pas compter avec la force d'attraction soviétique, avec le prestige naturel de la puissance qui, certes, n'aura pas vaincu seule mais qui la première aura mis en échec la force militaire allemande, avec le travail de propagande et de groupement qu'au mépris de tous les dangers les partis communistes poursuivent dans chacune des nations occupées. L'Europe n'échappera pas demain à une crise révolutionnaire, et c'est seulement de cette crise, par des moyens d'essence révolutionnaire comme elle, que pourront surgir les institutions de Justice entre les hommes et de Paix entre les peuples... » Voilà l'éventualité historique que ma déduction aurait apparemment le tort d'omettre. Je comprends ce pressentiment, mais je ne le partage pas.

Je ne crois aucunement que la Guerre, et surtout une Guerre longtemps prolongée, crée l'occasion révolutionnaire, suscite l'instinct révolutionnaire chez les peuples, victorieux et même vaincus. Il y a vingt-trois ans, en 1918, j'avais déjà beaucoup de peine à admettre cette sorte d'équivalence mécanique entre la Guerre qui s'achève et la Révolution qui éclate; aujourd'hui je n'y ajoute plus aucune créance. Ce n'est pas que la foi révolutionnaire ait été amortie en moi par l'expérience ou par l'âge. Comment d'ailleurs une profession révolutionnaire pourrait-elle incommoder personne, en un temps où l'étiquette Révolution s'affiche partout et surtout, fût-ce sur la contre-Révolution la plus effrontée. Mais j'aperçois de plus en plus nettement que l'essence de toute Révolution réside dans la nature des buts qu'elle se propose et des résultats qu'elle obtient, non pas dans la nature des moyens que son action affecte. Tout changement profond dans la structure politique, et à plus forte raison dans le régime de la propriété et de la production, pourvu qu'il soit accompli par anticipation sur l'évolution régulière des choses, représente une mutation révolutionnaire, quand bien même il serait obtenu par les procédés les plus légaux et les plus paisibles; une insurrection violente, la conquête du pouvoir à main armée, la terreur même, ne seraient au contraire qu'une tentative de Révolution manquée si elles n'aboutissaient pas à une transformation politique ou sociale de caractère définitif. Or, la Guerre peut, dans certains cas, créer les conditions favorables à l'insurrection et à la conquête du pouvoir, mais non à la transformation révolutionnaire. Cette considération s'ajoute à celles que j'ai déjà formulées et qui ne conduisaient pas à redouter qu'au lendemain de la victoire alliée la propagande communiste en France dût prendre la forme d'une excitation à la violence insurrectionnelle. Les sentiments collectifs qui se manifesteront alors, dans l'Europe entière, avec le plus de

force et d'exigence seront sans doute d'un ordre beaucoup plus simple qu'on ne le suppose. Les hommes sont partout des hommes, et ils aspireront tout d'abord à la satisfaction de ces besoins humains élémentaires, d'ordre matériel, affectif, ou même intellectuel, que la guerre interrompt mais n'élimine pas, et auxquels la cessation de la guerre semble promettre un apaisement immédiat. On a été privé de ses enfants, chassé de sa maison; on veut les revoir. On a eu faim; on veut manger à sa faim! On a été ligoté et bâillonné par toutes les formes de la violence; on veut vivre et parler librement. On a subi, des mois et des années durant, « la grande insomnie du monde »; on veut retrouver la quiétude et le repos. Voilà les sentiments fonciers qui émergeront vite de l'écume des revendications, des colères, des représailles. En réalité, l'unique besoin collectif qu'une longue guerre puisse surexciter jusqu'à lui insuffler la puissance d'une passion révolutionnaire est tout simplement le besoin de la paix, celui que le Communisme a exploité si efficacement en Russie et hors de Russie pendant la dernière phase et au lendemain de l'autre guerre, celui que les meneurs de la « Révolution nationale » se sont efforcés d'exalter et de capter avant et après l'armistice. Ce besoin existe et persistera un certain temps après la victoire : excédés de la guerre, épuisés par la guerre, les hommes voudront, comme en 1918, que leur sacrifice profite du moins à leurs enfants, et le devoir essentiel de tous ceux qui possèdent sur eux quelque influence sera précisément, pendant la période peut-être assez brève qui sera laissée à l'action utile, de saisir cette possibilité d'enthousiasme, de la retenir, de l'animer en un élan créateur, sans qu'elle s'épuise en d'impuissantes convulsions et avant qu'elle retombe dans la routine humaine.

★

Que la paix véritable ne puisse reposer que sur des fondements stratifiés de la démocratie politique, de la démocratie sociale, de l'ordre international, les peuples s'en convaincront sans beaucoup de peine. C'est d'ailleurs en ce sens que le travail de reconstruction universelle s'orientera avec une certitude presque automatique, puisqu'il prendra son point de départ dans la destruction des dictatures autarciques et que sa direction sera remise aux mains des deux plus grandes démocraties du monde. Je ne crois pas non plus que les peuples soient bien lents à se rendre compte, tant l'évidence du spectacle frappe les yeux, que l'histoire a fait devant eux place nette. Les obstacles matériels sont renversés, prêts à s'écrouler sous le premier choc. Le pouvoir politique de la bourgeoisie n'existe plus, et sa puissance économique s'effondrera semblablement dès qu'on portera la main sur elle. En France et dans tout le continent

européen l'armature bourgeoise gît déjà sous sa ruine; dans les grands pays anglo-saxons on voit la bourgeoisie déjà consentante à un renouvellement qui n'est qu'une abdication. Le souffle de l'histoire est donc devenu favorable et partout le peuple se sent porté par le destin. Mais voici où la difficulté véritable s'élève : le peuple sera-t-il digne de ce destin? Sera-t-il égal au rôle dont l'investit déjà l'histoire? Comprendra-t-il ou se laissera-t-il persuader qu'un concours favorable, ou même fatal, de circonstances matérielles ne suffit pas à son avènement, ni surtout à sa possession durable, que, pour saisir la direction d'une société, il a certes besoin de la force, de l'autorité que confère la coïncidence avec le plan et le penchant de l'évolution économique, mais qu'il a également besoin de la dignité, c'est-à-dire de l'ascendant que confèrent la compétence et la supériorité morale. Pour qu'une translation de pouvoir prenne la consistance d'un établissement historique, il faut qu'elle arrache un acquiescement à la conscience et à la sensibilité comme à la raison; il faut que tout homme sincère soit tenu de s'écrier en sa présence, non seulement : « Cela devait être » mais : « Il est juste, il est bon, il est beau que cela soit. » Le peuple français, comme tous les autres, n'accomplira sa mission, c'est-à-dire n'édifiera une société à son image, que dans la mesure où il aura cultivé et exalté en lui-même les vertus qui justifient toute primauté humaine : l'intrépidité, la générosité du cœur, la droiture de la conscience et de la raison, l'abnégation de la personne vis-à-vis du bien collectif.

Tel est le thème de la persuasion nécessaire. Telle est la tâche qui doit être entreprise dès à présent. On ne disposera peut-être pour la mener à son terme que d'un intervalle assez court. Lorsque les affaires humaines ne sont pas engagées à temps et à fond dans les directions nouvelles, il faut toujours redouter qu'une sorte d'élasticité automatique les reconduise à leurs ornières primitives; il n'y aura donc pas un jour à perdre. Ce dont il faut se pénétrer avant tout, c'est que l'effort resterait incomplet et vain s'il se bornait à une somme de catéchisations individuelles. Il existe une morale des groupes — politiques, sociaux, nationaux — comme une morale des personnes et c'est jusqu'au fond de ces organes de la vie collective que le travail de moralisation doit être injecté. Si l'on envisage par exemple la démocratie intérieure, n'est-il pas évident qu'elle serait altérée dans son essence même si le jeu des forces qui s'y affrontent ne se soumettait pas désormais aux règles de la bonne foi, de la probité, de l'honneur? Toute démocratie suppose activité libre, et, par conséquent, lutte possible, mais il n'est pas vrai que tout soit permis dans la lutte civique, que tous les moyens y soient bons et que la fin les justifie, qu'il s'agisse des partis, des groupes sociaux, de la presse, tout aussi bien que des individus; aucun avantage, ni même aucune nécessité ne justifient le mensonge, la diffamation, la manœuvre

déloyale, l'abus de la force, la trahison des engagements pris et des paroles données. Si l'on se représente par la pensée l'ordre international, l'évidence devient plus saisissante encore, car il ne peut pas reposer sur une autre base que sur la validité, la sainteté des contrats, et si ce fondement lui manque, tout lui manque, tout s'écroule. Sans doute une infraction à la loi des contrats demeurera toujours possible dans la vie internationale comme un crime dans la Société civile, mais il faut du moins que, contre cette exception criminelle, la nation lésée puisse escompter sûrement l'aide de toutes les autres, c'est-à-dire que la moralité reste la loi.

D'autre part, à tous les étages de cette vie collective, la subordination des intérêts plus particuliers aux intérêts plus généraux doit être reconnue et pratiquée comme une obligation absolue. La vie en commun serait impossible aux hommes si l'intérêt spécial et momentané de l'individu ne s'inclinait pas devant l'intérêt général et permanent d'un groupe, mais le problème est d'obtenir de chaque groupe politique ou social ce qu'on exige de l'individu, c'est-à-dire la subordination volontaire à l'intérêt général et permanent de la nation ou de l'économie, et de chaque nation ce que l'on exige du groupe, c'est-à-dire la subordination volontaire à l'intérêt général et permanent de l'Humanité. L'obstination « partisane », l'étroitesse corporative, le chauvinisme, sont de même essence que l'égoïsme personnel. Cette renonciation aux rivalités, aux prétentions fondées sur la divergence des intérêts immédiats, ce sacrifice spontanément consenti à une volonté plus haute, cette conscience d'une relation constante et d'une dépendance vis-à-vis d'un ordre de réalité supérieur qui, d'assise en assise, s'élève jusqu'à l'idée la plus extensive, c'est ce que Socrate ou Platon appelaient la sagesse et ce qu'un penseur chrétien comme Pascal nomme l'humilité. Mais cette humilité doit être une force et la conscience que l'homme prend d'elle doit être un orgueil. Les siècles passés en ont fait une raison de croire et de se soumettre; nous devons en faire une raison de croire et d'agir.

★

C'est un socialiste qui tient ce langage? Sans doute, et il se flatte de demeurer parfaitement conséquent avec lui-même. L'objet du Socialisme est l'établissement d'une Société universelle fondée sur la justice égale à l'intérieur des nations, sur la paix égale entre les peuples. Bien des moyens devront concourir à cette fin, mais aucun socialiste digne de ce grand nom n'a jamais pensé qu'elle pût être atteinte sans un perfectionnement, un enrichissement, sans une propagation et une extension continues, de l'esprit de discipline et de sacrifice. Le Socialisme n'a jamais renié les « valeurs morales » ou les « valeurs spirituelles »; il n'a jamais répudié le sentiment de la

vertu, ni le sentiment de l'honneur; il leur a seulement donné un autre sens, comme l'avait fait le christianisme avant lui.

On lui a maintes fois reproché de n'attirer à lui la multitude des malheureux qu'en faisant miroiter à leurs yeux la « satisfaction de leurs volontés purement matérialistes », comme disait Renan au siècle passé, ou, comme on dit aujourd'hui, l'augmentation de leurs « jouissances ». Supprimer la misère, extirper des fléaux comme le froid, la faim, la maladie, ce n'est point une « volonté purement matérialiste ». En quoi la recherche de l'équité sociale est-elle un sentiment plus matérialiste que la charité? Quand un ouvrier réclame un meilleur salaire, il ne songe pas seulement à charger sa table de plus de nourriture, il pense à un logis plus spacieux et plus sain, à des enfants mieux vêtus et mieux instruits. La vie, la famille, le foyer, la croissance saine des enfants, la sécurité de la vieillesse, ce ne sont pas là des intérêts « matérialistes ». Cependant, si le Socialisme s'était borné à cet ordre de revendications, égoïstes bien que nobles, il n'aurait pas groupé autour de lui de telles foules humaines. Mais il enseigne à l'individu que ses propres besoins égoïstes sont solidaires des besoins de tous les autres hommes, ses droits de leurs droits, sa liberté de leur liberté; qu'ils n'obtiendront satisfaction que tous à la fois, par leur commun effort, dans une création d'ensemble aussi ample, aussi cohérente, aussi harmonieuse que l'univers physique. Sur la doctrine planent ainsi les plus vastes idéaux humains : l'universalité de l'ordre et de la fraternité. Dans la conception de Jaurès, par exemple, l'idée de l'Humanité devient un principe de progrès pour la civilisation entière. Elle peut fournir un nouveau fondement à des préceptes moraux à peu près invariables, à des usages et à des droits sans cesse changeants, un nouvel aliment à l'art et à la pensée spéculative. Elle peut imprégner tous les modes de la vie personnelle, et toutes formes de l'existence collective, comme fit au moyen âge l'idée de Dieu. Le « Socialisme intégral » n'est nullement une religion, puisqu'il n'a ni dogmes, ni rites, ni sacerdoce, mais il appelle, et il peut satisfaire le besoin religieux, puisqu'il enseigne une sagesse et une vertu, qu'il habitue la conscience au scrupule, qu'il enseigne à trouver dans un idéal supérieur à l'individu le mobile et la récompense des actions personnelles, puisque la forme d'assentiment qu'il recueille permet le sacrifice et ressemble à une foi.

Comment a-t-on pu s'y méprendre? Comment des esprits honnêtes ont-ils pu ravalier à tel point la doctrine que tant de millions d'hommes dans le monde ont cultivée en eux comme la plus haute aspiration? J'ai montré, chemin faisant, en quoi nous, socialistes, étions nous-mêmes comptables de l'erreur commise à notre détriment, mais je crois que je puis en indiquer d'un mot la cause profonde. La marche des grandes doctrines humaines, et des religions elles-mêmes, est déterminée par la nature des résistances qu'elles rencon-

trent autant et plus que par la nature de l'impulsion initiale qu'elles ont reçue. Le Socialisme a dû vivre d'abord, s'installer, se faire place; pour démontrer sa légitimité, il a dû faire œuvre de destruction critique; pour protéger ses premiers commencements, il a dû faire œuvre de lutte. La Société capitaliste, égarée par l'instinct de conservation, le traitait comme un ennemi sauvage, avec qui aucun accommodement n'est possible, qu'il faut rejeter et détruire sans merci. Il a dû attaquer pour se défendre. La bataille a remplacé l'apostolat, et dans la bataille interviennent fatalement les sentiments primitifs de l'homme : la peur réciproque, l'avidité, l'intolérance. Mais aujourd'hui la phase de polémique est révolue; le Socialisme peut passer de sa période militante à sa période triomphante. Le régime social qu'il combattait et qui le combattait tombe en ruine : là même où il persiste encore matériellement, il ne croit plus en lui-même, et se place en contradiction avec ses propres lois. Les postulats et les axiomes socialistes sont usurpés par les hommes et les partis qui ont fait aux organisations socialistes la guerre la plus féroce. C'est sur la base établie par les principes socialistes que toute société, consciemment ou non, tente aujourd'hui, de se refaire. Il n'est pas jusqu'à l'Église romaine qui, par la position prise depuis cinquante ans vis-à-vis des problèmes de la propriété et du travail, et sans revenir d'ailleurs sur une condamnation de principe, ne manifeste avec le Socialisme un parallélisme de direction, une convergence possible d'efforts, et, pour le moins, une compatibilité. Dans cet état la polémique est devenue presque inutile et la bataille n'a plus de raison. Le Socialisme ne doit plus s'appliquer qu'à l'apostolat, à la conquête spirituelle. Il doit revenir, comme l'a fait précisément l'Église dans les crises où le souci des intérêts temporels avait trop dangereusement obscurci l'objet de sa mission, à la pureté de l'inspiration primitive.

Est-ce là une propagande religieuse? Si l'on veut. Spinoza a écrit : « Toute action dont nous sommes nous-mêmes la cause, en tant que nous avons l'idée de Dieu, je la rapporte à la religion. » Ce que Spinoza appelle l'idée de Dieu, nous pouvons l'appeler l'idée de l'humain, l'idée de l'universel, et la formule tient encore. Ce qui est sûr, c'est qu'elle répond au caractère particulier de la France, qui tout au long de son histoire, depuis les Croisades jusqu'à la Révolution française, fait de la solidarité humaine et de l'aspiration vers l'universel la forme la plus élevée de son patriotisme. C'est par cet enseignement, que je suis presque tenté d'appeler une prédication, que les individus et les peuples qu'ils composent deviendront dignes de leur mission historique. Le but est de perfectionner l'un par l'autre l'homme et la Société, de susciter et d'animer dans l'homme ce qu'il a virtuellement de meilleur pour qu'il fasse de son apport personnel l'élément de la meilleure solution possible. L'occasion est opportune pour ces

grandes tâches; le terrain est propice. Les crises politiques qui ont secoué l'Europe avant la guerre, la guerre elle-même, la défaite auront servi à le préparer. Enfermés dans les charges et les soucis du présent, nous ne sommes jamais assez optimistes, car toute vue optimiste du monde suppose une perception, une préhension de la durée. Qui sait? D'ici un siècle ou deux, quand les penseurs envisageront avec une parfaite sérénité le développement de notre âge, peut-être iront-ils jusqu'à juger que le nazisme et le fascisme ont eux-mêmes joué leur rôle dans cette marche providentielle du progrès.

J'ai relu récemment une étude, publiée très peu de mois avant la guerre de 1870, où Renan prévoyait, et semblait appeler, l'irruption de ces forces barbares dont l'Humanité, selon lui, recèle toujours comme un résidu latent, et qu'il considérait comme une réserve de vitalité dynamique. Sur les nations d'extrême civilisation, dit-il, dont la virilité est momentanément fatiguée, l'épanchement, ou plutôt l'épandage de ces forces barbares peut produire un effet de stimulation, de renouvellement. Le flot passe, les forces barbares sont rejetées dans leur enfer souterrain, mais l'effet de fécondation, de renouvellement, n'en est pas moins acquis et n'en subsiste pas moins. J'ai déjà énoncé les raisons qui m'empêchent de reconnaître aux barbaries totalitaires cette vertu stimulante, fécondante. Renan avait dans l'esprit le retour d'éventualités historiques d'un ordre tout différent. Il pensait à ces marées de matière jeune et fraîche qui sont venues en effet recouvrir périodiquement, depuis des milliers d'années, les formes de la civilisation régulière, comme par exemple l'alluvion des tribus germaniques pendant l'Empire romain, comme l'intrusion des peuples slaves, et, si l'on veut, des races orientales dans l'histoire moderne. Mais il n'imaginait pas, il n'aurait pu imaginer que la destruction de ces formes mêmes pût être posée comme un idéal, et qu'une fraction civilisée de l'Humanité en vînt un jour à s'assigner comme un objet volontaire le rappel de la sauvagerie primitive. Il ne s'agit plus ici du limon vierge d'un fleuve, mais bien plutôt du vent du désert qui disperse stérilement les couches de terreau accumulées durant des siècles. Les poisons sont quelquefois des remèdes, mais certains poisons ne sont pourtant que des poisons. J'écarte donc l'application de cette vue de Renan aux dictatures totalitaires; en aucune façon je ne saurais y souscrire. Mais faisons pour un instant l'effort de supposer, contre toute raison, que ces engrais barbares aient réveillé la vertu productrice d'un sol épuisé, admettons que, par ces voies de l'histoire qui sont peut-être impénétrables aux contemporains, le nazisme et le fascisme soient venus saccager la vieille terre de l'Europe pour que l'Humanité socialiste pût finalement s'en élever et fleurir. Alors, quelle réparation, quelle heureuse vengeance! Dans l'harmonie universelle, la raison d'être des dictatures totalitaires aurait été de faire sortir du sol français

la Démocratie socialiste, portion vivante et élément créateur de la Démocratie internationale!

Dans l'étude à laquelle je viens de faire allusion après avoir marqué le caractère « extraordinaire » et « capital » de la Révolution française, cette « gloire de la France », cette « épopée française par excellence », après avoir affirmé qu'elle sera, des siècles durant, « le sujet sur lequel le monde se divisera, qui servira de prétexte pour s'aimer ou se haïr », Renan ajoutait ces paroles d'un accent étrangement prophétique : « Presque toujours les nations qui ont dans leur histoire un fait exceptionnel expient ce fait par de longues souffrances, et souvent le paient de leur existence nationale. Il en fut ainsi de la Judée, de la Grèce et de l'Italie. Pour avoir créé des choses uniques dont le monde vit et profite, ces pays ont traversé des siècles d'humiliation et de mort nationale... Les nations qui ont créé la religion, l'art, la science, l'empire, la papauté, toutes choses universelles, non nationales, ont été plus que des nations; elles ont été par cela même moins que des nations, en ce sens, qu'elles ont été des victimes de leur œuvre... » Ce terme d'expiation nous est devenu familier; on nous remontre à toute occasion que notre pays expie aujourd'hui la Révolution de 1789 et la séquelle d'erreurs qu'elle traîne après elle depuis plus d'un siècle! Mais ce n'est là qu'un jeu grossier de polémique; Renan, qui est un historien et un philosophe, prend cette idée d'expiation dans une acception bien autrement élevée et bien autrement équitable. La France n'expie pas, selon lui, une œuvre fausse ou malfaisante mais une œuvre trop belle, trop vaste, et surtout trop générale pour les forces d'une nation seule. Il s'agit moins dans sa pensée, d'une expiation que d'un sacrifice. La nation qui, la première, a conçu et introduit des vérités d'ordre universel, se sacrifie par là-même à l'Humanité. Mais Renan n'estimait pas que les conséquences de cet holocauste dussent être aussi durables pour la France qu'elles l'ont été pour la Judée, la Grèce et l'Italie, et cela, parce que l'œuvre révolutionnaire de la France avait été moins grande et moins « universelle ». Il estimait que l'« expiation » de la Révolution française remplirait le XIX^e siècle, après quoi la France ayant payé sa généreuse imprudence, se relèverait plus jeune et plus forte, comme s'est relevée l'Allemagne après l'abaissement politique qui fut pour elle le mode d'expiation de la Réforme. Renan n'avait pas fait exactement son compte : l'expiation aura duré un demi-siècle de plus. Aujourd'hui la France se retrouve de niveau avec l'Humanité; c'est son tour de recevoir la récompense différée du sacrifice dont l'Humanité avait déjà recueilli le bienfait.

Comment toutes ces pensées concordantes n'apporteraient-elles pas à notre confiance un réconfort? L'œuvre juste et nécessaire s'accomplira. Si jamais les misères et les vilenies du temps présent jetaient le trouble dans nos cœurs, eh bien, projetons nos regards

au-delà de notre moment circonscrit de la durée vers le passé et l'avenir; étendons la vue au-delà de notre canton étroit de l'espace vers le tout harmonieux de l'univers. Il ne s'agit pas d'oublier la tâche immédiate et de nous en divertir par de vaines contemplations. Nous ne sommes pas des rêveurs, nous n'avons pas le moyen de rêver; mais le moment présent passera, les dictatures campées sur l'Europe passeront, les misères et les vilenies passeront, et il existe pourtant dans le monde des idées éternelles; il existe une destinée humaine liée elle-même aux lois universelles, et dans lesquelles nous devons inscrire notre destin d'un jour. Nous travaillons *dans* le présent, non *pour* le présent. Combien de fois, dans les réunions populaires, ai-je répété et commenté les paroles de Nietzsche : « Que l'avenir et les plus lointaines choses soient la règle de tous les jours présents. Ce n'est pas l'amour du prochain, c'est l'amour du plus lointain que je te conseille ». Pourquoi la race humaine, pourquoi la nation française se montreraient-elles indignes dans l'avenir de ce qu'elles ont accompli dans le passé? La race humaine a créé la sagesse, la science et l'art, pourquoi serait-elle impuissante à créer la justice, la fraternité et la paix? Elle a enfanté un Platon et un Homère, un Shakespeare et un Hugo, un Michel-Ange et un Beethoven, un Pascal et un Newton, tous ces héros humains dont le génie n'est que le contact avec les vérités essentielles, avec la réalité centrale de l'univers. Pourquoi la même race n'engendrerait-elle pas les guides capables de la conduire vers les formes de la vie collective qui se rapprochent le plus des lois et de l'harmonie universelles? Le système social a sans doute ses lois d'attraction et de gravitation comme les systèmes stellaires. L'homme n'a pas deux âmes différentes, l'une pour chanter et pour chercher, l'autre pour agir; l'une pour sentir la beauté et comprendre la vérité, l'autre pour sentir la fraternité et comprendre la justice. Quiconque envisage cette perspective se sent animé d'un invincible espoir. Que l'homme contemple le but, qu'il se fie à son destin, qu'il ne craigne pas d'user sa force. Quand l'homme se trouble et se décourage, il n'a qu'à penser à l'Humanité.